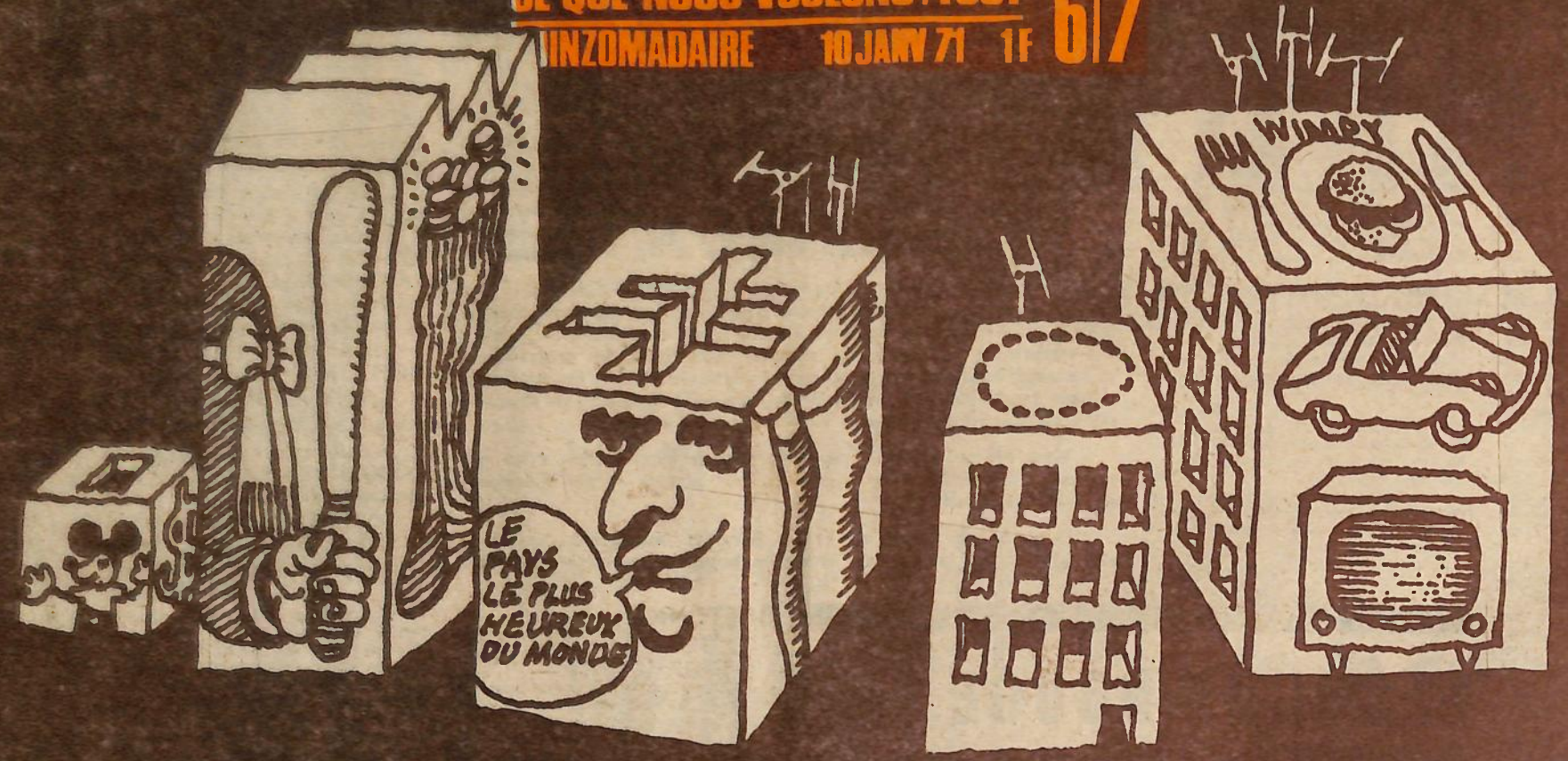
TOUT!

CE QUE NOUS VOULONS : TOUT

HEBDOMADAIRE 10 JANV 71 1F 6|7



BONNE ANNÉE !

MENACES DE DEPLACEMENT D'OFFICE D'UNE INSTITUTRICE PUBLIQUE EN ILE-ET-VILAINE PLUS PRECISEMENT A MEDREAC (VOIR LA PRESSE)

Médréac : Commune d'Ille-et-Vilaine de l'arrondissement de Rennes — 1 654 habitants — école publique et école privée.

Directrice de l'école publique : Mme DELAHAYE.

Président de l'Amicale laïque : M. PERDRIEL (petite usine de salaisons - 30 ouvriers). 3

LES FAITS : Une jeune institutrice publique vit maritalement avec un garçon travaillant dans les Côtes-du-Nord. Bien que célibataire tous les deux, ils ne désirent pas se marier, pour des raisons personnelles. Vie normale et identique à celle de tout autre couple. Un bébé est attendu dans ce foyer pour le début de l'année 1971. Il sera bien entendu reconnu. Dans son précédent poste, cette institutrice militait au sein du Comité de Défense Laïque du canton et était responsable jeunes sur le plan syndical (même situation familiale depuis 3 ans).

Mois d'octobre 1970 : Un midi, à la cantine scolaire où travaillent bénévolement la directrice et son adjointe :

Mme la Directrice demande : « Quand vas-tu te marier ? Les parents commencent à s'inquiéter. » Pas de réponse précise de l'institutrice : « Il s'agit de ma vie privée. »

(EN FAIT LES PARENTS N'ETAIENT PAS ENCORE AU COURANT. PERSONNE N'AVAIT ETE INFORME EN DEHORS DE LA DIRECTRICE — CAMARADE (?) D'ECOLE DE SON ADJOINTE.)

LUNDI 19 OCTOBRE

Mme la Directrice : « Certains parents estiment que vous devriez vous marier ; ils parlent de changer leurs enfants d'école (M. ... EST LE SEUL NOM OBTENU — OR CELUI-CI DECLARERA PLUS TARD NE PAS ETRE AU COURANT ET N'AVOIR JAMAIS ENVISAGE CETTE EVENTUALITE.)

« Certains parents iraient même voir l'inspecteur primaire. Mariez-vous dans 15 jours et tout sera terminé. »

L'institutrice : « Ma vie privée ne regarde que moi, organisez une réunion des parents d'élèves mécontents ou du bureau de l'Amicale, j'exposerai les faits. » REFUS DE LA DIRECTRICE.

DU 6 AU 10 NOVEMBRE : L'institutrice est alitée (grippe). Mme la Directrice présente la remplaçante à la cuisinière de la cantine comme devant remplacer l'institutrice à titre définitif — très probablement !

MARDI 10 NOVEMBRE : Visite de la directrice à M. l'Inspecteur primaire de Montfort — SANS EN INFORMER SON SON ADJOINTE ET LE SYNDICAT.

Prétexte : nouveau terrain pour l'école. Le président de l'Amicale, M. PERDRIEL (conseiller municipal - perspectives des prochaines élections) aurait demandé à Mme la Directrice de faire son devoir.

Mme la Directrice rapporte un ULTIMATUM de M. l'Inspecteur : « Il faut envoyer la démission de ton poste (l'institutrice est titulaire)... M. l'Inspecteur préfère sacrifier une institutrice plutôt qu'une école. » — Le mot de défense de la « Laïcité » est prononcé.

MERCREDI 11 NOVEMBRE : L'institutrice demande un rendez-vous à M. Hédé, conseiller syndical du S.N.I.

JEUDI 12 NOVEMBRE : Entrevue avec Hédé. Pas question de donner votre démission. J'irai voir M. PERDRIEL, ça s'arrangera.

VENDREDI 13 : Visite de M. l'Inspecteur, menace d'expulsion du logement en déclarant celui-ci insalubre. Deux solutions : « Ou vous demandez votre changement, ou nous vous déplacons d'office. »

LUNDI 1 : Visite du conseiller syndical à M. PERDRIEL et à Mme la Directrice : « Ce sont des gens ouverts qui ne vous reprochent rien mais craignent pour l'école. » Il conseille à l'institutrice de demander son changement. (Or celle-ci a demandé Médréac pour se rapprocher du lieu de travail de son compagnon.)

20 ou 21 : Le conseiller syndical, après avoir pris contact avec l'Académie, propose un seul poste : RENNES ou rien !

LUNDI 23 : Délégation de 9 parents sur 32 près de M. l'Inspecteur primaire. La directrice au courant N'EN AVAIT PAS INFORME NI SON ADJOINTE, NI LE SYNDICAT — 2 de ces parents ont depuis cette date signé une PETITION demandant le maintien de l'institutrice ; ils n'avaient pas été complètement informés des conséquences de cette visite !

MARDI 24 : Visite de M. l'Inspecteur : il propose RENNES comme une faveur — Refus de l'institutrice qui s'estime victime de brimades. M. l'Inspecteur semble envisager Dinan ou Saint-Brieuc comme une autre solution possible. L'institutrice serait consentante.

VENDREDI 27 : Visite de M. l'Inspecteur primaire et d'un inconnu de l'institutrice à Mme la Directrice ; celle-ci refuse de communiquer à l'institutrice ce qui a été décidé.

SAMEDI ET DIMANCHE 28 ET 29 NOVEMBRE : L'institutrice fait circuler une pétition près des parents d'élèves — 17 signatures sont recueillies — demandant le maintien de l'institutrice et faisant remarquer que défense de la LAICITE signifie aussi défense de la LIBERTE INDIVIDUELLE.

LUNDI 30 NOVEMBRE - MERCREDI 2 DECEMBRE : M. PERDRIEL déclenche avec huit autres parents, une « GREVE » pour demander le renvoi de l'institutrice.

Résultat de cette grève :

Petite classe : 6 enfants absents sur 38 élèves (classe de l'institutrice).

Grande classe : 13 enfants absents sur 25 enfants (classe de la directrice).

Une seule des neuf familles n'a pas d'enfant dans la classe de la directrice.

MARDI 1er DECEMBRE : L'institutrice est convoquée à RENNES devant M. l'Inspecteur d'académie. Il lui est signifié qu'elle est suspendue de ses fonctions à compter du vendredi 4 décembre en attendant que l'on statue sur son sort.

— Aucune réunion du bureau de l'Amicale ou des parents d'élèves n'a eu lieu, malgré les nombreuses demandes de l'institutrice.

— Un petit groupe comprenant la directrice, le président de l'Amicale et quelques autres petites personnalités locales semble avoir agi seul.

A VOUS DE JUGER...

UNE ARMEE DU QUOTIDIEN...

Pour qui a vu la « rétrospective 70 » proposée par la télé-O.R.T.F. gouvernementale, on dirait que l'Histoire de France se résume à une suite de catastrophes et de poignées de mains ministérielles agrémentées de quelques grenades lacrymogènes. Comme disait Viansson-Ponté (Le Monde) : « On ne voit pas tellement le dessous des cartes ». Je dirais même plus, autant nous expliquer que ce sont les présidents qui font l'histoire !

La « masse », c'est embarrassant, inquiétant, quelquèfois incontrôlable sauf si on réduit les gens à leurs catégories professionnelles, à des statistiques qui les parcellisent, les mécanisent, les programment et les autorisent par « représentants » hiérarchisés. Là, on serait à la rigueur tranquille pour se voiler la face collectivement en jouant la règle du jeu Séguy-Chaban à triche mieux-mieux.

Mais s'il ne « passe » pas à la télé, le peuple n'en existe pas moins ; la France Sauvage tisse sa trame hors de la glu bourgeoise, ça, c'est notre affaire.

Il n'y a pas encore de France parallèle, autonome, capable de répondre du tac au tac aux saloperies bourgeoises gouvernementales. La réponse n'est pour l'instant fournie qu'au niveau du quotidien par la masse des gens, « à la base ».

TOUT ! est par exemple un petit journal qui reçoit un petit courrier. Et pourtant, en 15 jours de courrier, on peut voir à quel point il se passe des choses qui n'entrent pas dans le circuit de l'information officielle, mais surtout dans la logique officielle. C'EST POURTANT LA QUE ÇA SE PASSE, c'est là que se dessinent les forces nouvelles qui font vraiment l'Histoire de France ; que les bourgeois le veuillent ou non, le cachent ou non, c'est bien après ça qu'ils cavalent.

IL SE PASSE DES CHOSES MERVEILLEUSES PARTOUT, ÇA DOIT FINIR PAR « SORTIR ».

TOUT s'est fixé pour tâche d'aider à constituer la force politique liée à la vie, capable de cette formidable réponse de masse.

Ça commence par comprendre et donner la parole, permettre au « QUOTIDIEN PARALLELE » de gagner une identité politique, une conscience de classe.

QUE LE « COURRIER » DEVIENNE INFORMATION DIRECTE, c'est un pas de plus dans la constitution de cette ARMEE DU QUOTIDIEN que sera LE PEUPLE REVOLUTIONNAIRE.

SECOURS ROUGE (suite)

Les camarades du Secours Rouge 35, du Groupe E.E. R.S. 35, du P.S.U. Ile-et-Vilaine, nous ont envoyé le compte rendu complet de l'affaire de cette institutrice (camarade) de l'Education Nationale, menacée de suspension parce qu'elle vivait maritalement avec quelqu'un dont elle attendait un enfant, et qu'elle ne voulait pas se marier. Nous le publions intégralement, car comme ils nous le disent eux-mêmes « c'est le moment idéal pour intervenir : contexte de la saloperie des états généraux et des inepties de la presse réac sur la place de la femme dans la société ». « France-Soir » a fait un article pas trop mal, reste à connaître les faits.

Camarades,

Je viens de lire l'article « Mon voisin et le Secours Rouge ». Je suis tout à fait d'accord avec le copain qui a écrit ça. Mais je trouve que l'article n'est pas assez méchant pour tous les *groupuscules qui ne veulent, à travers* le Secours Rouge, que défendre leurs petits copains, ceux *qui ont* leur brevet officiel de « révolutionnaires ».

J'ai assisté, vendredi 18 décembre, à une réunion du Secours Rouge au Mans. Le désastre ! Une bande de petits connards avant-gardistes (c.a.d. entièrement déterminés par l'arrière) de la Ligue Communiste et l'H.R... Ils ont « sorti » des trucs assez nombreux qui montrent qu'ils n'ont pas compris grand chose à quoi que ce soit. On n'a même pas pu se retenir de rigoler quand ils nous ont sorti triomphalement que « le capitalisme et la répression », c'était pas la même chose », « il faut distinguer répression policière et répression patronale », « la justice et la police, c'est pas la même chose ». Et enfin, suprême ânerie : « Le jour où le P.C. tapera sur les gauchistes, on ne prendra la défense ni de l'un, ni de l'autre ».

Alors, merde, un Secours Rouge comme ça, j'en ai rien à foutre...

L'article « Mon voisin et le Secours Rouge » paru dans le n° 5 de « TOUT », nous a valu un abondant courrier. Beaucoup de camarades, en particulier de province, qui ont eu des démêlés avec les « groupuscules », nous ont écrit leur accord avec cette idée du Secours Rouge.

Par exemple, dans la préparation du meeting-procès populaire de Lens, prise en main par le Secours Rouge du Nord, des équipes de médecins, d'ingénieurs des mines, des militants se sont unis à des gens de la région (instituteurs, assistante sociale, anciens mineurs etc...) dans cette campagne, qui a permis la dénonciation de la médecine des mines, et de l'exploitation des Houillères, et qui a favorisé l'initiative de chacun.

Des comités du Secours Rouge qui unissent dans des luttes larges des gens de 7 à 77 ans, ça peut exister, alors mettons nous-y !

P.S. — Les camarades du C.A., Place des Fêtes, Paris-19e, nous prient d'annoncer la création d'un Secours Rouge dans leur quartier.

...Un Secours Rouge pour tous. Et si les gauchistes « légaux » n'en veulent pas, on le fera sans eux...

...Je crois qu'il ne faut pas leur laisser une seconde de répit, les faire chier jusqu'à la gauche, jusqu'à ce que leur pratique apparaisse comme elle est sans fard : bureaucratique et récupératrice. Désormais, ça ne suffit plus de dénoncer le P.C., il faut aussi dénoncer ses émules, une façon comme une autre d'aider le mouvement de masse à balayer ces scores capitalistes.

Je veux bien (et même je veux tout court) faire de la diffusion dite militante de « TOUT ». Il paraît qu'à Tours, il y a déjà quelqu'un qui s'en occupe. Je dis bien « il paraît »... Moi, mon principe, c'est que quand le pouvoir est vacant quelque part, il faut le prendre.

Alors si vous voulez que votre canard se diffuse à Tours, vous pouvez toujours entrer en contact avec moi...

Bon cela dit, salut.

Chantal B...

REGIONS REGIONALES ET TOUT !

La question des groupes de provinces et des problèmes et luttes spécifiquement régionaux sont vraiment du nouveau pour une rédaction quasi-parisienne.

Plusieurs groupes proposent des solutions pour prendre le journal en mains, tant du point de vue de la diffusion que de la rédaction en réponse à l'appel du dernier numéro :

— En Avignon, il y aura une A.G. de région

— De Toulouse un camarade envoie un bilan de lutte en disant : « Vivement qu'on ait une page régionale ».

IL Y EN AURA, comme montre la page Ouest - Caen - Condé-sur-Noirot, encore hésitante et prise en mains par les camarades de province eux-mêmes.

— Plusieurs groupes de province échangeraient volontiers des expériences de diffusion.

D'autre part, il serait nécessaire que des camarades ou groupes de partout acceptent d'être des CORRESPONDANTS permanents et responsables pour un beld ou une région entière s'ils s'en sentent les forces, nous les mettrons en contact avec les groupes ou lecteurs avec qui nous sommes en relation militante ou simplement en contact.

CECI EST TRES IMPORTANT SI NOUS VOULONS CONSOLIDER REELLEMENT.

...Je voudrais vous proposer pour cette région « Côte d'Azur » un petit collectif de rédaction de 3 à 4 camarades ayant une expérience militante, positive et négative bien sûr (nous n'y sommes que deux ex-journalistes, heu**reusement), et par ailleurs — avec les mêmes camarades — un contact plus direct que la lecture de « TOUT ») avec V.L.R. lequel, vous le savez, n'existe encore ici qu'à l'état de légende...**

Pour « TOUT » : parmi les informations de saison, nous pourrions vous donner un état (quelques points positifs...) du Secours Rouge des Alpes-Maritimes, avec ses problèmes et ses tensions qui s'aggravent... Quant à moi — qui fus, entre autres, critique de cinéma au journal régional du P.C.F... — je pourrais vous envoyer des notes critiques sur les films, passant en général pas trop en retard, à Nice...

UN ACCORDEON !

Nous cherchons pour notre groupe (Komintern) une personne susceptible de nous louer un accordéon (clavier boutons).

BRETONNE

Messieurs,

J'ai lu votre journal avec beaucoup d'intérêt. Il avait été glissé sous ma porte, ce fut une bonne idée.

J'ai été particulièrement intéressée par vos articles sur les immigrés. Il en ressort beaucoup de « bonne volonté » de votre part et la difficulté de « communiquer » quand on n'est pas du même monde.

L'effort de bien faire se sent, c'est parfois un peu boy-scout mais toute action est difficile et ceci est préférable à s'enfermer dans son égoïsme ou son univers de futur bourgeois.

Pour annoncer la couleur comme on le faisait dans la rue en mai 68 :

Je suis postière, de « nationalité » bretonne, immigrée à Paris (car dans ma région il n'y a aucun débouché pour mon genre de personne : instruction moyenne).

Le matin depuis des années vers 6 heures 15, je prends le métro et à cette heure-là, à part quelques femmes de ménage et quelques petits fonctionnaires il y a peu de visages pâles. Il y a tous ces visages de couleur, basanés, encore barbouillés de nuit, sentant le linge humide. Je me sens très proche de tous ces hommes-là, je suis l'un d'eux sans effort, nous sommes de la même classe, le manque de sommeil, la fatigue nous unit. Nous sommes le troupeau des premiers métros. Quand j'arrive sur les boulevards il y a, même en hiver, de grands diables de noirs habillés trop légèrement qui donnent de grands coups de balais. De pauvres diables en vérité. Au 20e siècle, c'est assez ahurissant. Je vous joins un poème. S'il vous intéresse vous pouvez le publier dans votre journal, j'en serai très fière.

Amicalement.

T.L.G.

LES OISEAUX DE PASSAGE
Moi, je suis un déraciné
Un immigré, un clandestin.
De passage dans un clandé
A la fois client et putain.
Enfant des damnés de la terre
Je vois, je vis ; où sont mes frères ?
C'est un combat de tous les jours.
Quand nous serons au carrefour
Si nous sommes cinq, dix ou vingt
Saurons-nous trouver le chemin ?
La fraternité de couleur
Un même chant, un même cœur.
Aucun homme à l'autre asservi :
Unique chance de survie.
Un beau programme en vérité
J'en devine, au loin, le reflet.
C'est beau d'y croire ma tourterelle,
Colombe sur mon paysage.
Parfois, les oiseaux de passage
Annoncent la saison nouvelle.

T.L.G.
PARIS-XIVe

D'UN « FOYER » A GRENOBLE

Page 9

EMPIFREZ-VOUS MES PARENTS

Page 9

VENTRES JAUNES

Je parle de ce qui se passe au dépôt S.N.C.F. de Metz. Etant « roulant », je suis donc obligé pour parvenir au poste-grade de conducteur de passer un examen appelé « examen d'élève » ou « examen de conduite ». Etre reçu à cet examen ne signifie en rien que l'on sera nommé tôt ! Encore faut-il plaire aux dirigeants du dépôt (qui se croient tous plus ou moins ministres des Transports d'ailleurs). Pour cela, il faut ce qu'ils appellent une « certaine souplesse de caractère », c'est-à-dire passer outre la réglementation du travail, ne pas faire grève, ne pas faire de syndicalisme, ne pas contester qui que ce soit ou quoi que ce soit, c'est-à-dire enfin, être un bénit-oui-oui aux ordres et bon-vouloir du chef.

Dans ces conditions, la nomination vient vite ! Et ce ne sont pas ces salauds de « ventres jaunes » qui manquent. Toujours prêts à faire deux ou trois heures de plus, toujours prêts à venir bosser même avant une période complète de repos, toujours prêts aux ordres du chef ! Ces salauds toujours prêts à tirer les trains des autres pendant les grèves et toujours prêts à en tirer les maigres bénéfices durement acquis face au gouvernement et au patronat S.N.C.F.

De telles pratiques sont inadmissibles et pourtant on ne peut les éviter parce que les nominations sont faites au vu de notes obtenues arbitrairement au cours de l'année, basées sur la cote d'amour.

Il faut que ces procédés cessent, que la carrière des agents de conduite de la S.N.C.F., comme la carrière de tous ouvriers quels qu'ils soient, soient entre leurs mains propres, soient le fruit de leur travail et non pas le choix arbitraire d'un dirigeant pourri qui lui ne monte en grade que grâce aux nombres des dérogations aux règles du travail qui ne sont pas portées sur le cahier de rapport.

R.J.

P.S. — Je vous ferai parvenir un chèque de soutien le mois prochain. Ce mois-ci, je suis à sec.

TRAITE DES FEMMES A METZ

A tous les amis de « TOUT »,

Je profite de cette lettre pour vous demander de dévoiler aux yeux de tous ceux qui voudraient bien lire TOUT, le scandaleux procédé de « traite des femmes » qui sévit actuellement à Metz à l'usine Chocometz. Il se passe dans cette boîte, une exploitation systématique des ouvrières qui n'ont, il est inutile de le préciser, aucun droit à la parole sous peine d'être virées à la rue **sur le champ** sans autre explication ni forme de procès. Le patron au mépris de toute dignité humaine, congédie et embauche du jour au lendemain qui bon lui semble. Il a besoin de personnel pour Noël ? il embauche, il exploite 9 h. 30 par jour, l'ouvrière sans qu'elle ait le droit d'ouvrir la bouche. Elle n'a d'ailleurs pas le droit de discuter, ni même de s'asseoir et même il faut l'autorisation d'une surveillante pour aller aux w.c. ! et, dès qu'il n'en a plus besoin, il suffit du plus petit prétexte pour la rejeter dehors, d'où les licenciements massifs en été. Aucune ouvrière n'y a plus de deux ans de service mises à part celles qui sont aux machines, c'est-à-dire un peu mieux payés que les autres, exploitées au strict S.M.I.G. horaire (ce qui fait à peine 700 F par mois en bossant 9 h. 30 par jour, toute la semaine).

Et bien sûr, pas de syndicalisme autorisé autre que celui de la boîte, où les délégués sont les chefs.

Il serait temps que cessent ces exploitations scandaleuses de l'homme par l'homme !

J.R.

ET DES FACS... DE POITIERS

Depuis le début des travaux sur le campus universitaire de Poitiers, plusieurs ouvriers et étudiants ont été blessés ou tués parce que la politique bourgeoise de l'Education nationale basée sur le fric et la rentabilité a décidé que la sécurité des travailleurs et des étudiants n'étaient pas rentables.

Le jeudi 10 décembre 1970, une manifestation étudiante, petite foire révolutionnaire, organisée par l'A.G.E.P., U.N.E.F., P.S.U., Ligue Communiste, barre la route qui traverse le campus Vendredi 11 décembre, 2 étudiantes sont victimes d'un accident.

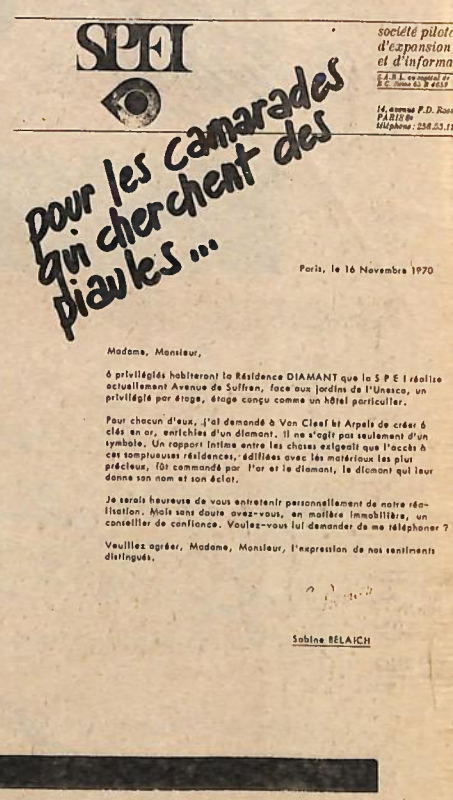
Les étudiants barrent la route, envahissent la fac de droit où VERTADIER, député-maire U.D.R., le recteur, le doyen et leur clique, ont prévu de bafrer après avoir visité les locaux : caviar, saumon fumé, champagne. On parle aussi beaucoup, chiffres, nouvelles structures. Bref, l'Universtié bourgeoise se porte bien. Soudain les étudiants surgissent, renversent les tables, bousculent les beaux messieurs, les hôtesses (étudiantes travesties en lèche-culs) passent caviar et champagne aux ouvriers. Tant que la colère n'enflamme que le campus, les flics se marrent de loin.

Une manifestation spontanée traverse Poitiers et s'agglutine devant la pharmacie Vertadier pour protester pacifiquement à propos des deux étudiantes blessées sur la route du campus. Les C.R.S. ne l'entendent pas comme ça, ils débouchent et chargent sans sommations. Des étudiants sont embarqués, des dizaines de blessés, des plaies à la tête.

Des deux filles accidentées, on ne sait rien. Les hôpitaux ne répondent pas. On dit qu'une d'elles est dans le coma, l'autre va être amputée d'une jambe.

DE CAEN...

Page 8


SPEI

société pilote d'expansion et d'informa

pour les camarades qui cherchent des plaies...

Paris, le 16 Novembre 1970

Madame, Monsieur,

6 privilégiés habiteront la Résidence DIAMANT que la S P E I réalise actuellement Avenue de Suffren, face aux jardins de l'Unesco, un privilégié par étage, étage conçu comme un hôtel particulier.

Pour chacun d'eux, j'ai demandé à Van Cleef et Arpels de créer 6 clés en or, ornichies d'un diamant. Il ne s'agit pas seulement d'un symbole. Un rapport intime entre les choses exigeait que l'accès à ces somptueuses résidences, édifiées avec les matériaux les plus précieux, fût commandé par l'or et le diamant, le diamant qui leur donne son nom et son éclat.

Je serais heureuse de vous entretenir personnellement de notre réalisation. Mais sans doute avez-vous, en matière immobilière, un conseiller de confiance. Voulez-vous lui demander de me téléphoner ?

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Sabine BELAICH

NE VOUS INQUIETEZ PAS...

Certains des camarades qui ont envoyé de l'argent s'étonnent que les chèques n'aient pas encore été encaissés ; qu'ils ne s'inquiètent pas mais gardent leur compte approvisionné, car l'ensemble du compte du journal est bloqué pour l'instant à cause de difficultés administratives (et non politiques).

courrier critiques diffusion

TOUT!
CE QUE NOUS VOULONS: TOUT !

TOUT !

CE QUE NOUS VOULONS : TOUT

QUINZOMADAIRE 10 JANV 71 1F 6/7

LYCEE BUFFON
Une demi-heure de manifestation dans le 15e à 400 pour IZKO

QUI VEUT QUOI ?
(Suite)

Plusieurs camardes ou groupes nous ont contacté pour discuter de textes ou de propositions : ça suit son cours, il y aura bientôt du nouveau bien que certains ne soient pas (du tout) d'accord :

A PROPOS DE L'ARTICLE

...A quoi correspond ce retour aux formes du socialisme antérieures au marxisme, cette recrudescence du socialisme utopique à laquelle on assiste aujourd'hui ?...

L'article commence par la question : « Qu'est-ce qu'on veut ? ». La réponse correcte est : « Rien ».

Les socialistes prémarxistes se sont bornés à décrire l'organisation de la société future dans leurs jours de grande lucidité, et à rêver sur la vie dans cette société dans leurs jours de grand délire. (L'article de « Tout » est à rapprocher de la seconde catégorie).

Marx se distingue de ses prédécesseurs utopiques en ce qu'il ne « propose » pratiquement rien. Il ne s'agit pas pour lui de soumettre la réalité à des représentations théoriques de la société idéale, mais de montrer comment le capitalisme moderne crée des conditions qui rendent le communisme possible.

« Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx ; il n'invente pas, il n'imagine pas de toutes pièces une « société nouvelle ». Non, il étudie comme un processus d'histoire naturelle, la naissance de la nouvelle société à partir de l'ancienne, les formes de transition de celle-ci à celle-là. »

Lénine,
« L'Etat et la Révolution ».

Inutile de dire que nous ne sommes pas d'accord, réponse dans 1 ou 2 numéros, faut qu'on s'applique...

A.G. DE TOUT !

SAMEDI 16 JANVIER
ECOLE DES BEAUX-ARTS
14, rue Bonaparte
PARIS-6e
15 HEURES

TOUT ! est le seul journal qui fasse des A.G. pour discuter, critiquer et dépasser le journal.

La prochaine A.G. voudra justement dépasser le dialogue entre rédaction et « lecteurs » proches pour permettre plus de « déballage » en même temps que plus d'initiatives permettant à la fois l'élargissement du comité de rédaction et... l'intervention politique pratique.

LIBRAIRIE
LA COMMUNE
28, rue Geoffroy-Saint-Hilaire - PARIS-5e

cal. Les correspondants locaux essayèrnet de réfléchir et proposèrent une cure de calme jusqu'au printemps. De jeunes apprentis géographes firent exploser quelques bombes.

Peine perdue.

C'est alors que le plus vieux des géographes du pouvoir, celui qui avait connu l'époque où on avait établi les cartes, eut une la vérité ? » S'ils s'ennuient, c'est idée : « Pourquoi ne pas leur dire parce qqu'ils ne savent pas qu'ils sont heureux !

Et le 31 décembre, dans son discours à la nation, le géographe en chef annonça la nouvelle qui devait stupéfier les Français subjugués : « Nous sommes le pays le plus hetreux du monde ! »

Alors les langues se délièrent. Le métro s'élargit, les sourires aussi. Les prisonniers politiques et leurs gardiens s'embrassaient : « Nous étions heureux et nous ne le savions pas ! » Les enfants des écoles aux poinçonneurs du métro, des filles-mères aux pupilles de la Natio, la rumeur alla s'emplifiant : Nous sommes heureux ! Nous sommes heureux ! Les géographes redessinèrent leurs cartes. La France avait retrouvé son nom de jeune fille. Le pays du bonheur.

P. G.

Nous ne sommes pas les plus heureux mais nous sommes les plus riches !

UN CONTE DE NOUVEL AN

71

Il était une fois un petit pays. C'était le pays le plus heureux du monde. Quelque part entre l'Espagne et l'Angleterre, pas loin de l'Allemagne. Mais ne cherchez pas sur une carte, vous ne le trouveriez pas. Les géographes, qui sont des gens craintifs et n'ont pas l'âme des explorateurs, effrayés par tant de joie et de bonheur, prirent la décision de ne pas le porter sur leurs cartes. A la place, ils en mirent un autre qu'ils appelèrent la France. Et depuis ce temps, tout le monde ici apprend l'Histoire de France ; mais les géographes, eux, savent la vérité.

La France, pays de contraste, toujours prêt à s'enthousiasmer pour quelque chose — les berlingots de Carpentras, les bêtises de Montélimar, les grandes forêts des Vosges, le Concours Lépine — ou pour quelqu'un — Guy Lux, Saint-Martin, le général de Gaulle — terre *de labeur et d'espérance. On n'y* jetait pas plus les gens en prison qu'ailleurs, on n'en était pas plus heureux pour ça. On n'y mangeait généralement à sa faim, on n'y grossissait pas pour autant.

En somme un pays comme les autres.

Parfois les ouvriers faisaient grève. Les géographes du pouvoir appelaient ça des conflits sociaux. Parfois aussi des ouvriers séquestraient leurs patrons. Les géographes disaient alors que la liberté était menacée et envoyaient les géographes flics. Ceux-ci, qui n'aimaient pas être dérangés dans leurs habitudes, interrompaient un instant leur partie de belote et fonçaient dans le tas, leur longue vue brandie à bout de bras.

Quand la situation était vraiment difficile, les géographes du pouvoir faisaient appel à leurs correspondants locaux. Ceux-ci disaient alors aux ouvriers en colère : « Ecoutez les gars, soyez calmes, pas de provocations, pas d'excès. Les vrais responsables ne sont pas là, rentrez chez vous. » Et bien souvent, ils étaient écoutés.

En récompense, une fois l'an, tous les correspondants locaux avaient le droit de se réunir au Bois de Vincennes. Là, on s'installait sous les arbres, on dansait, on buvait. Et le soir venu, on regardait vers les étoiles, cherchant à lire dans les configurations l'apparition de leur vieille maîtresse, la Démocratie avancée.

Au matin, on se séparait. Bien sûr elle n'était pas venue. Mais quelqu'un avait bien cru, il l'aurait juré, apercevoir le bas de sa robe. Cela suffisait au bonheur des correspondants locaux.

D'autres fois, c'était au tour des étudiants de se mettre en colère. Revenus de tout, ne voulant pas faire carrière là où leurs pères avaient fait fortune, le désespoir lesp oussait dans la rue. Une fois là, hébétés, ne sachant que faire, où aller, ils poussaient leur cri de guerre. Mots usés d'avoir trop servi : Au quartier ! Au quartier !

En dehors de ça, la vie suivait son cours banal. Mais le pays connaissait un drame secret. Tout d'abord, les géographes du pouvoir crurent que ça n'était rien, juste une erruption pasagère ; et puis, devant les symptômes qui se précisaient, sous l'avalanche des rapports confidentiels et officiels, il avait fallu se rendre à l'évidence.

Quelque chose s'était bloqué quelque part : un malaise des âmes, une sorte d'engourdisement, avait gagné le pays. La France s'ennuyait, la Société était bloquée.

Les plus grands médecins furent appelés en consultation. En passant par la Lorraine, un jeun médecin proposa une thérapeutique de choc : l'insurcetion légale. Mais rien n'y fit, ce ne fut qu'un cicatrisant lo-

LIBERATION DES FEMMES : Déchaînées... !

Page 10

UN ACTE POETIQUE

Dans le canal

DIX-NEUVIEME. — Une estafette de la gendarmerie de Romainville laissée en stationnement à Paris quai de la Charente (19e), a été précipitée par des inconnus, mercredi soir, dans le canal Saint-Denis. Elle a été récupérée peu après par les sapeurs-pompiers. Les auteurs de cet acte de malveillance sont recherchés.

POLOGNE : Qui a fait la révolution ?

Page 12

TCHAD : ÇA NE PEUT PLUS DURER !

- L'IMPERIALISME FRANÇAIS A L'ŒUVRE
- UN RAPPORT INEDIT-EDIFIANT
- SAVOIR DE QUOI ON PARLE

Pages 6 et 7

VIETNAM : TRAITÉ DE PAIX DE PEUPLE A PEUPLE

1er MAI : UNE MANIF MONDIALE (page 11)

PASSER DE LA CONTESTATION A LA RÉVOLUTION

SE DEBARRASSER DU « GAUCHISME »
LA LUTTE DES CLASSES DOIT DEVENIR UNE LUTTE DE CIVILISATIONS(page 5)

BURGOS

« LE PEUPLE BASQUE ET LA SOLIDARITE DES AUTRES PEUPLES ONT EVITE QUE NOUS SOYONS EXECUTES — C'EST LE PEUPLE QUE NOUS DEVONS REMERCIER DE CELA. »

Effectivement, c'est la première fois qu'une campagne mondiale de solidarité est victorieuse ; alors que Sacco et Venzeti, alors que les Rosenberg ont été mis au trou, Izko et ses camarades ont été sauvés.

Certes, ce ne sont pas seulement les manifestations, la mobilisation à Paris, à Londres, à Rome, à Amsterdam ou au pays Basque et en Espagne qui ont acculé Franco à la clémence. Mais elles ont joué un rôle déterminant : elles ont révélé au grand jour, le changement du rapport des forces, elles ont amené les gouvernements de tous ces pays à faire des pressions discrètes mais efficaces et le pape à demander la grâce des condamnés ; tout le camp des bourgeois s'est vu un peu plus lézardé.

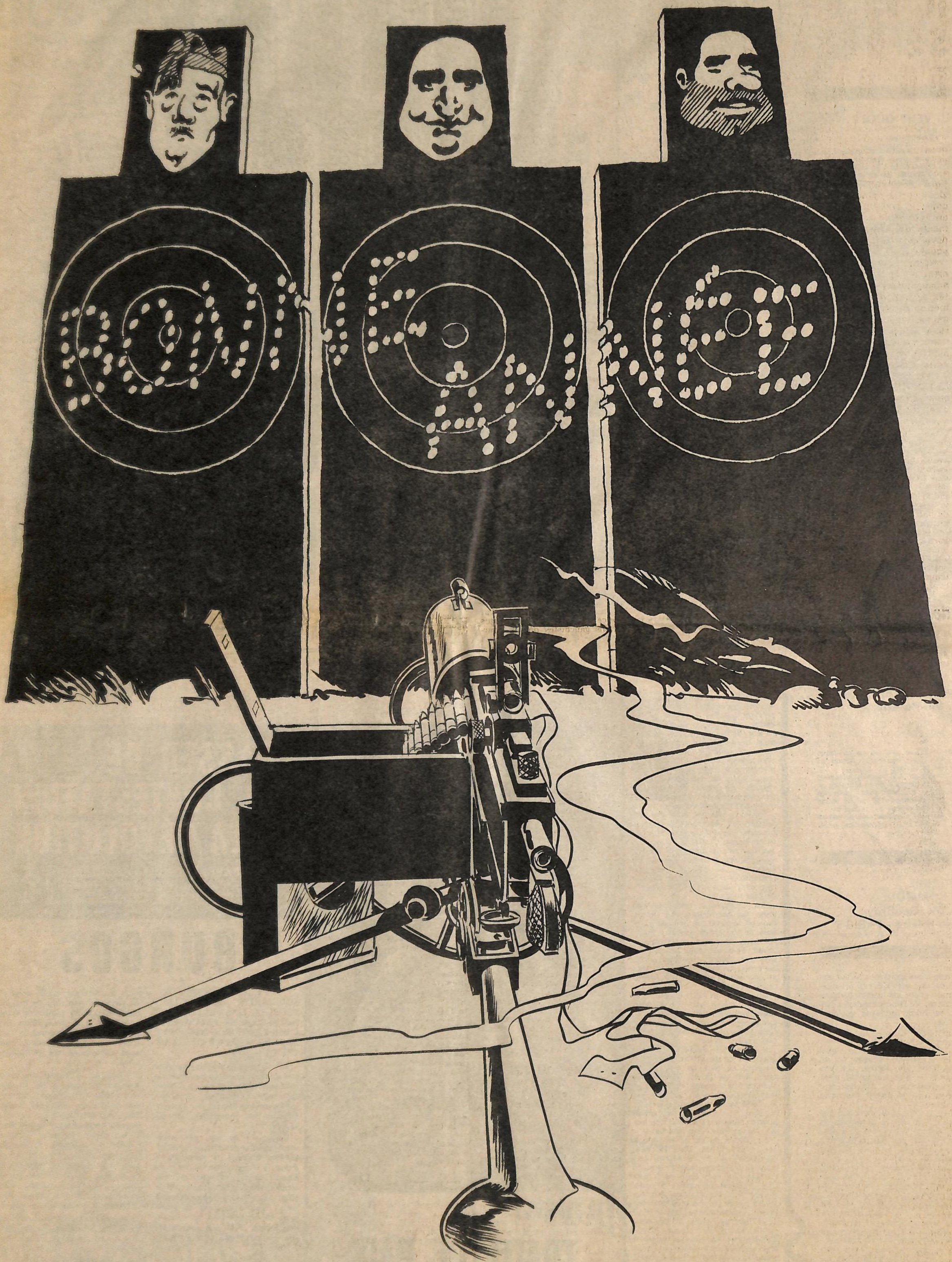
En France, les Marcellin et consorts étaient ravis de l'aubaine : quel fascisme, quelle dictature à côté, alors qu'ici on nage dans le bonheur et la douceur de vivre. Le gros titre de France-Soir : Schumann annule sa visite à Madrid si la grâce n'est pas accordée et le lendemain on apprenait dans Le Monde que cette déclaration n'avait jamais existé.

L'attitude, la révolte des révolutionnaires basques ont « soulevé » l'opinion publique : enchaînés, baillonnés, avec des boules dans les oreilles pour ne pas pouvoir communiquer ils ont hurlé au même moment, ce que n'avait pas entendu le régime franquiste depuis près de trente ans : « Je récuse ce tribunal et ce procès... la révolution ou la mort »... Le pays Basque s'est entièrement identifié à ses fils, l'Espagne a commencé à bouger.

Franco, le gouvernement ont eu beau faire descendre leur adeptes dans la rue, avec force journées payées, primes, pressions... ils n'ont pas renversé la vapeur.

Aujourd'hui en Espagne, on cherche comment on a pu en arriver là, on se renvoie les responsabilités, les luttes de fraction battent leur plein et le

(Suite P. 12)



POUR FAIRE LA REVOLUTION:

IL VA BIEN FALLOIR SE DÉBARASSER DU GAUCHISME

Piétinement, creux de vague ou « période de reflux », le « gauchisme » marque le pas en France ce ne sont pas quelques manifs réussies qui y changeront grand chose. Pourtant dans le monde entier le mouvement révolutionnaire de la « nouvelle gauche » extra-parlementaire devient un fait politique indélébile, bourgeois et impérialistes, tout comme les vieux partis « communistes » et syndicats, doivent maintenant compter avec un jeune mouvement révolutionnaire qui trouve un formidable appui idéologique et politique dans les mouvements de libération nationale du monde entier et dans le développement tumultueux et créatif du socialisme en Chine populaire.

Mais en France, après en avoir tiré bon nombre d'enseignement et de principes pour tenter de donner une suite au mouvement de Mai, nous nous trouvons maintenant confrontés au problème resté entier de faire la révolution dans une métropole impérialiste « avancée ». Après avoir rejeté plus ou moins complètement les « solutions » du P. « C. » F. Tout reste à inventer ou même à comprendre tout simplement. Le marasme des groupes comme les difficultés des « inorganisés » ne sont pas imputables cette fois aux différends entre groupuscules, à une répression trop inattendue ou à un « style de travail » dissolu ou inadapté.

LE GAUCHISME CREVE D'ETRE GAUCHISTE, c'est-à-dire marginal, SIMPLISTE anachronique, malgré sa formidable vivacité, et en fin de compte, non « crédible » et stérile.

IL Y A CINQUANTE MILLIONS DE FRANÇAIS, CINQUANTE MILLIONS ! 50...

Les groupes gauchistes sont essentiellement à base d'intellectuels et leur objectif clairement avoué dans toutes les sortes de jargons groupusculaires a été de s'appuyer sur la révolte populaire — spécialement et de façon plutôt mythique — sur la révolte ouvrière pour lui permettre de prendre une conscience révolutionnaire dans ses luttes, (en se prenant souvent pour *LE* Parti ou l'embryon du Parti qui grossirait *linéairement* jusqu'à « fusionner » avec la « direction ouvrière » des luttes). En même temps qu'ils niaient leur origine bourgeoise pour se « prolétariser » et devenir des militants quasi professionnels et déracinés de tout, les gauchistes ont tiré beaucoup de connaissances de leur liaison « prolongée » avec des ouvriers dans la masse comme avec ceux qui se sont intégrés aux groupes. En même tmps, ils ont réussi à donner une identité à certaines des formes nouvelles de la révolte de masse comme prolongement du « mouvement de mai ».

Mais pour ce qui est de permettre l'initiative de la « France sauvage », de lui mettre le pied à l'étrier dans ses luttes, dans la reprise de parole par l'action, et pour qu'enfin elle passe de la France sauvage à la France révolutionnaire, il n'y a que très peu, ou rien du tout, en tout cas parmi les ouvriers.

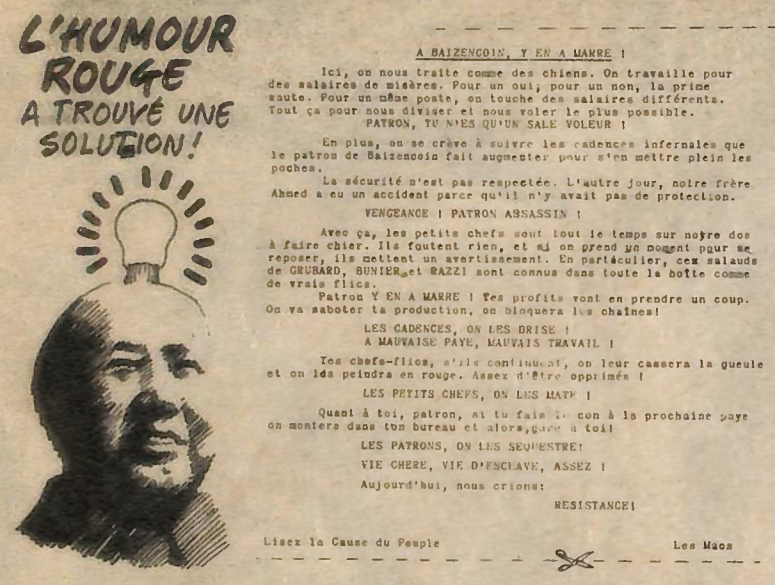
Bien sûr, c'est alarmant et nous ne sommes pas les seuls à le voir.

Qu'on s'appelle ROUGE, grands « éducateurs socialistes » du prolétariat ou CAUSE DU PEUPLE, partisans de la démonstration par la seule action directe ; qu'on s'appelle VIVE LA REVOLUTION, les malins de la « juste mesure », aucun des groupes n'a vraiment de réussites *durables* à son actif, en deux ans de pratique, seulement des succès *ponctuels*.

Disons que peu de groupes ouvriers autonomes ou créés de toutes pièces ont duré plus d'un an en maintenant une réelle liaison avec la masse des ouvriers de l'usine. Même ceux qui marchent tous seuls, qui sont nés dans la lutte sans « révolutionnaires » de tutelle n'émergent pas vraiment. Il en est de même d'ailleurs avec les étudiants et la jeunesse en général (c. Nanterre) : que ces groupes soient changeants (vacances, année scolaire etc...) ne suffit pas à expliquer l'inexistence d'un véritable « mouvement » organisable.

De tout ce qui a été *entrepris* dans le courant de l'année passée, il n'y a que très peu de résultats décisifs et beaucoup d'échecs complets.

Ne perdez plus votre temps à faire des tracts!



TOUJOURS DES PROGRES ET TOUJOURS DES ECHECS

Il y a eu pourtant beaucoup de progrès dans la capacité d'intervention extérieure, d'abord dans le langage, les thèmes proposés :

— compréhension de la France sauvage née en mai 68, et avant ;
— théorie de la « socialisation » des luttes opposée à l'économisme du P.« C. »F., C.G.T. et C.F.D.T. ;
— introduction de la quotidienneté et de l'immédiateté — ici et maintenant et de la violence ;
— division du prolétariat en couches, ce qui n'existait pas avant, etc...

ensuite dans les méthodes d'intervention : système tactique appelé « changer la vie », utilisation de toutes sortes de formes de violence et d'agitation spectaculaires.

Et ce n'est toujours pas assez.

Les gauchistes ont certes réussi à exister un moment comme force politique, et même les « maos » ont leurs quelques pages trimestrielles dans Paris Match, ce qui les a installés. Mais quelle image donnent-ils de la révolution, mensonges bourgeois compris ? Celle d'agitateurs - stériles - quoique - souvent - bien - intentionnés, peu au fait des choses complexes de la vie et immensément prétentieux quant à leurs velléités de pouvoir et de représentation du Prolétariat, contestataires peu intelligibles et donc souvent lassants.

En plus, depuis Mai, les gauchistes jouent le rôle ingrat de « découvreurs » de grandes questions sociales que d'autres exploitent à leur place. Les gauchistes sont les premiers à avoir parlé et à avoir agi pour les transports en commun, à l'époque du passage gratuit au métro Billancourt, ou de la campagne menée par Lutte Ouvrière et le P.S.U. sur : « l'Etat ne nous transporte pas, il nous roule ». Du P.S.U. au P.C.F., du P.C.F. à Brigitte Gros et au Servan-Schreiber, à France-Soir, qui a lancé ces derniers temps une immense enquête — dénonciation sur la question —. Les gauchistes ont soulevé la question des travailleurs immigrés, sur laquelle chacun se fermait les yeux. Après Argenteuil les cinq morts d'Aubervilliers et l'occupation du C.N.P.F., Chabandans la boue des bidonvilles ; en même temps que le procès de Meulan, France-Soir lançait sa grande enquête sur « ces travailleurs qui nous viennent du soleil ». C'est sur la frange gauchiste que s'est créé le mouvement de libération de la femme ; c'est Elle et le gouvernement qui ont organisé les états généraux de la femme. J.F. Revel, le Nouvel Observateur découvrent le nouveau système de valeur de la Révolution américaine, le divulguent et le déforment à des millions d'exemplaires, alors que les gauchistes en parlent confidentiellement. Tout se passe comme si le gauchisme français était « l'inventeur » du trésor de ces nouvelles questions sociales, dont les 3/4 du bénéfice reviennent à la bourgeoisie.

La masse des Français ignore comment l'esprit revient à ceux qui les gouvernent. Elle se fout que ce soit dans quelques petites actions gauchistes que la bourgeoisie tente de puiser les termes d'un renouveau idéologique qu'elle est devenue incapable de créer par elle-même. Les Français ne connaissent pas les gauchistes, et les gauchistes se soucient peu de ce que pensent les Français de leurs actions. Cette nouvelle force née de Mai est traversée de quelques intuitions que la bourgeoisie exploite systématiquement à sa place.

Son manque d'identité politique est donc rempli par tout ce que les gens trimballent dans leur tête d'anticommunisme et d'antichinois, ou d'autres images bourgeoises de la révolution. Et comme ça le gauchisme ne peut même pas devenir un espoir, car il a en plus perdu de sa fraîcheur d'après Mai dans ses conneries répétitives.

Ça, tout le monde le sait ou le sent, même à divers degrés. Le jeune qui sympathise avec les gauchistes vis-à-vis de ses copains d'atelier ou de ses parents vieux prolos, comme nous, quand nous voulons expliquer tout cela dans un journal. Et pourtant on a raison, il n'y a pas à sortir de là, ça aussi tout le monde le dit (beaucoup du moins) — il n'y a pas d'exode hors du gauchisme et de l'idée de la révolution, au contraire tout au plus voit-on des étudiants se trouver des boulots plus lucratifs ou fumer du hasch, et des prolos s'acheter des motos en « attendant que ça reparte ». Tout ça ne date pas d'hier, même si ça prend quelques formes nouvelles par-ci, par-là.

ALORS OU EST LA MERDE ?

Regardons-y de plus près : « combler le fossé » avons-nous dit, entre les gauchistes et la France sauvage, *l'erreur est là !* Pas parce qu'il ne faut pas le combler ce fossé, mais parce que le remblaiement ne doit pas être un but en soi mais un moyen, une phase intermédiaire pendant laquelle on ne peut pas ne pas préparer la suite.

La suite, disons-le dès maintenant, c'est l'idée et le contenu actif de la Révolution, le « programme » vivant inscrit dans la matière des faits, sérieux, réfléchi éprouvé et enthousiasmant. C'est tout ce qui manque au gauchisme pour qu'on en dise qu'il est l'embryon d'une autre civilisation — et pas seulement une contestation de l'actuelle — c'est-à-dire en réalité *pour qu'il ne soit plus le gauchisme.*

LES ECHECS SONT NORMAUX, RESTE A LES DEPASSER

Les gauchistes ne font pas que des conneries, ils sont même beaucoup plus malins qu'avant (moins sectaires, plus expérimentés) mais toujours des *contestataires* dans la quasi-totalité de leurs actions.

C'est ce qui explique l'essoufflement de l'intervention politique « sur les usines » comme ailleurs.

Si nous prenons même comme exemple le magistral *procès de Meulan*, et la façon dont il a été décrit par la presse, on remarque ceci : « Ils » ne s'attendaient pas à ça et « ils » en ont pris plein la gueule, bien joué. Mais que fait la bourgeoisie prise la main dans le sac ? Elle « récupère ». S'il n'y a pas eu récupération tactique, à court terme, à propos de Meulan, (dans laquelle on ferait passer nos copains pour de bons citoyens), on voit bien que tous les journaux bourgeois commencent à tirer sur ces salauds de négriers et que ces « injustices » là trouvent encore leur règlement *formel* à l'intérieur de la démocratie bourgeoise. Les gauchistes apparaissent donc comme des justiciers encombrants — car habiles — pour la bourgeoisie et efficaces aux yeux du peuple. C'est une bonne leçon de méthode de règlement des « conflits sociaux » mais il n'y a rien de tellement nouveau là-dedans, ou plutôt de renouveau. Les gauchistes peuvent avoir servi d'aiguillon à la bourgeoisie pour le règlement de ses tares trop visibles, ce qui lui coûte certes, donc qui rapproche sa fin, mais qui ne touche que peu au système dans la conscience des gens et pourrait même lui donner un aspect progressiste au cas où elle serait assez futée pour prendre les devants. Peu de révolution là-dedans, nulle part il n'apparait de société nouvelle de façon explicite ou même par déduction. *C'est le fin du fin de la contestation,* c'est déjà beaucoup, ce n'est pas assez.

Il en va de même pour les interventions dans les usines ou dans les facs : le mieux qu'on ait fait jusqu'à présent c'est de parler de dominer la machine à l'occasion d'une grève, de parler de libération des travailleurs (all power to the people) et de construire la Maison de Villeneuve-la-Garenne, à peu de chose près, dans le sens de montrer ce-que-nous-voulons-tout, de préfigurer les rapports sociaux ou les rapports de production de demain pour développer, comme disent les camarades italiens du Manifesto, la « force de conviction nécessaire » pour que le peuple prenne les moyens de chasser une civilisation par une autre.

Les seules choses qui puissent être considérées comme un peu acquises à la compréhension (à l'éducation) de la masse du peuple — dans le sens de nouveaux rapports entre les hommes — c'est l'impatience ou mieux l'immédiateté traduite par l'attitude de violence (vivre tout de suite et prendre ce qu'on nous bloque par toutes sortes de moyens) et d'une autre façon, l'attitude hippy ou « antiproductiviste » de refus du travail aliéné, de l'esclavage techniciste, « pour l'amour du prochain ». « Alors tout ça c'est bien beau, je dis pas, voyez, seulement j'ai mes fins de mois, vous comprenez... ».

Pendant ce temps, la bourgeoisie peaufine sa répression dans l'ensemble et corrige ou étouffe ses saloperies les plus voyantes. Et pour ce qui est de bouleverser de fond en comble et de réordonner la société industrielle si complexe, si vaste, si précise et expérimentée, c'est-à-dire pour ce qui est la révolution elle-même, nos gauchos proposent *du pain et des roses.*

Voilà où nous en sommes à peu près deux ans après Mai.

Il faut donc revoir largement ce que nous entendons par préparation de la révolution dont nous n'avons préparé en somme qu'un aspect qui ne dépasse pas beaucoup le niveau de connaissance des masses.

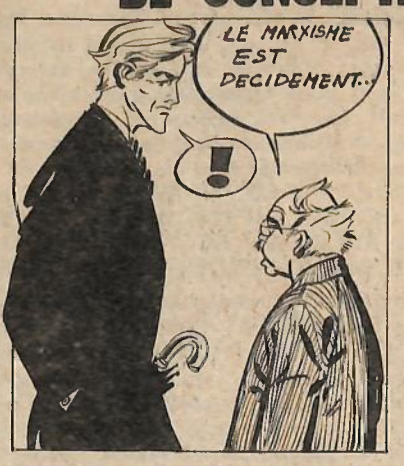
La révolution ne se prépare pas seulement en préparant « idéologiquement » la foule des futurs combattants prolongés, exaspérés par l'image reconstituée par nous de leurs **propres** malheurs et donc de plus en plus disposés à constituer la gigantesque pyramide de l'armée prolétarienne qui prendra le pouvoir.

JUSTEMENT LE POUVOIR

La première question « nouvelle » à poser définitivement semble être celle du pouvoir des classes dominantes.

Si la bourgeoisie possède tant de chars, de flics, plus comme dit l'autre, une presse et des syndicats, auxquels il faut ajouter les verrous idéologiques de toutes sortes qui font de chacun le flic de l'autre, tout cet attirail ne fait que défendre, maintenir le pouvoir.

LA LUTTE DES CLASSES DOIT DEVENIR UNE LUTTE DE CIVILISATIONS, DE CONCEPTIONS DE LA VIE



Jusqu'à présent, la question du pouvoir a été ramenée à celle du rapport des forces avec tous les problèmes tactiques et idéologiques d'accumulation de forces et a constitué l'essentiel de notre projet politique, guidant une pratique qui ne pouvait que conduire à la crise actuelle.

Notre stratégie politico-militaire abstraite n'a été en fait que l'extrapolation de nos impuissances momentanées : la guerre civile serait le développement de ce que nous connaissons du passé, reproduit pour le moment en petit chez nous, quant à la vie nouvelle, on en tirait bien quelques principes généraux (bien sûr qu'ici, c'est pas la Chine, mais on peut dire tout de même que, etc...) le reste devant venir des masses, plus tard...

La stratégie ne doit plus être propriété privée des « stratèges » révolutionnaires. Elle doit être partie intégrante du projet révolutionnaire global que le peuple se sera approprié, le projet communiste.

Les révolutionnaires y ont pour rôle d'être l'embryon de cerveau, de cœur et de forces de cette nouvelle civilisation qui doit balayer l'autre, et plus seulement l'inévitable — donc intégrée — frange gauche radicale d'une société en difficulté momentanée.

IL FAUT PASSER DE LA CONTESTATION A LA REVOLUTION POUR QUE LE PEUPLE PUISSE AVOIR REPONSE A TOUT

Mais le pouvoir proprement dit est installé partout : dans les villes, les campagnes, les usines et écoles, il fait régner de force la normalité et l'habitude sur les rapports de production et sur les rapports entre les gens, il a réponse à tout, que ce soit par des combines ou par des baffes. A force de vouloir nous débarrasser du réformisme intégré, nous avons fin par ne plus voir le pouvoir beourgeois que comme quelques bâtiments contenant le sommet des centres de décision bonapartisés, le tout défendu par les formidables tas de matraques et de ferrailles.

Il nous faut donc mettre encore une dose — de plus — de complexité dans notre tête, puis dans notre action. D'autant que bien des expériences prouvent que si des milliers de gens écoutent et approuvent la critique radicale que nous faisons du capitalisme (et qu'ils ont d'ailleurs repérée dans leur propre vie) il faut constater que seuls ceux qui n'ont rien en mains et qui sont en même temps disponibles, font actuellement crédit à la « révolution », à cet espoir insensé de libération — insensé pour celui qui n'a pas déjà réfléchi là-dessus (le jeune ouvrer qui dira « tout mais pas ça ») en quittant la chaîne ou le jeune intellectuel qui dira « ça ou autre chose »...) Mais le tout-venant-du-peuple-moyen ne lâchera pas la proie (les dérisoires 5 % par an) pour l'ombre d'une révolution de rigolos (sans mépris). Il lui en faut plus.

Il faut qu'il ait réponse à tout face à l'oppresseur, aussi bien en force que dans tous les domaines où il s'apprête à lui arracher le pouvoir.

La lutte de classe doit devenir une lutte de civilisations, portée par des classes.

Pas de complexes, réponses à tout, en masse, l'autonomie révolutionnaire doit aller jusque-là.

AVOIR REPONSE A TOUT, EN MASSE, L'AUTONOMIE REVOLUTIONNAIRE DOIT ALLER JUSQUE-LA

Tout ça, c'est histoire d'engager la conversation (le débat pour faire plus politique).

On en est là, ça ne nous coupe pas les bras bien au contraire. On est en passe de franchir un palier de plus dans le rapprochement de la théorie et de la pratique révolutionnaire. Il faut que ça bouillonne, c'est plutôt enthousiasmant !

La suite de ça, c'est retrouver *la continuité* qui existe entre le capitalisme finissant dans sa société bloquée et le type de révolte qu'il produit par là même, (la France sauvage) c'est trouver quelle révolution il faut faire à partir et contre ce que le capitalisme a produit jusqu'ici. C'est tirer de l'expérience de notre pratique toutes depuis Mai les éléments d'une *stratégie révolutionnaire* incluant toutes les nouvelles formes de lutte dans un projet global, donnant une continuité, une importance relative et une place dans la conjoncture politique et la guerre à la bourgeoisie, à toutes les actions ponctuelles et encore minoritaires.

Ça ne se fera ni en cinq minutes ni d'un seul tenant. Mais à ces questions que tous les groupes — isolés ou non — et militants se posent, il faut pouvoir répondre en y incluant les réponses à tous les gens qui se posent la question de changer la vie, révolutionnaires brevetés ou non. Et en finir avec le gauchisme bloqué!

La suite au prochain numéro, ça veut dire que dès maintenant la discussion démarre sur tous les sujets révélés par la pratique en France ou ailleurs pour alimenter à nouveau une action plus large plus cohérente et plus puissante.

Des dizaines de groupes y travaillent ou travailleront.

Vive la Révolution (VLR) dira ce qu'il a dire dans une revue, TOUT publiera des articles sur la société bloquée; l'impérialisme-de-nos-jours, la France sauvage, etc... Et on discutera dans les A.G. de TOUT.

Le journal peut servir de relai pour les groupes (ou les militants ou autres) qui annoncent vouloir ou avoir discuté sur tel ou tel sujet ou expérience.

Ecrivez pour contacts, publications, projets, discussions entre groupes ou avec la rédaction qui peut se déplacer.

Après, on fera les états généraux de la Gauche Révolutionnaire dans toute la France et après, on parlera d'*organisation* aussi dans toute la France ! Il y a du boulot, il y a de l'espoir et de la force !

CHASSER LA BOURGEOISIE DE SA TETE !

TCHAD: LE VIETNAM DU PAUVRE

La bourgeoisie se régale.

Moscou, Madrid, l'obscurantisme, la réaction, les monstres. Les démocraties occidentales, certes tout ne va pas, mais quand même... On voit de sinistres imbéciles genre Schuman se poser en autorité morale, discrète mais efficace ; bref notre bourgeoisie impérialiste se refait une virginité à peu de frais. La vieille histoire de la paille et de la poutre. Le tout, dans l'ambiance démocratique des municipales, réactivation de la « participation » bourgeoise à la vie publique. Eh ! les gauchistes ! ON LAISSE FAIRE EN CONTINUANT UNIQUEMENT A DENONCER LE FASCISME ESPAGNOL OU L'IMPERIALISME SOVIETIQUE OU ALORS ON REGARDE UN PEU DE NOTRE COTE, DU COTE DE NOS PROPRES MONSTRES.

Le peuple basque doit-on le soutenir ? comme une lutte extérieure à nos préoccupations, ou bien, s'appuyant sur l'exemple historique qu'il nous donne et les perspectives politiques qu'il a ouvertes pour la révolution en Europe. Doit-on commencer à engager les luttes qui, sur notre propre sol, participent de la bataille mondiale contre l'impérialisme. C'est plutôt de ce côté là qu'il faut penser un aspect de la rentrée politique des forces de la gauche révolutionnaire dans la bataille mondiale contre l'impérialisme, pour un nouvel internationalisme.

Notre bourgeoisie développe sa domination sous la forme de la domination impérialiste classique (Antilles, Djibouti, Nouvelle Calédonie) sous la forme du néo-colonialisme (Afrique Francophone, Etats de la communauté Africaine et Malgache) sous la forme de l'impérialisme intérieur par l'importation massive de la main d'œuvre venue des pays dominés, enfin sous la forme du colonialisme intérieur marqué par l'oppression culturelle et économique de régions entières (Bretagne, Occitanie etc.).

Bref l'ensemble de sa domination se concentre sur un renforcement du colonialisme à l'extérieur et à l'intérieur des frontières et cette tendance va se développer dans la prochaine période. La bataille contre cette bourgeoisie là est une bataille qui se mène jusqu'à la prise du pouvoir avec toutes les forces intérieures et extérieures qui se battent contre cette domination.

Contre cela, qu'a-t-il été fait ?

De maigres actions parcellaires de soutien aux luttes des travailleurs émigrés qui maintenant semblent déboucher sur L'AUTONOMIE DE LUTTE DES EMIGRES voir Tout numéro quatre, une vag propagande contre le néocolonialisme épisodique des différents gro puscules, un soutien expectatif et sceptique aux luttes du F.L.B. des Comités d'Action d'Occitanie ; presque rien. En tout cas, ri de cohérent.

Ce premier article a pour but de proposer l'ouverture d'u campagne politique contre l'impérialisme français au dehors et dedans aux différents groupes de base d'usines, du Secours Roug groupes autonomes, groupes politiques etc. Campagne continue prolongée qui pourrait se concentrer sur une BATAILLE TACTIQU IMMEDIATE : l'arrêt de l'intervention française au Tchad.

Au Tchad, c'est là que l'impérialisme français démasque sa po tique d' « aide » aux Etats d'Afrique Noire, c'est là qu'il montre q l'indépendance n'est pas l'habillement néo-colonial de l'impérialism traditionnel, là qu'il montre qu'il veut et maintenir sa domination ho de France et assurer sa traite des nègres et son alimentation continu C'est là qu'il montre le mieux qu'il n'est pas autre chose qu'un bouch barbare comme les autres.

Il ne s'agit pas de refaire une campagne anti-impérialiste d'ava Mai. Il s'agira au contraire d'unir le drapeau de la lutte anti-impéri liste avec celui brandi en mai.

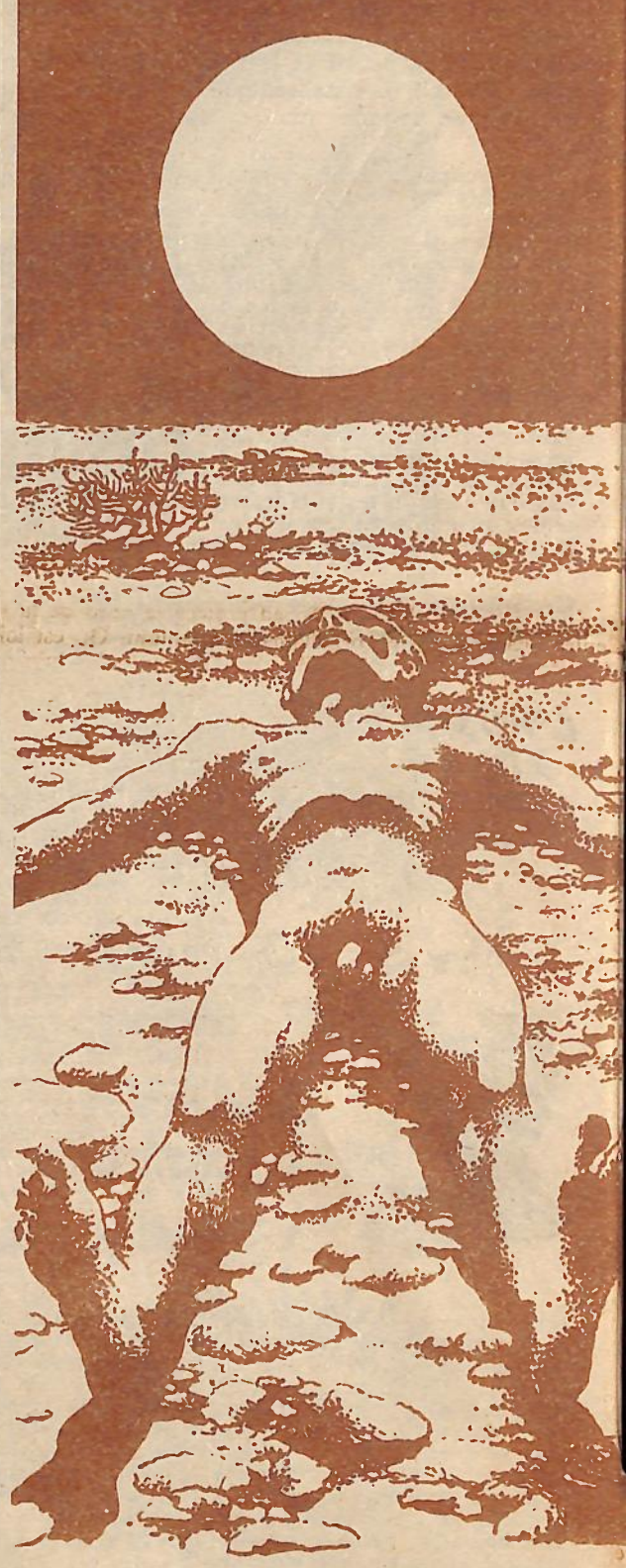
VIE & MORT (POUR 4 SOUS PAR MOIS) DU CAPORAL FAUST

LE CAPORAL FAUST RENDANT LA JUSTICE...

LE CAPORAL FAUST RENVOIE LES SAUVAGES A L'ARBRE DONT ILS N'AURAIENT JAMAIS DU DESCENDRE

LE CAPORAL FAUST A TROUVÉ UNE GENTILLE FIANCÉE AFRICAINE

COMME LES AUTRES, LE CADAVRE DU CAPORAL FAUST, DONT MÊME LES VAUTOURS NE VOUDRONT PAS, SE DESSÈCHERA AU BLANC SOLEIL D'AFRIQUE!



Photos Stern.

C'EST EUX QUI LE DISENT! (UN RAPPORT PIQUÉ A L'ARMÉE)

TOUT : ce rapport sur les causes de la révolte au Tibesti (partie Nord du pays) fait par un officier de l'armée française, le capitaine Pierre Galopin, n'a jamais été rendu public, et pour cause. Il détruit en effet, complètement la thèse des fantoches tchadiens et du gouvernement français sur la « rébellion » tchadienne considérée comme un ramassis de « bandits » se livrant au pillage. Il met clairement en lumière les exactions commises par l'administration Tombalbaye qui sont, comme le dit par ailleurs le président Abba Sidick la principale « cause subjective de l'exaspération et de la révolte de la population ». Nous en publions ici les extraits les plus significatifs.

II. APERÇU GEOGRAPHIQUE :

Le Tibesti constitue la partie Nord-Ouest de la République du Tchad. Cette sous-préfecture est limitée au nord par la Libye, au sud par le Borkou, à l'est par l'Ennedi, et à l'ouest par la République du Niger. La partie ouest, désertique, convient à l'élevage, la partie est, plus humide, permet certaines cultures. Superficie, environ 115 000 km2 — Population, 8 500 habitants.

III. SITUATION DURANT LA PERIODE DE 1926 AU 11 AOUT 1960.

V. ORIGINE DES INCIDENTS :

Dans la nuit du 2 au 3 septembre 1965 à Bardaf (Yariyou), une querelle survenue au cours d'une danse entre civils et militaires, entraîne la mort regrettable d'un soldat de l'A.N.T., trois autres sont également blessés.

Des sanctions sont immédiatement prises par le sous-préfet qui hélas, à la grande déception de la population, oubliant qu'il détient à la fois les pouvoirs civil et militaire, laisse parler sa colère plutôt que la sagesse.

L'agglomération de Bardaf est encerclée par les forces de l'ordre.

La population, sans distinction d'âge et de sexe est rassemblée et conduite dans la cour de la prison. Ordre est donné à tout le monde de se mettre nu ; les gens sont frappés à coups de crosse, de chicote de baïonnette, etc. Cependant la souffrance est plus morale que physique.

Dans l'après-midi du 3, vers 18 h, le chef de bataillon Odingar Noé, ordonne la libération des femmes et des enfants, mais laisse tous les hommes en prison.

Le 4 après son départ, le S/Lt Rodai accompagné du Cdt de brigade de la gendarmerie de Faya-Largeau procède à l'interrogatoire des prisonniers. Cette opération se poursuit durant une dizaine de jours et les sévices continuent. Un des hommes : Issa Aramimi en meurt, un autre, Idriss Barkimi dont un bras est meurtri profondément devra être amputé quelques jours plus tard à Fort-Lamy.

Mahamat Guedamimi, blessé par balle à la tête est hospitalisé à Bardaï, il ne récupérera jamais toutes ses facultés.

Trois G.N.N. : Annheur Ouaddaimi, Bogar Moussaimi et Galmai Brahim doivent également être hosptialisés suite aux maltraitements subis. Galmai Brahim décèdera quelques mois plus tard. Ce sera le même sort pour Mahamat Doidomi.

A la fin des interrogations neuf personnes sont retenues dont le Derde et son fils Goukouni. Transférés sur Faya-Largeau par avion transportant le ministre Abdoulaye Lamana et le chef de Bton Odingar, sur intervention de ce dernier, à l'escale de Zouar, le Derde est libéré jusqu'à plus ample informé. Il en sera de même pour son fils le lendemain de l'arrivée à Largeau.

Il est inutile de dire combien la population restera traumatisée par un tel traitement. Il n'en demeure pas moins que celle-ci espérant que justice sera rendue, conserve son attachement au président de la République.

Malheureusement tel ne sera pas le cas.

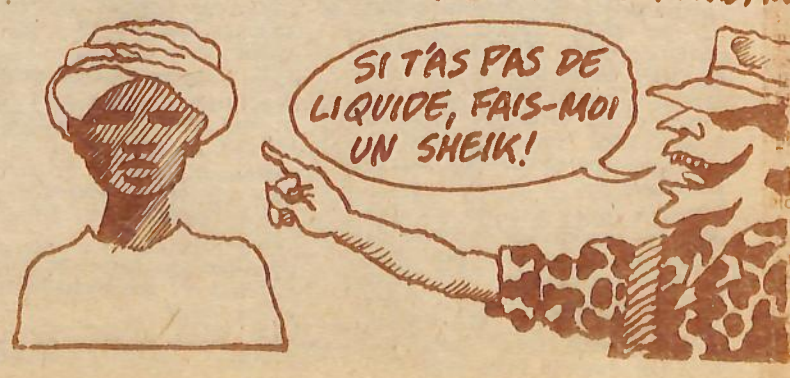
La venue du sous-lieutenant Alla qui remplace le lieutenant Rodai, e août 1965, va marquer le début d'un période encore plus dure que la préc dente. Ce sera le règne de l'arbitrai le plus absolu. Tous ceux qui ont un autorité quelconque vont en profit sans vergogne.

Voici quelques exemples :

— Port des armes blanches : app rentes ou non, 16 000 francs d'amend et deux mois de prison.

— Port du turban : interdit, amend de 5 000 francs ou emprisonnemen jusqu'à ce que l'intéressé soit solvabl

DES AMENDES POUR PORT DU TURBAN



ASSACHONS DE QUOI ON PARLE!

Le Tchad, théoriquement indépendant depuis le 11 août 1960, ce pays deux fois et demi grand comme la France mais treize fois moins peuplé, subit depuis lors l'oppression néo-coloniale. L'administration de Tombalbaye, aidée des services secrets français (cf. les nombreuses visites de Foccard pendant cette période) y suffit jusqu'en 1969. C'est alors qu'une « rebellion de bandits » (selon le gouvernement français) se développant, il fut fait appel à l'intervention des troupes françaises rendue possible par les accords franco-tchadiens signés par MM. Debré et Foyer. La raison officielle fut d'aider à une réforme administrative du pays, réforme confiée à l'ex-gouverneur Lami et au général Arnaud au début puis au général Cortadellas ensuite. Etranges « bandits » tellement bien organisés qu'il faut l'aide de la légion pour venir à bout, l'armée tchadienne n'y suffisant plus ! Bien entendu, les raisons de cette rebellion sont autres.

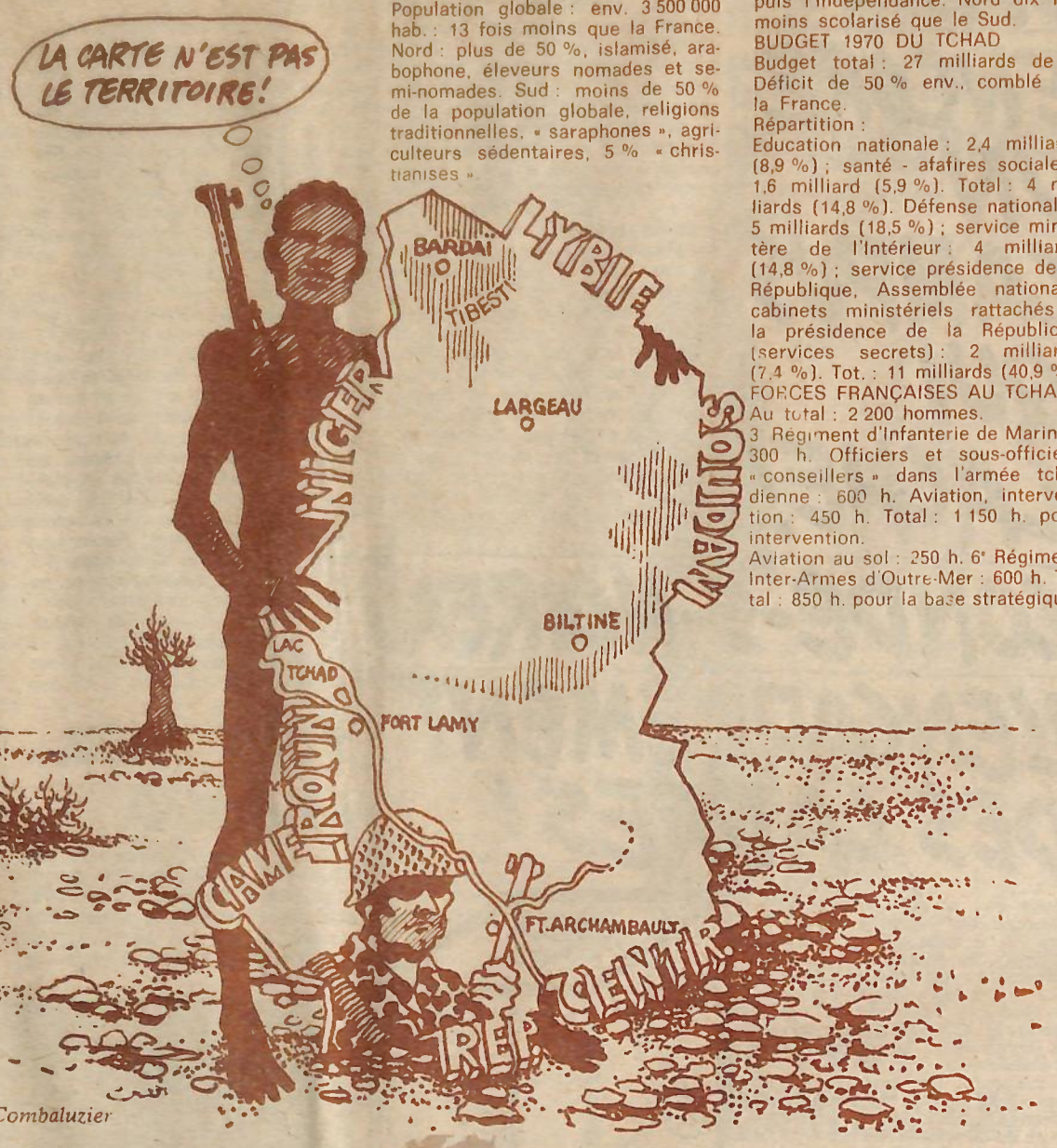
L'« indépendance » n'a résolu aucun problème : aidé par le néo-colonialisme, Tombalbaye semble même avoir pris un malin plaisir à les aggraver. Les frontières coloniales ont rassemblé dans une même nation des peuples bien différents.

Plus de 50 % de la population sont islamisés et arabophones : ils se situent dans le nord du pays et y pratiquent l'élevage. Au sud, ce sont les ethnies Saras, Bananas, Mousjoun : agriculteurs sédentaires, animistes pour la plupart. Une faible partie de cette population est évangélisée : environ 5 % dans le sud. Mais ces différences culturelles, si elles sont un problème, n'auraient cependant pas la même importance si Tombalbaye, s'appuyant principalement sur les Saras de la région (Fort Archambault) ne les avait aggravées : l'administration, le pouvoir, l'éducation sont le privilège des gens du sud, surtout des amis de Tombalbaye. Le français est la seule langue officielle, lésant amis de Tombalbaye. Le français est la seule langue officielle, lésant le sud dix fois moins scolarisé que le sud qui ne l'est pourtant guère. De qui plus est, l'administration se livre à des exactions continuelles qui exaspèrent la population : les mêmes impôts sont collectés deux ou trois fois l'an, les sévices sont de règle (cf. rapport Galopin), le pillage est le fait même des administrations. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que ds révoltes éclatent dès 1964. L'exploitation néo-coloniale dans le sud (super-profits de la Catoupan...) n'arrange rien, bien au contraire. Aussi en 1966, se crée le FROLINA (sans T), fusion de l'Union Nationale Tchadienne d'Ibrahim Ajatcha (de tendance marxiste-léniniste) et de l'Union Générale des Fils du Tchad (nationalistes musulmans apparentés idéologiquement aux Frères Musulmans d'Egypte). Cette alliance hétéroclite ne tient pas : l'U.G.F.T. fonde le F.C.T. puissant surtout dans l'Ouaddaï et qui perd progressivement toute influence ; le reste fonde le FROLINAT (avec T) qui, après la mort d'Ibrahim Ajatcha, tué en février 67, traverse une période difficile jusqu'à l'arrivée, courant 68, du Dr Abba Sidick qui restructure entièrement le mouvement lui permettant de s'étendre et de se renforcer.

L'intervention française est alors nécessaire à Tombalbaye : c'est chose faite en avril 69. Mais quels intérêts a donc l'impérialisme français à sauver ce fantoche qui lui coûte plus de 12 milliards de francs par an ? Les intérêts économiques directs ne sont pas évidents. Bien sûr, la Cotoupan fait de super bénéfices sur le dos du peuple tchadien en revendant 3,22 francs le kilo de coton sur le marché mondial alors qu'elle le paye 52 cts à l'achat. Bien sûr, le sous-sol est encore à prospecter et peut être éventuellement riche en minerais précieux, pétrole et fer. Mais il n'y a là aucune certitude. Les raisons sont plutôt à chercher ailleurs : le Tchad protège le flanc oriental du Niger et ici l'uranium n'est pas une virtualité. Selon les experts, le Niger, grâce à ses gisements facilement exploitables dans le Mont Djado, serait dans trois ans le premier producteur mondial d'uranium. Or, dès à présent ce sont des compagnies françaises et japonaises (mais surtout françaises) *qui l'exploitent*. Intérêt économico-stratégique évident donc. Intérêt renforcé *par le fait que le Tchad protège le nord de la République Centrafricaine* riche en or, diamants, uranium. On est loin de l'aide à la réforme administrative officielle. D'autant plus loin que le Tchad est, avec le Sénégal et Madagascar, la principale base militaire française en Afrique juxte à la frontière de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire. De plus, abandonner Tombalbaye à son triste sort serait d'un très mauvais effet sur « les républiques africaines amies » et pour la présence française dans ces pays. Tout converge donc à cette intervention et il n'est pas étonnant que le corps expéditionnaire français compte maintenant 2 200 hommes dont 1 350 relevant de l'intervention. Cela, bien sûr, pour ramener, grâce à un appui logistique très important, quelques « bandits » à la raison...

Ces « bandits » nous commençons seulement à les connaître. Regroupés dans le FROLINAT d'Abba Sidick, ils se méfient de toute classification abusive. Ils préfèrent organiser la résistance tchadienne. Pour cela, ils s'implantent d'abord dans le nord du pays, le premier à se révolter et où il est plus facile d'être mobiles et de tenir l'armée française en échec. Leurs victoires, le mécontentement général leur permettent de s'étendre. Ils contrôlent maintenant la plus grande partie du pays et Tombalbaye serait déjà dans les poubelles de l'Histoire (sa résidence de luxe à Paris) sans le soutien français. Aussi leur lutte est-elle directement anti-impérialiste et Abba Sidick peut-il déclarer que toute négociation éventuelle doit se faire avec la France. Actuellement, les guérilleros tchadiens sont plusieurs milliers, « autant que de fusils ». Le soutien de la population leur est acquis et par leur lutte ils créent les conditions du pouvoir populaire de demain. Leurs textes politiques sont aujourd'hui très peu nombreux : avant toute élaboration, le FROLINAT procède à une consultation à la base. Mais, outre leur anti-impérialisme clairement affirmé, ils proclament « l'instauration d'un pouvoir démocratique laïc, populaire, progressiste ».

Ce pouvoir est leur affaire. La nôtre est de lutter contre notre propre impérialisme. Certes, le Tchad n'est pas le Vietnam et le FROLINAT n'est pas le G.R.P. : les « militants » n'y trouveront peut-être pas leur compte. Tant mieux ! Nous ne nous battons pas aux côtés des gens pour les classifications que nous leur donnons. Nous soutenons les luttes capables d'affaiblir le colonialisme tant intérieur qu'extérieur. Celle du peuple tchadien est claire à cet égard.



Roux-Combaluzier

LE TCHAD GEO-POLITIQUE

Superficie globale : 1 284 000 km2, soit 2 fois 1/2 la France. Nord : 2/3 du pays. Sud : 1/3.

Population globale : env. 3 500 000 hab. : 13 fois moins que la France. Nord : plus de 50 %, islamisé, arabophone, éleveurs nomades et semi-nomades. Sud : moins de 50 % de la population globale, religions traditionnelles, « saraphones », agriculteurs sédentaires, 5 % « christianises ».

Capitale : Fort-Lamy, 300 000 hab., islamisés et arabophones à 80 %.

Scolarisation : en 1960, 83,7 % analphabètes. Aucune amélioration depuis l'indépendance. Nord dix fois moins scolarisé que le Sud.

BUDGET 1970 DU TCHAD

Budget total : 27 milliards de F. Déficit de 50 % env., comblé par la France.

Répartition :

Education nationale : 2,4 milliards (8,9 %) ; santé - afafires sociales : 1,6 milliard (5,9 %). Total : 4 milliards (14,8 %). Défense nationale : 5 milliards (18,5 %) ; service ministère de l'Intérieur : 4 milliards (14,8 %) ; service présidence de la République, Assemblée nationale, cabinets ministériels rattachés à la présidence de la République (services secrets) : 2 milliards (7,4 %). Tot. : 11 milliards (40,9 %).

FORCES FRANÇAISES AU TCHAD

Au total : 2 200 hommes.

3 Régiment d'Infanterie de Marine : 300 h. Officiers et sous-officiers « conseillers » dans l'armée tchadienne : 600 h. Aviation, intervention : 450 h. Total : 1 150 h. pour intervention.

Aviation au sol : 250 h. 6e Régiment Inter-Armes d'Outre-Mer : 600 h. Total : 850 h. pour la base stratégique.

INTERVIEW D'ABBA SIDICK

Question : *Comment les groupes de combattants ont-ils pris de l'importance ?*

Abba Sidick : Bien que la lutte armée ait eu des causes économiques (sous-développement et sous-scolarisation du Tchad), les principales motivations des combattants ont été, au départ, subjectives. Les maladresses des autorités, les abus de la fiscalité (on percevait l'impôt trois à quatre fois par an, alors que, même au temps de la colonisation française, ils n'étaient collectés qu'une seule fois), les vexations administratives contre tel ou tel, avaient exaspéré la population. Nous n'avons même pas eu besoin de faire de la propagande pour la convaincre de se révolter. Le gouvernement de Fort-Lamy nous a, en somme, servi la révolution sur un plateau d'argent. La guérilla s'est développée si vite que le FROLINAT a dû freiner pendant toute une époque, l'engagement de combattants dans ses rangs.

La répression nous a aussi, d'une certaine manière, aidés au Tchad, comme au Viet-nam, comme dans tous les pays sous domination coloniale ou néo-coloniale. Le gouvernement « protégé » par l'impérialisme, a happé la population civile pour essayer de la terroriser, pour la séparer des guérilleros appelés rebelles et « bandits ». La population, cependant, n'a pas réagi dans le sens souhaité par Tombalbaye, mais en sens inverse. Victime de la répression, elle a collé davantage aux forces révolutionnaires. Nous avons donc pu mener de pair, de mieux en mieux, l'action armée et l'action politique.

Q. : *Sur quel programme politique mobilisez-vous vos partisans ?*

Abba Sidick : Avant de rédiger un programme au sens classique du mot, la direction du FROLINAT a proposé à l'étude et à la réflexion des militants, une sorte de canevas, de schéma politique. Nous leur avons demandé leur avis sur les problèmes les plus généraux comme sur les questions les plus concrètes. Les réponses sont nombreuses, contradictoires sur certains points, toujours intéressantes.

Les idées ainsi avancées nous aiderons à édifier l'Etat futur que nous aurons à bâtir, et à faire du Tchad, ce puzzle ethnique où s'imbriquent la civilisation musulmane, la civilisation chrétienne et l'influence animiste, une véritable nation.

Q. : *Quelle tendance générale se dégage de cette consultation ?*

Abba Sidick : Les militants se prononcent unanimement pour une démocratie de base, pour des réformes de structure et un pouvoir populaire. Le socialisme ne fait pas peur aux Tchadiens, mais le mot a été tellement galvaudé que j'hésite à le prononcer.

Q. : *Quel est, sur le terrain, le rapport des forces entre votre mouvement, d'une part, les troupes de Tombalbaye et le corps expéditionnaire français, de l'autre ?*

Abba Sidick : Actuellement, malgré les vantardises de l'ex-gouverneur Lamy et les rodomontades du général Cortadellas, la situation est excellente pour nous. Sur les cartes, la tâche de notre « dissidence », comme disent les autorités françaises, s'étend sur tout le nord, sur le Boikou, l'Ennedi, le Tibesti, sur les trois-quarts des départements de Biltine et Ouaddaï, sur tout le Salamat et sur tout le Guerro, sur une partie du Chari Baguirini et du Moyen-Chari, sur tout le Batha. Seules deux régions du Tchad ne sont pas encore atteintes par notre mouvement : le Logone occidental et la Tanjilé. Nous avons implanté, du nord au sud, jusqu'aux environs de Fort-Archambault, dix « mandara », dix grandes bases à partir desquelles, nos groupes d'intervention tendent des embuscades, récupèrent des armes, diffusent des tracts. Ces bases sont devenues, récemment, plus mobiles, et elles ont été renforcées en cadres politico-militaires bien formés.

Extraits d'un interview d'Abba Sidick à Politique-Hebdo.

PROGRAMME DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE DU TCHAD.....

Le Front de Libération Nationale du Tchad n'entend pas renverser le pouvoir actuel du Tchad et procéder ensuite à une simple passation de service. Le FROLINAT dénonce la politique conduite par le gouvernement Tombalbaye. Les Tchadiens peuvent juger sur place eux-mêmes des résultats de cette politique.

Le FROLINAT veut procéder à la transformation des bases archaïques de la société tchadienne, dans le respect des grandes traditions nationales, en créant les conditions valables d'une société nouvelle, respectueuse de la dignité humaine, soucieuse du progrès matériel et culturel de tous ses membres, sans discrimination quelconque.

La volonté librement affirmée de mener, du nord au sud du pays, une vie nationale commune, l'interdépendance des intérêts socio-économiques doivent constituer les bases mêmes de l'Etat tchadien.

Le FROLINAT proclame :

SUR LE PLAN INTERIEUR

L'instauration d'un pouvoir démocratique, laïc, populaire, progressiste.

Un pouvoir démocratique : **C'est la garantie des libertés fondamentales de l'individu : libertés d'opinion, de réunions, de presse, libertés syndicales, religieuses.**

C'est la reconnaissance des droits et des particularismes des communautés nationales dans tous les domaines.

Un pouvoir laïc : **C'est l'exclusion de toute discrimination quelle qu'elle soit.**

Un pouvoir populaire : **C'est le nécessaire respect de la volonté du peuple tchadien librement exprimée dans tous les domaines, hors de toute contrainte quelconque.**

Un pouvoir progressiste : **C'est la réforme des structures anciennes administratives, politiques, sociales, économiques en vue de bâtir un Etat moderne, socialement avancé.**

C'est dans le respect des cultures et des traditions nationales intellectuelles, l'éducation gratuite, obligatoire, étendue à toutes les couches de la population, enseignement classique traditionnel, éducation des masses par les moyens audio visuels. Aucun pays ne peut se développer sans élever le niveau culturel général de sa population. L'axiome « Qui ne sait lire doit apprendre » doit être popularisé largement. La lutte contre l'analphabétisme est moins un problème technique que politique.

L'éducation doit répondre aux aspirations profondes des communautés nationales et aux besoins pressants du monde moderne sans cesse en mouvement.

SUR LE PLAN EXTERIEUR

Membre de l'O.N.U. le Tchad fera honneur à ses obligations internationales.

La Paix, l'Indépendance nationale, la Démocratie, tels seront les principes de la politique étrangère de la nation, sans pour autant exclure des relations préférentielles que la raison, les impératifs politiques et culturels doivent imposer nécessairement à tout gouvernement soucieux du bonheur et de l'avenir de la nation tchadienne.

Il n'y a pas de démocratie sans le respect et la défense de la personne humaine : le gouvernement tchadien de demain assurera de son soutien actif les mouvements de libération nationale qui luttent pour l'émancipation de leur pays.

Le FROLINAT convie tous les Tchadiens conscients de leur responsabilité d'hommes libres à la réalisation de cette tâche.

Que tous se dressent pour bâtir de leurs mains le gouvernement de demain qui conduira le Tchad vers la véritable démocratie, condition indispensable à la réalisation du mieux-être, de la justice et de la paix !

— Autorisation de se rassembler : même réunion de deux personnes interdite, le cas échéant amende de 5 000 francs par individu et un mois de prison.

— Exportation des animaux : sur simple délation, et depuis l'indépendance, une amende importante, variant de 30 000 à 150 000 francs est infligée aux personnes ayant quitté le pays avec quelques animaux. Même le voyageur, qui revient sans sa monture devra payer 26 000 francs ; il en sera également ainsi pour le témoin à décharge (animal mort en cours de route).

— « Madeloum » : après jugement, celui qui a tort est condamné à 50 coups de chicote.

Pour une dispute, de 50 à 100 coups de chicote par personne plus une amende de 5 000 francs. En ce qui concerne les femmes celles-ci sont tondues, déshabillées et promenées en public.

Cette liste n'est pas limitative, les exemples sont encore nombreux d'abus d'autorité. Allatchi Barkaimi, demandant un reçu pour une somme de 2 500 francs versée à la douane, est bastonné et meurt trois mois plus tard. Deux femmes, Atal Mahatdo et Kindaidozido, enceintes respectivement de sept et huit mois, avortent après avoir subi la chicote.

Un jour, Kokoi Malloumami qui est de corvée d'entretien de palmeraie se rend au marché pour acheter du bois. Comme cela se passe pendant les heures de travail il est arrêté par un G.N. qui le malmène, il se défend. Le sous-lieutenant Allafy est témoin, il fait saisir et amener l'intéressé au poste. Après quelques minutes de bastonnade, Kokoi est mort. Comme il est de la famille d'un chef de fraction, celui-ci est emprisonné pour l'empêcher de porter plainte. M. Moussa Yayami, député et informé de l'affaire mais rien n'en résulte.

La goutte qui fera déborder le vase est la décision concernant la mise en culture obligatoire de certaines zones de tous temps reconnues stériles.

Le moniteur d'agriculture qui est chargé de participer à l'application de cette décision se rend à De Bassar pour conseiller les habitants qui doivent créer des jardins. Comme on est à l'époque de la récolte des dattes, le Derde qui se trouve sur les lieux demande un délai de deux mois. Le moniteur rentre à Bardaï et rend compte au sous-préfet que le Derde s'est opposé aux cultures sans précisions. Le sous-préfet fait chercher des témoins, quinze personnes sont convoquées avec leur chef de fraction Korei Adoumami. Elles se refusent à témoigner contre le Derde. Le chef de fraction est alors condamné à deux mois de prison, 5 000 francs d'amende et est démis de ses fonctions. Tous les autres doivent payer 10 000 francs par personne, celui qui ne peut verser cette somme ne paiera que 5 000 francs mais devra effectuer un mois de prison. Dans le même temps le chef de poste de Zouar, reçoit l'ordre de faire venir le Derde à Bardaï. Prenant parti pour celui-ci, il part en dissidence.

Excédé le sous-lieutenant fait convoquer les trois chefs de fraction de Zouar, Fossari Sidimi, Addelli Moussaimi et Chana Mouhoumoumi et leur fait savoir que dans un délai de quinze jours, leurs jardins devront être verdoyants. Dans le cas contraire ils seront arrêtés, battus et emprisonnés. Egalement pris de peur, ils rejoignent le Derde.

Le mécontentement est à son comble, plus de mille personnes quittent le Tibesti, en abandonnant ce qu'ils ont de plus cher.

La suite des faits se déduit aisément de cette situation.

VI. CONDITIONS PREALABLES AU RETABLISSEMENT DE LA PAIX AU TIBESTI.

Ces conditions ne pourront être élaborées qu'après rencontre avec le Derde. Cette rencontre devra avoir lieu à Mourso et présenter toutes les garanties quant à la liberté du chef coutumier.

Le système de garanties devra faire lui-même l'objet de propositions de la part du gouvernement. Les propositions ne pourront être entérinées qu'après accord des personnes ci-dessous nommées.

En outre, le président de la République et les membres de son gouvernement sont déjà suffisamment informés sur les causes des troubles du Tibesti pour penser dès maintenant aux remèdes qui s'imposent.

SIGNATURE DES PERSONNES AYANT PARTICIPE A L'ENTREVUE

d'une part :

MM. Commouni Ouaddaye, Addeli Moussaï, Addeli Youssouma, El Hadj Hassan,

et d'autre part :

Capitaine Galopin Pierre, Sergent-chef Ouardougou Tatami, M. Barkaï Derchou

Photo R. Pledge

DES JARDINS VERDOYANTS EN 15 JOURS...

ET NAM DU PAUVRE

de la grande bataille anti-impérialiste à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, révolution prolétarienne et révolution anti-impérialiste se nourrissent l'une de l'autre s'épaulent et se renforcent dialectiquement.

nalisme.

Notre bourgeoisie développe sa domination sous la forme de la domination impérialiste classique (Antilles, Djibouti, Nouvelle Calédonie) sous la forme du néo-colonialisme (Afrique Francophone, Etats de la communauté Africaine et Malgache) sous la forme de l'impérialisme intérieur par l'importation massive de la main d'œuvre venue des pays dominés, enfin sous la forme du colonialisme intérieur marqué par l'oppression culturelle et économique de régions entières (Bretagne, Occitanie etc.).

Bref l'ensemble de sa domination se concentre sur un renforcement du colonialisme à l'extérieur et à l'intérieur des frontières et cette tendance va se développer dans la prochaine période. La bataille contre cette bourgeoisie là est une bataille qui se mène jusqu'à la prise du pouvoir avec toutes les forces intérieures et extérieures qui se battent contre cette domination.

Contre cela, qu'a-t-il été fait ?

De maigres actions parcellaires de soutien aux luttes des travailleurs émigrés qui maintenant semblent déboucher sur L'AUTONOMIE DE LUTTE DES EMIGRES voir Tout numéro quatre, une vague propagande contre le néocolonialisme épisodique des différents groupuscules, un soutien expectatif et sceptique aux luttes du F.L.B. ou des Comités d'Action d'Occitanie ; presque rien. En tout cas, rien de cohérent.

Ce premier article a pour but de proposer l'ouverture d'une campagne politique contre l'impérialisme français au dehors et au dedans aux différents groupes de base d'usines, du Secours Rouge, groupes autonomes, groupes politiques etc. Campagne continue et prolongée qui pourrait se concentrer sur une BATAILLE TACTIQUE IMMEDIATE : l'arrêt de l'intervention française au Tchad.

Au Tchad, c'est là que l'impérialisme français démasque sa politique d' « aide » aux Etats d'Afrique Noire, c'est là qu'il montre que l'indépendance n'est pas l'habillement néo-colonial de l'impérialisme traditionnel, là qu'il montre qu'il veut et maintenir sa domination hors de France et assurer sa traite des nègres et son alimentation continue. C'est là qu'il montre le mieux qu'il n'est pas autre chose qu'un boucher barbare comme les autres.

Il ne s'agit pas de refaire une campagne anti-impérialiste d'avant Mai. Il s'agira au contraire d'unir le drapeau de la lutte anti-impérialiste avec celui brandi en mai.

FAUST REN-
VAGES A
T ILS N'AU-
IS DU

SACHONS DE QUOI ON PARLE!

Le Tchad, théoriquement indépendant depuis le 11 août 1960, ce pays deux fois et demi grand comme la France mais treize fois moins peuplé, subit depuis lors l'oppression néo-coloniale. L'administration de Tombalhaye, aidée des services secrets français (cf. les nombreuses visites de Foccard pendant cette période) y suffit jusqu'en 1969. C'est alors qu'une « rebellion de bandits » (selon le gouvernement français) se développant, il fut fait appel à l'intervention des troupes françaises rendue possible par les accords franco-tchadiens signés par MM. Debré et Foyer. La raison officielle fut d'aider à une réforme administrative du pays, réforme confiée à l'ex-gouverneur Lami et au général Arnaud au début puis au général Cortadellas ensuite. Etranges « bandits » tellement bien organisés qu'il faut l'aide de la légion pour en venir à bout, l'armée tchadienne n'y suffisant plus ! Bien entendu, les raison: de cette rebellion sont autres.

L'« indépendance » n'a résolu aucun problème : aidé par le néo-colonialisme. Tombalbaye semble même avoir pris un malin plaisir à les aggraver. Les frontières coloniales ont rassemblé dans une même nation des peuples bien différents.

Plus de 50 % de la population sont islamisés et arabophones : ils se situent dans le nord du pays et y pratiquent l'élevage. Au sud, ce sont les ethnies Saras, Bananas, Mousjoun : agriculteurs sédentaires, animistes pour la plupart. Une faible partie de cette population est christianisée : environ 5 % dans le sud. Mais ces différences culturelles, si elles sont un problème, n'auraient cependant pas la même importance si Tombalbaye, s'appuyant principalement sur les Saras de sa région (Fort Archambault) ne les avait aggravées : l'administration, le pouvoir, l'éducation sont le privilège des gens du sud, surtout des amis de Tombalhaye. Le français est la seule langue officielle, lésant
amis de Tombalbaye. Le français est la seule langue officielle, lésant
est dix fois moins scolarisé que le sud qui ne l'est pourtant guère. Et qui plus est, l'administration se livre à des exactions continuelles qui exaspèrent la population : les mêmes impôts sont collectés deux ou trois fois l'an, les sévices sont de règle (cf. rapport Galopin), le pillage est le fait même des administrations. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que ds révoltes éclatent dès 1964. L'exploitation néo-coloniale dans le sud (super-profits de la Catoupan...) n'arrange rien, bien au contraire. Aussi en 1966, se crée le FROLINA (sans T), fusion de l'Union Nationale Tchadienne d'Ibrahim Ajatcha (de tendance marxiste-léniniste) et de l'Union Générale des Fils du Tchad (nationalistes musulmans apparentés idéologiquement aux Frères Musulmans d'Egypte). Cette alliance hétéroclite ne tient pas : l'U.G.F.T. fonde le F.C.T. puissant surtout dans l'Ouaddaï et qui perd progressivement toute influence ; le reste fonde le FROLINAT (avec T) qui, après la mort d'Ibrahim Ajatcha, tué en février 67, traverse une période difficile jusqu'à l'arrivée, courant 68, du Dr Abba Sidick qui restructure entièrement le mouvement lui permettant de s'étendre et de se renforcer.

L'intervention française est alors nécessaire à Tombalbaye : c'est chose faite en avril 69. Mais quels intérêts a donc l'impérialisme français à sauver ce fantoche qui lui coûte plus de 12 milliards de francs par an ? Les intérêts économiques directs ne sont pas évidents. Bien sûr, la Cotoupan fait de super bénéfices sur le dos du peuple tchadien en revendant 3,22 francs le kilo de coton sur le marché mondial alors qu'elle le paye 52 cts à l'achat. Bien sûr, le sous-sol est encore à prospecter et peut être éventuellement riche en minerais précieux, pétrole et fer. Mais il n'y a là aucune certitude. Les raisons sont plutôt à chercher ailleurs : le Tchad protège le flanc oriental du Niger et ici l'uranium n'est pas une virtualité. Selon les experts, le Niger, grâce à ses gisements facilement exploitables dans le Mont Djado, serait dans trois ans le premier producteur mondial d'uranium. Or, dès à présent ce sont des compagnies françaises et japonaises (mais surtout françaises) qui l'exploitent. Intérêt économico-stratégique évident donc. Intérêt renforcé par le fait que le Tchad protège le nord de la République Centrafricaine riche en or, diamants, uranium. On est loin de l'aide à la réforme administrative officielle. D'autant plus loin que le Tchad est, avec le Sénégal et Madagascar, la principale base militaire française en Afrique juxte à la frontière de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire. De plus, abandonner Tombalbaye à son triste sort serait d'un très mauvais effet sur « les républiques africaines amies » et pour la présence française dans ces pays. Tout converge donc à cette intervention et il n'est pas étonnant que le corps expéditionnaire français compte maintenant 2 200 hommes dont 1 350 relevant de l'intervention. Cela, bien sûr, pour ramener, grâce à un appui logistique très important, quelques « bandits » à la raison...

Ces « bandits »nous commençons seulement à les connaître. Regroupés dans le FROLINAT d'Abba Sidick, ils se méfient de toute classification abusive. Ils préfèrent organiser la résistance tchadienne. Pour cela, ils s'implantent d'abord dans le nord du pays, le premir à se révolter et où il est plus facile d'être mobiles et de tenir l'armée française en échec. Leurs victoires, le mécontentement général leur permettent de s'étendre. Ils contrôlent maintenant la plus grande partie du pays et Tombalbaye serait déjà dans les poubelles de l'Histoire (sa résidence de luxe à Paris) sans le soutien français. Aussi leur lutte est-elle directement anti-impérialiste et Abba Sidick peut-il déclarer que toute négociation éventuelle doit se faire avec la France. Actuellement, les guérilleros tchadiens sont plusieurs milliers, « autant que de fusils ». Le soutien de la population leur est acquis et par leur lutte ils créent les conditions du pouvoir populaire de demain. Leurs textes politiques sont aujourd'hui très peu nombreux : avant toute élaboration, le FROLINAT procède à une consultation à la base. Mais, outre leur anti-impérialisme clairement affirmé, ils proclament « l'instauration d'un pouvoir démocratique laïc, populaire, progressiste ».

Ce pouvoir est leur affaire. La nôtre est de lutter contre notre propre impérialisme. Certes, le Tchad n'est pas le Vietnam et le FROLINAT n'est pas le G.R.P. : les « militants » n'y trouveront peut-être pas leur compte. Tant mieux ! Nous ne nous battons pas aux côtés des gens pour les classifications que nous leur donnons. Nous soutenons les luttes capables d'affaiblir le colonialisme tant intérieur qu'extérieur. Celle du peuple tchadien est claire à cet égard.

DES AMENDES POUR PORT DU TURBAN

PERÇU GEOGRAPHIQUE :

Tibesti constitue la partie Nord-
st de la République du Tchad. Cette
-préfecture est limitée au nord
la Libye, au sud par le Borkou, à
par l'Ennedi, et à l'ouest par la
blique du Niger. La partie ouest,
rtique, convient à l'élevage, la
e est, plus humide, permet certai-
cultures. Superficie, environ
00 km2 — Population, 8 500 habi-
.

SITUATION DURANT LA PERIODE
926 AU 11 AOUT 1960.

RIGINE DES INCIDENTS :

ns la nuit du 2 au 3 septembre
à Bardaf (Variyou), une querelle
enue au cours d'une danse entre
s et militaires, entraîne la mort re-
able d'un soldat de l'A.N.T., trois
s sont également blessés.
s sanctions sont immédiate-
prises par le sous-préfet qui hé-
à la grande déception de la popu-
n, oubliant qu'il détient à la fois
pouvoirs civil et militaire, laisse
r sa colère plutôt que la sagesse.
agglomération de Bardaf est en-
ée par les forces de l'ordre.
population, sans distinction d'âge
sexe est rassemblée et conduite
dans la cour de la prison. Ordre est donné à tout le monde de se mettre nu ; les gens sont frappés à coups de crosse, de chicote de baïonnette, etc. Cependant la souffrance est plus morale que physique.

Dans l'après-midi du 3, vers 18 h, le chef de bataillon Odingar Noé, ordonne la libération des femmes et des enfants, mais laisse tous les hommes en prison.

Le 4 après son départ, le S/Lt Rodai accompagné du Cdt de brigade de la gendarmerie de Faya-Largeau procède à l'interrogatoire des prisonniers. Cette opération se poursuit durant une dizaine de jours et les sévices continuent. Un des hommes : Issa Aramimi en meurt, un autre, Idriss Barkimi dont un bras est meurtri profondément devra être amputé quelques jours plus tard à Fort-Lamy.

Mahamat Guedamimi, blessé par balle à la tête est hospitalisé à Bardaï, il ne récupérera jamais toutes ses facultés.

Trois G.N.N. : Annheur Ouaddaimi, Bogar Moussaimi et Galmai Brahim doivent également être hosptialisés suite aux maltraitements subis. Galmai Brahim décèdera quelques mois plus tard. Ce sera le même sort pour Mahamat Doidomi.

A la fin des interrogations neuf personnes sont retenues dont le Derde et son fils Goukouni. Transférés sur Faya-Largeau par avion transportant le ministre Abdoulaye Lamana et le chef de Bton Odingar, sur intervention de ce dernier, à l'escale de Zouar, le Derde est libéré jusqu'à plus ample informé. Il en sera de même pour son fils le lendemain de l'arrivée à Largeau.

Il est inutile de dire combien la population restera traumatisée par un tel traitement. Il n'en demeure pas moins que celle-ci espérant que justice sera rendue, conserve son attachement au président de la République.

Malheureusement tel ne sera pas le cas.

La venue du sous-lieutenant Allafi qui remplace le lieutenant Rodai, en août 1965, va marquer le début d'une période encore plus dure que la précédente. Ce sera le règne de l'arbitraire le plus absolu. Tous ceux qui ont une autorité quelconque vont en profiter sans vergogne.

Voici quelques exemples :

— Port des armes blanches : apparentes ou non, 16 000 francs d'amende et deux mois de prison.

— Port du turban : interdit, amende de 5 000 francs ou emprisonnement jusqu'à ce que l'intéressé soit solvable.

— Autorisation de se rassembler : même réunion de deux personnes interdite, le cas échéant amende de 5 000 francs par individu et un mois de prison.

— Exportation des animaux : sur simple délation, et depuis l'indépendance, une amende importante, variant de 30 000 à 150 000 francs est infligée aux personnes ayant quitté le pays avec quelques animaux. Même le voyageur, qui revient sans sa monture devra payer 26 000 francs ; il en sera également ainsi pour le témoin à décharge (animal mort en cours de route).

— « Madeloum » : après jugement, celui qui a tort est condamné à 50 coups de chicote.

Pour une dispute, de 50 à 100 coups de chicote par personne plus une amende de 5 000 francs. En ce qui concerne les femmes celles-ci sont tondus, déshabillées et promenées en public.

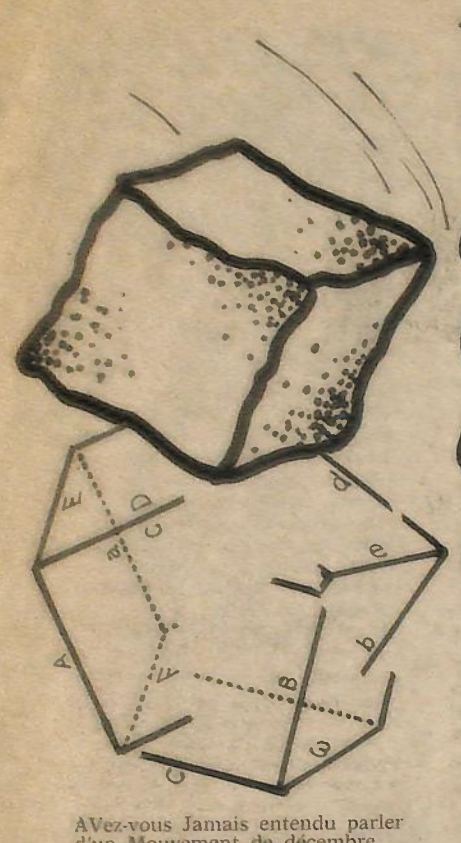
Cette liste n'est pas limitative, les exemples sont encore nombreux d'abus d'autorité. Allatchi Barkaimi, demandant un reçu pour une somme de 22 500 francs versée à la douane, est bastonné et meurt trois mois plus tard. Deux femmes, Atai Mahatdo et Kindaidozido enceintes respectivement de sept et huit mois, avortent après avoir subi la chicote.

Un jour, Kokoi Malloumami qui e
de corvée d'entretien de palmeraie
rend au marché pour acheter du boi
Comme cela se passe pendant l
heures de travail il est arrêté par
G.N. qui le malmène, il se défend.
sous-lieutenant Allafy est témoin,
fait saisir et amener l'intéressé
poste. Après quelques minutes de ba
tonnade, Kokoi est mort. Comme il e
de la famille d'un chef de fraction, c
lui-ci est emprisonné pour l'empêch
de porter plainte. M. Moussa Yayan
député et informé de l'affaire mais ri
n'en résulte.

La goutte qui fera déborder le va
est la décision concernant la mise
culture obligatoire de certaines zon
de tous temps reconnues stériles.

Le moniteur d'agriculture qui e
chargé de participer à l'application
cette décision se rend à De Bass
pour conseiller les habitants qui d
vent créer des jardins. Comme on
à l'époque de la récolte des dattes,
Derde qui se trouve sur les lieux
mande un délai de deux mois. Le m
niteur rentre à Bardaï et rend comp
au sous-préfet que le Derde s'est
posé aux cultures sans précisions.
sous-préfet fait chercher des témoi
quinze personnes sont convoqué
avec leur chef de fraction Korel Ad
mami. Elles se refusent à témoig
contre le Derde. Le chef de fract
est alors condamné à deux mois

CAEN : ENCORE UN CAMPUS QUI LACHE !



AVez-vous Jamais entendu parler d'un Mouvement de décembre à Caen

LA JOURNEE DU JEUDI 3 DEC.

Le jeudi 3 décembre à la fac de Lettres de Caen, c'était le jour des élections ; c'était aussi le jour où devait être occupée la salle des profs de cette même fac (après décision d'une A.G. convoquée le mardi).

Coïncidence : sûrement pas !

L'occupation avait pour but justement, la dénonciation de ces élections, en fonction des luttes radicales qui s'étaient menées depuis le début de l'année en philo, surtout, et qui affolaient le mandarinat local.

L'occupation cela signifiait, créer un état de fait, ne plus attaquer 1 + 1 + 1 mandarins dans leurs divers enseignements, mais les mettre au pied du mur dans leur lieu sacro-saint : la salle des profs.

La réaction du coin attendait l'épreuve de force. Ç'en était trop pour elle.

Chaunu, Philonenko, des fleurons de la droite à Caen, les dirigeants d'U.E.R. et du C.D.R., poussèrent la roue de la répression pour tenter l'écrasement de la poignée de trublions.

La répression passait par l'unité des mandarins réactionnaires. Ils ne se firent pas prier. Pour exorciser leur trouille (le petit serrement detripes qui les étreint depuis 1968) ils occupèrent *dès le matin* leur salle, accompagnés pour plus de sûreté de deux flics des renseignements généraux.

Vers 9 heures, un copain passe son nez par la porte pour voir s'il y a toujours de la moquette, il se toruve face à une horde de profs déchaînés, du doyen, des flics qui se ruent sur la porte pour se défendre contre « tueur », «le karaté a », « le maoïste »...

Dix étudiants essayent de bloquer la porte pour voir le spectacle donné à l'intérieur, le doyen pousse de l'autre côté, à force il est victime d'un point de côté (être flic n'est pas son métier, on comprend sa fatigue) et proclame bien haut en regardant un type des R.G. « qu'on vient de tenter de lui donner un coup de pied » ; « je porte plainte » affirme-t-il, satisfait. La porte se referme, ils sont heureux, leur local a été défendu à 40 contre 10 copains qui passaient en badauds, ils tiennent un « meneur » (dûment dénoncé). Leur petite machination, préparée de longue main (le jour précédent ils s'étaient vus entre eux pour discuter d'une intervention flicarde et de la bonne tenue de la répression) n'a pas si mal marché.

4 heures s'écoulent. Les élections font rigoler tout le monde, (3,6 % de votants). Le climat s'échauffe. Une A.G. du C.A. Philo décide d'aller informer les étudiants sur ce qui s'est passé le matin. Le nombre des manifestants grossit ; ils passent devant la porte de la salle des profs vide et fermée à clés. Un geste symbolique s'impose *La salle sera occupée et rebaptisée « salle IZKO »*. La porte est forcée, les étudiants rentrent.

Le doyen déboule, deux flics derrière lui, le doigt vengeur il rentre dans la salle, dénonce nominalement 4 copains et dit aux R.G. : « Notez, Messieurs et regardez bien les têtes. » Tout le monde sort sans mot dire, une manifestation se forme qui va faire le tour les amphis et des cours.

La manifestation grossit au fur et à mesure (plus de 300 et puis d'un seul coup, les flics arrivent (ils étaient sur le pied de guerre depuis le matin). C'est le préfet qui les envoie à l'appel du doyen, les gardes mobiles contrôlent les cartes, les municipaux rentrent dans la faculté.

Une centaine de copains sont coincés, dans la fac investie. A l'extérieur ça se regroupe. Au bout d'un quart d'heure, les mots d'ordre fusent. Une échelle est apportée pour faire sortir ceux qui sont coincés. Il y a alors entre 1 500 et 2 000 étudiants sur le campus. Au bout d'une heure et demie les C.R.S. arrivent. Ils ne prennent pas de gants, ils chargent directement sur le rassemblement.

Ça saigne !

Tout le monde se regroupe un peu plus haut... là où le parterre est composé de petits pavés de grès. L'indignation prend sa force dans les pavés.

Ça vole !

Les flics chargent à nouveau. Les étudiants sont repoussés vers le resto-U. Mais petit à petit, ce mouvement vierge qui n'avait jamais vu les flics charger (janvier 68 seuls quelques étudiants étaient aux manifestations ouvrières, janvier 69 la manifestation devant le T.M.C. n'était pas massive même si les affrontements furent violents) apprend à se battre. Tout le monde s'y met, des chaînes de pierre se forment, des cocktails sont élaborés.

La violence gagne de l'ampleur, les étudiants essaient de contre-charger les C.R.S. planqués derrière les colonnades, la bagarre dure trois heures.

Finalement une manœuvre tournante des C.R.S. provoque une débandade et la fatigue aidant un ordre de dispersion est donné après meeting au resto-U.

Tout le monde décroche, se promettant bien de se revoir.

LA SOLIDARITE ETUDIANTE : DE L'INDIGNATION FACE A LA REPRESSION, A LA CONTESTATION DU SYSTEME QUI LA PRODUIT

AlOors, Messieurs de la presse, pour vous l'explication de cette journée en gros c'est :

Une poignée de maoïstes provoquant des désordres à la faculté, le doyen est frappé, une porte est cassée, (15 000 000 anciens de dégâts) la répression s'abat (c'est normal) mais, mal dosée, elle provoque la traditionnelle solidarité étudiante, celle qui sert à tout et à n'importe quoi. Les libéraux ajoutent qu'il existe cependant un certain malaise, les élections le montrent.

A propos de solidarité étudiante, on peut vous dire :

1) d'envoyer 600 flics d'une façon sauvage sur un campus où sont rassemblée 1 500 étudiants ;

2) de faire charger pendant trois heures ;

3) de ne pas chercher à savoir s'ily a :

a) des débouchés
b) une reprise en main de la fac
c) un pourrissement des enseignements
d) une main mise mandarinale de droite sur ces enseignements
e) un pourrissement de l'idéologie
f) un ennui du milieu étduaint
g) une participation qui devient la plus belle potiche inutile et laide ayant jamais existé ;

et ensuite :

a) une contestation vigoureuse qui touche du doigt les problèmes en enfonçant bien ;
b) une tradition de lutte
c) une volonté de comprendre ce qui se passe à l'extérieur avec des intiatives pour briser le ghetto universitaire, (C.A. de quartiers, Secours Rouge, etc,) ;

et ensuite :

a) un extérieur pas très beau : 14 000 chômeurs dans le Calvados, des licenciements, des lock-out, des cadences augmentées.
b) des luttes ouvrières dures, sauvages faites par les jeunes (Saviem, S.M.N., Jaeger, Ferodo) ;

et enfin :

— une machination pour corser le tout (qui met en cause tout le rouage du système ; du préfet au recteur, en passant par le commissaire et le doyen) qui a pour but d'écraser les trublions, (qui était si évidente que les gosses de la crèche en parlent encore).

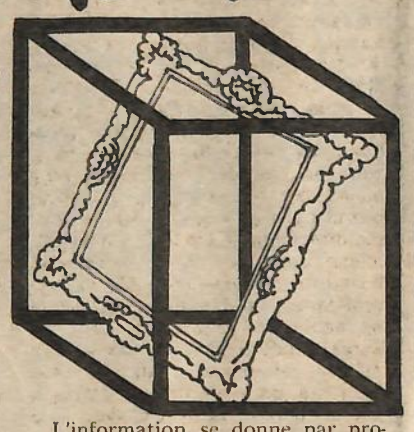
ET ENSUITE ETONNEZ-VOUS QUE LES PAVES VOLENT ET QUE LE MOUVEMENT SE RADICALISE.

LES EVENEMENTS APRES LE 3 DEC.

Dès le vendredi 4, la grève générale est déclenchée à la fac de Lettres, en Sciences et en Sciences-Eco de nombreux étudiants la rejoignent. Une assemblée générale dans un amphi bondé (plus de 1 500 personnes) donne le ton : la lutte sera dure jusqu'au retrait des plaintes portées par le doyen, en vertu de la loi anti-casseurs et frappant arbitrairement quatre étudiants parce qu'ils étaient connus, une commission sera constituée pour traduire devant l'A.G. les profs réactionnaires qui ont directement monté la machination, leur exclusion est prononcée, celle du doyen aussi.

Le mouvement se donne sa propre légalité face à la légalité de l'ordre établi.

L'information permanente vers les lycéens, mais surtout la population, est décidée et prise en main.



L'information se donne par propre information face à l'information de l'ordre établi.

Une manifestation est décidée pour l'après-midi, elle sera offensive (« nous descendrons dans la rue, coûte que coûte ») elle se placera en position d'auto-défense face aux flics (« nous n'écarterons surtout pas la violence, nous sommes prêts à nous battre si on nous attaque, mais nous n'attaquerons pas les premiers »).

Deux mille étudiants descendent. Les mots d'ordre restent encore au niveau de l'indignation face à la répression (« a bas l'Etat policier, etc... ») mais la manifestation affirme la présence du mouvement étudiant dans la rue et sa volonté de combat. C'est déjà ça !

La semaine suivante, le climat se durcira. Tous les jours des assemblées générales se réuniront pour mettre au point les modalités de la grève, la démocratie directe s'instaure vaille que vaille, l'encerclement policier aussi.

Caen va devenir une ville quadrillée, les barrages policiers bloqueront les principales artères chaque soir. Tout ce qui a une tête « d'étudiant » risque l'embarquement. On cherche les « meneurs ».

Face à cela, la remise en cause de tout le système devient la cible du mouvement. La contestation est à l'ordre du jour. Le réformisme (S.N.E.-Sup Majo, U.E.C., etc...) ne s'y trompe pas, qui se désolidarise vite de cette grève explosive !

Un comité de grève démocratique, où tout le monde vient, est créé. Il deviendra un centre de débats et d'organisation. Il n'y aura pas de véritable direction à cette grève.

Les idées développées, si elles ne sont pas toutes appliquées, prennent toute leur force au cours de cette semaine : la remise en cause du système se traduit par la création de comité d'action partout qui suivent généralement l'exemple du C.A. Philo :

— briser le discours universitaire, c'est-à-dire le mandarin dans sa fonction, qu'il soit de droite ou de gauche en apparence ;

— contester le savoir tel qu'il est et sa rupture d'avec la réalité ;

— briser le ghetto, c'est-à dire connaître la réalité extérieure et la faire passer à la fac en prenant des inintiatives sur les quartiers (exemple du C.A. de quartier d'Hérouville qui intervient sur les problèmes des conditions de logement, des crèches, etc... et qui le répercute à la fac) ;

— préparer des cours sauvages avec les étudiants dans des lieux sacro-saints du capitalisme qui touchent les étudiants au niveau de l'enseignement et la population au niveau des préoccupations directes (chômage, réadaptation, pré-formation, santé, transports).

Spontanément des initiatives seront prises par des groupes d'étudiants sans appartenance politique privilégiée.

Ainsi la salle ds profs est occupée et transformée en crèche sauvage, parce que

1) le besoin d'une crèche était pressant ;

2) la moquette et la cuisine de la salle des profs étaient adéquates.

Cette crèche se donne un statut et impose une situation de fait à l'administration (« si l'administration fait chier nos gosses, nos gosses iront chier dans l'administration »).

En sensibilisant les étudiants sur les problèmes de l'enfance et en proclamant la volonté d'être ouverte aux travailleurs, enfin en ayant une valeur d'exemple, cette crèche est un acquis du mouvement (réouverture en janvier, il faudra la tenir et la soutenir face aux réactionnaires).

Ainsi, une agitation culturelle est déclenchée par une commission qui impulse :

— la tenue de meetings d'information (« liberté d'expression dans la Fac à ceux à qui on la refuse ailleurs ») sur la Palestine, sur la lutte aux Etats-Unis, sur les Basques, sur la répression dans les colonies portugaises ;

— l'instauration d'une autre ambiance que celle qui prévaut généralement dans une faculté : concert de Free Jazz, musique dispensée à longueur de journée dans les couloirs.

Les plaintes n'étant pas retirées, le mouvement se durcissant l'affrontement avec le pouvoir se posait à nouveau.

Celui-ci ayant reculé à la Fac et laissant s'instaurer l'occupation, les drapeaux rouges, la crèche, c'est dans la rue que les étudiants redescendront. Dans la rue, d'autant plus que depuis le début, le problème de la liaison avec les travailleurs se pose. En effet, la situation économique et sociale étant explosive dans le coin, le chômage intense, et les jeunes nombreux la concentration des flics, leur parade permanente à deux mois des municipales apparaissaient comme une réelle mesure d'intimidation contre les travailleurs. Il s'agissait de reprendre la rue *avec eux !*

Une manifestation est organisée le jeudi, la C.G.T., le P.C., le S.N.E.-S.U.P., le S.G.E.N., le S.N.E.S. crient à la provocation gauchiste.

La C.F.D.T. soutient mais n'y appelle pas. C'est en fait *au seul appel du mouvement étudiant* que la manifestation se fait. Près de 3 000 étudiants descendent dans la rue sur leur propre mot d'ordre. De nombreux lycéens et plusieurs centaines de travailleurs (sic « le Monde ») les rejoignent. 4 000 personnes effraient les bourgeois caennais en chantant l'« Internationale » et en cherchant à marcher sur le Palais de Justice et la Chambre de Commerce. Pendant 1 heure et quart, le cortège évitera les cordons de gardes mobiles et de C.R.S., l'affrontement n'aura pas lieu, les flics ne le cherchant pas (4 000 personnes c'est beaucoup), ils bloqueront les abords des lieux visés ; le mouvement l'évite finalement (la zengakuren à Caen c'est pas encore ça !)

Cette manifestation marque la progression dans la prise de conscience et le durcissement du mouvement. Le jour suivant, deux lycées se mettent en grève, sciences et sciences économiques votent en A.G. à majorité la grève, Droit suit, mais la grève y est minoritaire.

L'ampleur du mouvement si près des vacances pose le problème de sa tenue ; si dans la tête de tous, il y a beaucoup d'idées, si des embryons d'organisation sont formés, globalement cela va commencer à s'effilocher.

Bien que profondément démocratique, antigroupusculaire, contestataire et antirévisionniste, le mouvement ne sera pas capable de se donner une direction et des tâches précises hors de la Fac. Le ghetto universitaire n'est pas un vain mot. Il ne suffit pas d'une manifestation, de l'« Internationale » et de drapeaux rouges pour se lier aux travailleurs. Ainsi après cette grève très « chouette » et ce sentiment que rien ne sera jamais plus comme avant à Caen, nous n'avons pas su nous mobiliser lorsque à Ferodo la séquestration a montré les ressources du mouvement ouvrier local. Il est vrai que tout le monde était fatigué et qu'il y avait eu le vendredi une manifestation pour les Basques qui avait « de la gueule » (2 000 personnes alors que celle du P.C. en rassemble 300), malgré la queue de grève, mais c'était quand même la fin.

ALORS QUOI ?

Alors, ce qui s'est passé est quand même largement positif. Il y a un énorme pas en avant, du « gauchisme » plein la tête des gens, des idées plein les couloirs de la faculté. Comme on l'a déjà dit rien ne sera jamais plus comme avant !

D'autant plus qu'il existe une force révolutionnaire pas organisée mais rompant effectivement avec le gauchisme légal (la Ligue). Et surtout à l'extérieur il y a Ferodo, il y a Jaeger (syndicat C.G.T. révolutionnaire, barrage de route le 4 décembre pour protester contre les conditions de déplacement faites aux travailleurs).

Il y a la S.A.V.I.E.M. (rappelez-vous janvier 1968).

Il y a la S.M.I.N. (affaire Robert et Masseron).

Il y a les petits paysans de la Manche et du Calvalos (occupation de fermes).

Alors c'est à nous de nous démerder, c'est à nous de faire fructifier ce mouvement de décembre,

VOUS ENTENDREZ A NOUVEAU PARLER DE CAEN !

CONDÉ-S-NOIREAU L'ENCADREMENT DES CADRES !

La grève des ouvriers de Ferodo a déjà fait couler beaucoun d'encre ; 4 cadres séquestrés pendant 33 heures contre le licenciement d'un ouvrier, M. MASSONNE, manœuvres grossières de la direction, faiblesse d'initiatives des syndicats de la boîte, liquidation patiente mais résolue de l'U.D.-C.G.T., tout cela commence à être bien connu.

Ce qui est, par contre, étonnant est l'importance que la presse bourgeoise a accordé à cette lutte : « une séquestration ! quelle Horreur ! ». En faait, ce n'est pas si étonnant que cela, la bourgeoisie est simplement consciente : Ferodo ce n'est pas « la grève exemplaire et victorieuse » des ouvriers de Condé, c'est plus et moins que cela. C'est plus parce que la grève révèle une lutte qui pourrait arriver n'importe où, qu'elle montre ce que des tas d'ouvriers font ou peuvent faire aujourd'hui ; les gars de Ferodo ne sont pas des phénomènes : principalement des jeunes issus de la campagne qui n'ont que l'usine où aller, qui se battent régulièrement dans les bals du samedi soir, unis comme toutes les bandes de copains ; résolus, ils n'ont pas grand-chose à perdre. Les flics, ils connaissent comme ils connaissent les fins de mois difficiles.

La violence bon-enfant de la France sauvage y est contenue tout entière nœuvres des bureaucrates parce qu'ils manquent de perspectives et ils sont aussi à la merci des maoïstes ; on séquestre les cadres on les insulte, on parle de les pendre et on leur apporte de l'aspirine quand ils le demandent.

Quand on discute avec les gars de Ferodo on a l'impression de parler à des communards : le même qui nous dit : « Les chefs, les cadres, y'en a marre, ils ne foutent rien, toute la journée derrière nous, c'est nous qui faisons tout le travail ; le patron se fout de la loi, il s'est complètement moqué de nous en nous faisant croire qu'il n'y aurait pas de sanction, il a même signé devant l'inspecteur du travail et après il licencie onze gars ! », répète un quart d'heure plus tard les insanités que fait courir l'U.D.-C.G.T. pour faire pourrir la lutte : « Le patron prolonge la lutte pour écouler son stock avant la fin de l'année il a fait exprès de sanctionner les copains, c'est une manœuvre de la direction, on ne veut pas de politique. » Et évidemment ajoute : « il y aura toujours des patrons et les cadres ont été à l'école, ils s'y connaissent. »

TOUT CHEZ FERODO

Nous, — deux camarades de « Tout » — on est arrivé le samedi 19 à 14 h à Condé : 600 ouvriers occupaient l'usine, des groupes discutaient à la porte, quelques femmes d'ouvriers étaient là soutenant leurs maris.

Quelques jeunes discutent avec nous : « S'ils ne reprennent pas Massone, les quatre vont passer à Noël et le Jour de l'An à l'usine ». « Et si les flics veulent se pointer, on les attend, on a ce qu'il faut ».

Ils nous invitent à entrer dans l'usine : l'atmosphère est décontractée, de petits groupes se promènent dans les ateliers, on fait des mimiques aux quatre cravatés derrière la vitre qui lisent dignement leur canard.

Brusquement, un groupe nous rattrape. « Qui êtes-vous, vos cartes de presse, ah vous êtes des étudiants, attention les gars ce sont des gauchistes, ils viennent foutre la merde ».

On est entraîné dans un bureau éloigné. Nous, on veut connaître l'histoire de la lutte etc. Le délégué C.F.D.T. commence à nous expliquer tout ça, pendant que celui de la C.G.T. ayant repéré le nom de Sartre sur « Tout », se précipite dehors affolé et se met en demeure d'organiser un petit commando d'une vingtaine de personnes pour nous vider. Le camarade de la C.F.D.T. nous protège, mais bien sûr il ne veut pas risquer une cassure du mouvement pour nous.

On sort, mais une fois devant l'usine, on va pouvoir relancer le débat ; plusieurs dizaines d'ouvriers — et les pontes C.G.T. — ressortent :

« — Cet acte de solidarité ouvrière, se mettre en grève illimitée pour un copain, il est assez exemplaire, vous ne voulez pas qu'on en parle, qu'on le popularise ?

— Attention, ce n'est pas de la politique, ça, n'y mettez pas votre salade. »

Les jeunes, très combatifs, ont fait un acte illégal, violent, rompant avec les conventions de lutte imposées depuis longtemps. Pourtant ils n'en ont pas conscience : les gauchistes, les étudiants, ils ne les aiment pas, ils cassent tout, ils veulent mettre le bordel partout. Leur engagement aux côtés du peuple, après mai 68 ? « Tu parles, ça dure deux ans, et après ils reprendront les affaires de papa et ils seront du côté de ceux qui sont séquestrés aujourd'hui ».

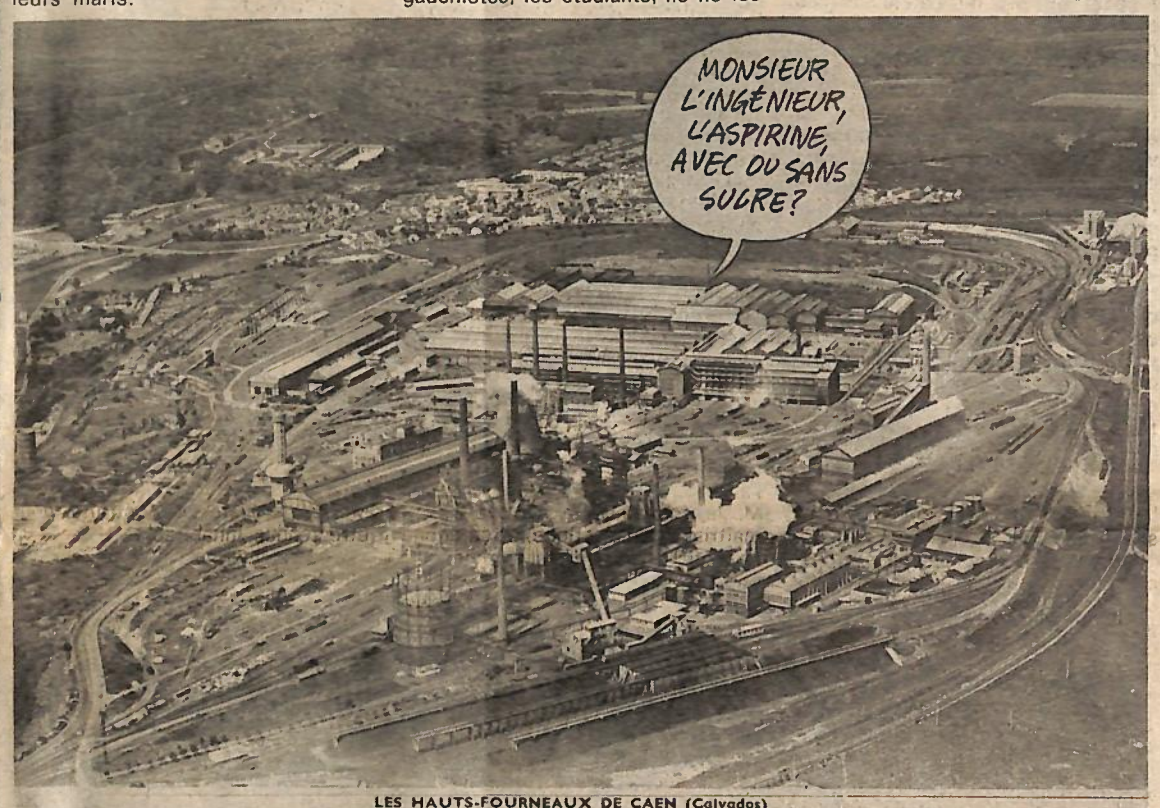
Impossible de leur faire démordre de ces idées.

« D'ailleurs Mai, qu'est-ce que ça nous a apporté, on est plus dans la merde maintenant qu'avant ».

Evidemment, ceux de la C.G.T. y vont de leur couplet particulier : le torchon de Jean-Paul Sartre, les provocateurs, etc., mais le point de vue étroit, étudiants-ouvriers, chacun chez soi, pas de politique ici surtout, le pessimisme désespéré après « l'échec » de mai, ça ne changera jamais fondamentalement, c'est le fait de presque tous, jeunes y compris. Et pourtant, la lutte engagée est si généreuse : ils n'ont même pas profité de la grève pour poser quelques revendications, bien que les cadences, la hiérarchie sont très dures dans l'usine.

Nous, on s'aperçoit que nos idées sur la France Sauvage et la « juste lutte des ouvriers de Condé-sur-Noireau », c'est pas ça du tout. Les ouvriers de Ferodo ont trouvé parmi eux les forces de déclencher la lutte, l'organiser, etc. La France Sauvage, c'est très chouette mais ce n'est pas la France Révolutionnaire.

LA FRANCE SAUVAGE C'EST TRÈS CHOUETTE .....

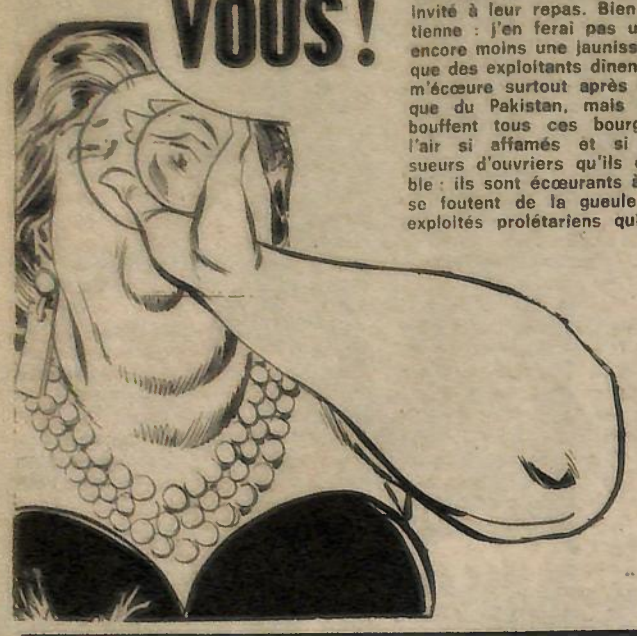


LES HAUTS-FOURNEAUX DE CAEN (Calvados)

MAIS ÇA N'EST PAS LA FRANCE RÉVOLUTIONNAIRE !

DE PASSAGE A CONDÉ, M. SEGUY A DÉCLARÉ A LA TELE QU'IL DESAPPROUVAIT LES SEQUESTRATIONS DE CADRES, NON SEULEMENT A CAUSE DES METHODES MAIS AUSSI PARCE QUE « LE COMBAT DES CADRES REJOINT CELUI DE TOUS LES TRAVAILLEURS CONTRE LE PATRONAT » — A OPPOSER A LA TACTIQUE C.G.T. (DE BASE) ANTI-GAUCHISTE. « VOUS ETES TOUS DES FUTURS CADRES DONC DE FUTURS EXPLOITEURS, ETC... » FAUDRAIT SAVOIR !

EMPIFREZ-VOUS !



LETTRE D'UN JEUNE CAMARADE

Ce soir encore, ma mère a invité des amis à venir dîner à la maison ; ça sera un dîner de bourgeois, moi qui suis leur fils et j'en suis fier nominativement, je ne suis pas digne d'être invité à leur repas. Bien, qu'à cela ne tienne : j'en ferai pas une maladie et encore moins une jaunisse. Mais savoir que des exploitants dînent chez moi, ça m'écœure surtout après le coup tragique du Pakistan, mais surtout qu'ils bouffent tous ces bourgeois, ils ont l'air si affamés et si assoiffés de sueurs d'ouvriers qu'ils en rient à table : ils sont écœurants à entendre, ils se foutent de la gueule des pauvres exploités prolétariens qui souffrent et qui ne peuvent même pas se mettre sous la dent le quart de ce que bouffent mes vieux.

« Le ventre plein, nous pourrons discuter ». Ces rires, ces blagues âpres à propos d'une blague de boulot sur l'exploitation d'un ouvrier dans l'usine d'un de nos invités.

Ma mère est venue dans ma chambre, pour mettre son fils en valeur devant la société pourrie et bourgeoise, en venant voir ce que je faisais : « range, range tout ça ! vite !... pour que les invités voient que j'ai un garçon normal et studieux » et surtout pour que les invités voient bien que travaille le fils de la maîtresse de maison.

« Il a du boulot » dit ma mère et elle ajoute simplement : « Il ne sera pas des nôtres à table ».

Quelle hypocrisie, en être rendu là pour se vanter, c'est dé-gueu-lasse, comment voulez-vous que le peuple ne se révolte pas devant ça. L'exploité qui mange un peu des restes et même les os des invités et après eux comme des chiens. Les exploitants qui s'en foutent plein le ventre pour pas un rond et qui s'amusent.

Enfin dans un sens je suis content de ne pas y être invité, car ainsi je ne remarquerai pas leurs sales gueules d'exploitants mais soyez-en certains j'attends avec impatience, et comme vous le matin du grand soir pour leur foutre plein la vue et plein le ventre et pour pas un sou.

69 RUE MADEMOISELLE
LA MAISON DU PEUPLE DÉTRUITE

CE QU'ETAIT LE 69 :

Depuis mai 70 un groupe luttait au côté des travailleurs immigrés contre les expulsions prévues par les « rénovateurs » pour faire du XVe un arrondissement de « luxe ». A côté du 69, où habitaient des travailleurs immigrés que nous connaissions bien, il y avait un café désaffecté. Très naturellement nous avons décidé de le transformer, d'en faire une Maison du Peuple : un endroit où les gens du quartier peuvent venir pour s'amuser sans consommer, parler librement, discuter pour lutter ensemble contre cette vie de chien qu'on nous impose ; un endroit comme il n'en n'existe presque plus en France.

Au 69 nous avions organisé quelques fêtes où venaient une bonne centaine de jeunes Français et de travailleurs immigrés. Les gens du quartier avoisinnant le 69 connaissait bien la Maison et ce qu'on faisait.

Autant de choses que les rénovateurs de la SEMEA - XU, qui ne pensent que profits et ensembles luxueux et sinistres, ne pouvaient *supporter*.

Autant de choses que les empêcheurs de tourner en rond (vieux cons avec un flic plein la tête, jeunes cadres qui montent, etc.), ne pouvaient supporter.

LES « RENOVATEURS » ET LEURS ACOLYTES : MINABLES ET DANGEREUX :

Alors ils ont fait la seule chose dont ils sont capables. Vendredi 18 décembre les ouvriers d'une entreprise de démolition sont venus, encadrés par : 1 grand car de flics plus 1 land-rover plus 1 car de « Police-Secours » plus plusieurs voitures de flics plus 1 floppée de flics en civil plus 3 grands cars de gardes mobiles à 100 mètres de là plus 1 brochette de commissaires. C'est comme on vous le dit. Arrestatation des quelques contestataires dans la rue. Les flics sont restés jusqu'à ce que la destruction soit suffisamment avancée. C'est ce qu'on appelle prendre énergiquement ses responsabilités dans la rénovation.

Ce n'est pas tout. Ils ont juste détruit les 100 m2 de la Maison du Peuple. C'est ce qu'on appelle une rénovation par petits îlôts.

Ce n'est pas tout. Pendant la destruction un ouvrier était obligé de repeindre sur nos inscriptions. C'est ce qu'on appelle de la rénovation faite proprement.

Ce n'est pas tout. Pendant la destruction l'U.J.P. (vous avez gagné) diffusait un tract digne des capacités intellectuelles des « rénovateurs ». Voyons de plus près « la construction des logements sociaux prévus... ».

Exact. Il est prévu moins de logements « sociaux » que de gens « sociaux » qui survivent actuellement dans le quartier. « il est nécessaire de démolir... après que les occupants aient été relogés ». Juste. Mais inappliqué jusqu'à maintenant. « Un certain nombre d'entre eux ont accepté les propositions... et ont quitté les lieux. » Exact. Vous savez, ces propositions qu'on reçoit une fois par semaine, les avis d'expulsions. « Des individus non identifiés, se réclamant publiquement d'un mouvement politique gauchiste... ». Là il est probable qu'on ait fait appel à la plume de M. le Commissaire. C'est dommage parce que M. le Commissaire n'arrive pas à *maitriser la dialectique, et ça donne* ce petit défaut : nous sommes publics et non identifiés. A moins qu' « identifié » cache une nation... policière « troublent la tranquilité du voisinage et le repos des travailleurs nord-africains... ». L'enquête faite sur le voisinage provoque chez nous quelque inquiétude sur la valeur des plans de rénovation : le voisinage du 69 est une station service au 65, un immeuble désaffecté au 71 et un entrepôt en face. Nous devons avouer que les jours de fête le repos des camarades nord-africains était troublé. Il y avait notamment un vieux qui ne s'arrêtait pas de danser et qui donc n'arrivait pas à se reposer.

Nous comprenons donc parfaitement à la lecture de ce tract « qu'il a été décidé de mettre fin à cette situation, en démolissant le bâtiment occupé sans aucun droit et utilisé à des fins politiques ».

Mais il faut remarquer que ce n'est plus une envie subite de rénover qui prend nos « rénovateurs », c'est une véritable précipitation qui les poussent au crime. Car la destruction du 69 a été mené si rapidement que l'entreprise de démolition n'a pris aucune mesure de sécurité. L'ouvrier portugais Lopez Santos Manuel est tombé. Il est mort quelques heures après. Il avait 29 ans et était père de 3 enfants.

Il est certain que la vie de Lopez ne pesait pas lourd face à la peur et la rage des « rénovateurs » et de leurs acolytes.

LA BOURGEOISIE FAIT DANS L'INHABITABLE :

Ce crime est à l'image de l'oppression quotidienne qu'elle nous fait subir pour s'en foutre plein les poches.

Voilà son joli travail dans le quartier :

— Au 71 un immeuble en bon état a été muré, les fenêtres ont été enlevées et les plafonds troués pour être rendu inhabitable en vue de la rénovation.

— Des foyers dégueulasses où s'entassent les travailleurs immigrés au profit de tenanciers crapuleux. Sachez que leur crapulerie va jusqu'à fermer la porte de l'hôtel pour que les travailleurs passent par le café du tenancier pour y consommer.

— Le 69 n'a pas été rasé pour commencer des travaux. Non. La Maison a juste été détruite pour *être rendue inhabitable.*

— Des ouvriers meurent sur les chantiers de « prestige » où l'on prépare des ensembles sinistres pour riches. Au Parnassium, 3 ouvriers ont déjà été tués.

LES MAISONS DU PEUPLE : ÇA PEUT POUSSER COMME DES CHAMPIGNONS.

Le 69 a été détruit, c'est dommage.

On peut difficilement lutter contre la destruction des Villeneuve et des 69. Mais le temps qu'elles existent, elles sont des endroits de liberté et c'est une bonne chose. Et en les détruisant avec rage, la bourgeoisie ne fait que se démasquer un peu plus, elle ne fait que se rendre un peu plus insupportable. Insupportable à tel point qu'il devient naturel de se dire qu'il va bien falloir un de ces quatre se secouer très fort pour se débarasser de ces parasites, de ces minables qui détruisent sans sourciller des vies bien plus belles que les leurs, au nom du fric et de son ordre.

Pour faire une Maison du Peuple, il suffit de s'y mettre. Dans le XVe nous ne faisions que commencer ; nous allons continuer, nous mettre d'accord avec les gens sur ce que nous voulons et comment le faire. Faites comme nous.

G.R. XVe.

QUAND LES LUMPEN BOUGENT...

Ça a commencé un matin où l'on venait de toucher nos décomptes de loyers au Relais Ozanam. Le Relais c'est une maison à caractère social et familial, pleine de marginaux, de détenus en semi-liberté, de chômeurs, de travailleurs immigrés de la misère à pleines brassées. On entendait ce matin-là des mécontentements dans les couloirs. Les notes étaient salées et sur une paye de huit cents francs, quand on enlève à peu près trois cents francs, reste pas grand'chose pour manger ; pas la peine d'essayer de penser à s'habiller ni à faire le Noël des gosses. Du coup les hébergés à tarif de luxe sortaient de leurs cellules pour se montrer les factures. On sentait que ça allait bouger.

Je leur ai dit peu de choses en somme : qu'il fallait s'unir, défendre nos droits, faire un Comité, et c'est parti.

Maintenant le premier souffle de vie a un mois. Avant, les couloirs étaient vides, les murs presque blancs, à part quelques traces de doigts ; la salle commune ne servait à rien et surtout pas à la communauté ; dans le bureau du directeur ça dirigeait ferme ; la femme du directeur jouait les femmes de directeur plus grand que nature ; et nous, on la fermait. Il allait falloir subir à perte de vie les violations de domiciles permanentes, voir se pointer un bonhomme quand on en attend pas, même quand c'est un ouvrier, on s'y habitue difficilement. On ne s'y habituait même pas du tout. Seulement, quand on se sent coupable de son prolétariat, on écrase. Et quand on ne peut pas payer son loyer, on écrase encore plus, et on se fait oublier, et on s'aplatit, on rase les murs, on voudrait se volatiliser. On en oublie qu'on est dans une maison à caractère social, œuvre charitable, transit entre la misère et la zone ; qu'on n'a plus rien à espérer de ceux qui ont fait mine de vous tendre la main, une main huileuse qui vous a laissé choir sitôt bouclés dans vos cellules, et sitôt payée la caution ; une main qui tous les mois se fait piège pour vous réclamer deux cents à quatre cents francs pour une ou deux pièces maximum, où on s'entasse parfois à 6.

Voilà où on en était ce matin-là. C'était un matin où une goutte avait fait déborder le récipient. La Direction s'était avisée de réduire certains loyers, d'en augmenter beaucoup d'autres, comme ça à l'arbitraire ; de menaces d'expulsion à trois reprises avec hurlements à l'appui, une grand-mère, sa fille et le petit-fils, à cause d'un mois de loyer à la traîne. Une grosse goutte en quelque sorte.

Sûre de l'impunité qu'elle était, la Direction — sûre de l'apathie et de la résignation de ses sons — prolétaires de locataires qu'elle était. Sûre que l'Association OZANAN, charité en étendard, ne pouvait faire que le bien, le beau, le juste, de toute façon même quand elle brimait, expulsait, matraquait à coups de gros loyers, quand elle fermait à clef la télé commune ; fermait les issues de secours, monopolisait le téléphone, signant notre courrier recommandé, terrorisait les gosses, elle était la sacro-sainte et immaculée Association OZANAN.

Tu avais vécu tes plus belles heures ce matin-là. OZANAM. A nous la fraude désormais. C'est pas sans mal qu'il a vu le jour le Comité. C'est dur l'enfantement, et il est encore bien vacillant, bien faiblard, le Comité nouveau-né. Mais il est. C'est déjà ça. On nous a reconnus. On s'est organisé de notre mieux. On est provisoire. Mais on le rendra définitif. On s'engueule, on se divise, on discute, on se reconcilie, on fait du renseignement, de la vigilance, on tient.

La Direction a pris peur. Vite elle s'est ressaisie, organisée aussi. d'accord, cinq ou six têtes dans le même bonnet, irréversiblement directeurs. Et nous, les quelques cent cinquante sous-prolos qu'on est, tout dépenaillés moralement et physiquement, incertains de nos droits, citoyens au rabais, racaille bon teint, on tient bon, on fait des tracts (ils aiment pas ça du tout C'est le « Blok ». Ils sont toujours les Grands), on fait des réunions, des grandes, des petites — on affiche pour informer les camarades locataires — On emmène les quelques trentes gosses d'OZANAM aux séances de cinéma et culture populaire que les Etudiants du village olympique leur offrent tous les jeudis. On va donner des leçons de français aux familles étrangères pour qu'elles puissent bientôt répondre merde aux petits chefs d'usine, aux petits chefs des grands magasins — super — consommables, aux petits chefs d'OZANAM, quand ils les cherchent trop. On essaie de sortir de l'embarras une fille de seize ans, bientôt mère, et qu'un juge bienveillant veut envoyer au Bon Pasteur.

On essaie de se sortir mutuellement de la marge ; seulement au cœur de la page c'est plein de bourgeois. Alors notre petite révolution, on se l'offre ; permanente qu'elle va devenir, et quand la grande, la vraie, l'unique sera là, nous, on sera prêts. On l'attend de pied ferme. En l'attendant, on vit au lieu de survivre. Les services sociaux on en souffre moins. L'alimentation des bons alimentaires nous obstrue moins la gorge quand elle passe. Les assistantes sociales nous assistent moins et les regards de « voyeurs » des services sociaux nous incommodent à peine. Nos couloirs s'animent, nos numéros de matricule ne sont plus anonymes, on y met des visages. On n'a encore rien obtenu de précis dans nos revendications ; de vagues baisses de charges, compensées par de nouvelles charges (location-surprise du matériel ménager) promesses d'un fonds de solidarité déjà retiré avant même de l'avoir obtenu. La Direction ne « jette pas de lest » facilement. Elle l'avait dit. Elle fait mine. Nous font espérer. Elle espère que le délai d'un mois de vie du Comité expiera sans qu'elle ait accordé la moindre chose concrète ; qu'avec le délai expireront le Comité, la fraternité, la solidarité, et tous les locataires par la même occasion.

Nous on espère tout.

On ne veut plus des miettes, ni des rognures, ni de la marge.

PREMIERES REVENDICATIONS LETTRE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RELAIS OZANAM

Messieurs,

Nous avons décidé de nous grouper en Comité et de la direction du Relais porte atteinte constamment.

Notre condition-même d'assistés sociaux pour la grande majorité d'entre nous, nous rend particulièrement vulnérables. C'est donc afin de pallier à cette faiblesse que nous nous sommes unis.

A l'issue de notre première réunion nous avons établi une longue liste des problèmes, réclamations et suggestions que nous avons à vous présenter. Mais nous avons décidé de choisir aujourd'hui les plus urgentes et les plus importantes de ces doléances, souhaitant que vous les compreniez et que vous leur donniez la satisfaction que nous attendons. Nos autres revendications vous seront présentées ultérieurement à l'issue d'une très prochaine réunion.

Nous vous demandons par conséquent :

1) de reconsidérer et d'abaisser les loyers les plus élevés et en particulier ceux qui ont été augmentés le 1er novembre 70 qui dépassent les tarifs H.L.M. tout en laissant à leur prix actuel les loyers les plus bas. De réduire également la location de mobilier qui a été doublée depuis le 1er novembre.

2) d'effectuer toutes les démarches nécessaires auprès de la caisse d'allocation familiale pour que les locataires qui y ont droit puissent bénéficier de l'allocation logement.

3) de suspendre toutes les mesures d'expulsion en cours et en projet et notifiées aux intéressées par votre gérant. Et de plus en cette période de Noël qui est particulièrement dramatique pour les plus deshérités d'entre nous, et que l'association Ozanam se doit d'honorer tout spécialement, de faire une remise totale des loyers impayés jusqu'au 1er novembre 1970.

4) de cesser les actes de violation de domiciles répétés qui sont ressentis péniblement comme un manque d'égard à la personne humaine dans les cas présents.

5) de permettre aux locataires de recevoir librement les membres de leur famille.

6) de faire toutes les opérations nécessaires pour que le Relais Ozanam bénéficie du régime H.L.M. et non plus de ce règlement arbitraire de maison sociale mutilant du fait de ses interdits arbiraires et aberrants.

En définitive nous demandons au Conseil d'administration de donner au Relais Ozanam un visage humain et non pas cet aspect de ghetto qu'il prend actuellement.

Dans l'attente d'une prompte réponse qui nous donne satisfaction sur tous ces points d'un intérêt majeur pour nous.

Le Comité des Locataires
du Relais Ozanam

PROTESTATION D'UN LOCATAIRE : EN FACE, IL Y A LA DIRECTION.

Il est inadmissible de connaître à notre époque, des personnes qui se permettent de voler notre liberté et nos opinions. Je m'explique : Ma épouse, à la suite de douleurs assez pernicieuses dans le bas-ventre, à été cataloguée de « FOLLE » par la Direction du Relais OZANAM. A l'hôpital de la Tronche, auscultée minutieusement par le médecin-chef de la gynécologie, il s'est avéré nécessaire que mon épouse devait subir une opération d'urgence, qui n'avait rien à voir dans le domaine mental. Le chirurgien CAUMARTIN m'a affirmé que ma femme, moralement parlant, n'avait absolument rien, mais, vu le mal dont elle souffrait, il était normal que son système nerveux subisse un choc. Je déplore l'intervention de monsieur le Directeur, qui agit par intérêt.

L'affaire est en justice grâce au service médical de la Tronche, mais j'espère que cet enfer se terminera et que tous les locataires du Relais OZANAM trouveront enfin la « PAIX » qu'ils désirent depuis longtemps.

Ils disent ce qu'ils pensent

Je me nomme Evelyne, j'ai 16 ans. Ayant eu de graves prolèmes aussi bien financier que moral, l'on m'a placée au Relais Ozanain pour m'aider à remonter ma situation, mais je peux dire que sur tous les points, depuis que je me trouvais ici, la vie était encore plus dure. Fort heureusement, nous avons réussi à former un groupe de soutien. Nous avons eu de bonnes satisfactions mais nous devons continuer jusqu'à ce que nous ayons une vie familiale et sociale, et non isolée car de pauvres gens sont désarmés financièrement et moralement. Alors que faire ? Continuer, continuer jusqu'à ce que nous obtenions satisfaction.

Et nous continuerons.

Mon rêve aurait été de réussir le métier d'infirmière mais étant vraiment démunie d'argent, appartenant à une pauvre famille, je dois me contenter de faire des cours de paysagiste et de sténodactylo, mais je garde un profond espoir de réussir grâce au sentiment que j'ai maintenant de n'être plus seule et que, uni, le peuple est fort.

DECHAINEES

Parler dans TOUT du Mouvement de Libération des Femmes, ça fait longtemps qu'on doit le faire... et qu'on ne le fait pas. D'abord, la question se pose de savoir qui doit faire cet article : chacune d'entre nous fait partie du « mouvement », mais ne peut prétendre le représenter. Nous, les deux qui faisons cet article, nous représentons nous-mêmes et notre expérience personnelle. Voilà. Même si d'autres sont d'accord avec nous sur des tas de points.

Et puis dans **TOUT**, on ne sait pas très bien à qui on s'adresse. Qui sont les lectrices de **TOUT** (qui, tiens-comme-c'est-curieux, ne s'expriment pas souvent dans le courier des lecteurs :

— elles n'ont rien à dire ?
— Elles ne se sentent pas concernées par **TOUT** ?
— Elles souffrent du retard millénaire des femmes face à l'écriture (à la parole, à l'analyse) ?
— Et... si elles ne lisaient pas **TOUT** ?)

Il y a des intellectuelles qui lisent **TOUT**. Il y a sûrement des ouvriers qui lisent TOUT, mais sûrement peu d'ouvrières. Combien de vendeuses, d'employées, d'ouvrières, ne lisent même pas France-Soir. « La politique ? Demandez à mon mari ! ». (On ne s'en réjouit pas mais c'est comme ça). Dans un Prisunic où la C.G.T faisait un débrayage de cinq minutes pour le procès de Burgos, qui faisait tous les jours la première page de tous les journaux (et de la télé), des vendeuses sont venues demander : « Burgos, qu'est-ce que c'est ? C'est le procès de qui ? » Nous, quand nous parlons avec d'autres femmes, nous parlons de ce que nous avons en commun, nous ne partons plus avec notre sac de politique à écouler. Nous partons de **nous**, de **notre** révolte et de **notre** oppression à **nous** et pas à quelqu'un d'autre qu'on ne connaît pas, le prolétariat, les masses, et j'en passe. Comme disait une camarade américaine, pendant des années on nous a appris à généraliser et il faut s'en débarrasser pour retrouver qui nous sommes. Entre femmes, avec les femmes, nous parlons à ***la première personne*** de ce qui fait notre oppression spécifique :

+ avortement, contraception, quand aurons nous le droit et la possibilité d'avoir les enfants que nous voulons, indépendamment des nécessités capitalisto-catho-démographiques de M. Debré ?
+ l'oppression du mari, des autres, qui nous veulent mères (leurs mères) rassurantes, femmes de ménages efficaces et gratuites, éleveuses d'enfants, objets de consommation sexuelle, soumises et serviles.
+ la frigidité, l'ennui, la honte (ou la gêne) d'être une femme quand on marche dans la rue
+ le désespoir d'être une femme quand on ne trouve qu'un emploi sous-payé tellement bête que seules les femmes et les immigrés l'acceptent (ex : manutentionnaires — approvisionneuses dans les grands magasins — ou mettre des boîtes dans des boîtes à la chaîne, etc...) ... parce qu'on n'est pas capables disent-elles (... parce qu'on n'est pas très, très belle).

...Et puis on parle de la jalousie, du viol, de la solidarité, des nouveaux rapports qui sont en train de naître chez nous où les rapports de concurrence propres à notre état de marchandise vont disparaître. Ça ne s'est encore vu dans aucun groupe politique où on fait la révolution en évitant soigneusement de regarder comment dans notre vie on reproduit les valeurs les plus réactionnaires et comment les rapports entre camarades sont les bons vieux rapports de concurrence-individualisme-arrivisme c'est-le-pouvoir et le-statut-que-jeveux... et puis on s'organise de façon autonome par quartiers, par thème de réflexion, par groupe de travail sur les grands magasins ou sur les lycées ou sur les facs, etc... On intervient aux états-généraux de Elle juste à temps, quand les femmes s'aperçoivent qu'on leur a monté un beau spectacle pour finir dans les bras de Chaban-Lecanuet-Marchais avant de les faire rentrer chez elles.

On parle beaucoup, on ne parlait pas avant (il y a des exceptions naturellement). On n'est pas pressées, ça va, merci.

Dans le numéro de PARTISANS figurait un échantillon de textes qui photographiait assez bien l'état du mouvement à un moment donné, les oppositions théoriques et les limites. Dans L'IDIOT LIBERTE, nouvel échantillon. Depuis, les débats continuent, mais pas au point d'avoir aujourd'hui une base théorique élaborée (comme on nous le réclame), une stratégie et une tactique pour le même prix... ce qui intéresserait phénoménalement le lecteur de TOUT (en première *exclusivité naturellement*). Mais il se trouve que notre cheminement politique n'est peut-être pas le même. Pour comprendre qui nous sommes, qui nous pouvons être, nous devons commencer par faire un solide ménage dans notre tête et balayer toute notre éducation de femmes-femelles, notre culture d'une société d'hommes, nos théories politiques balbutiées et apprises de nos chefs, maris ou amants. On en est loin mais INVENTER, TROUVER ENTRE NOUS, FEMMES, DE NOUVEAUX MOYENS D'EXPRESSIONS, PARTIR DE NOS TRIPES A NOUS, ça nous concerne en premier et toutes seules pour l'instant.

Quand je suis arrivée pour la première fois dans une réunion de femmes étant intellectuelle, je ne me sentais pas trop, trop mal dans ma peau au début. J'avais bien des problèmes mais je les trouvais supportables. Et moi, et d'autres, nous nous sommes rendu compte, nous avons compris qu'on joue le rôle que la société que c'était supportable parce que les mecs, veulent nous faire jouer, qu'on est résignée à laisser d'autres penser à notre place, nous juger (— « qu'est-ce que tu veux, mon vieux, je ne peux pas discuter avec une femme moche, je suis comme ça. »), qu'il suffit d'être jolie (quel effort), admirative, aimante, suiviste, attentive à ce qu'ils nous baisent bien (« elle baise bien, c'est-à-dire je suis satisfait de cette nana »)... Alors, ingrates, on ne supporte plus, on décide une fois pour toutes qu'on n'a plus de compte à rendre, que le mouvement des femmes c'est vraiment chouette parce que ça remet en cause tous les rapports sociaux qui font marcher (sur des béquilles) cette société pourrissante. Bref, on ne supporte plus — ou mal — et c'est la crise.

vateurs recueillis principalement DOCUMENT : propos conserchez les (mâles) révolutionnaires. Echantillon restreint d'une population d'avant-garde.

« — Tu n'es plus comme avant, avant tu étais normale. (1) (sanglots).

— Toute cette histoire pour des chaussettes (une assiette), il ne faut pas exagérer.

— Je ne vais pas garder le gosse *quand* j'ai une réunion importante (et moi ?)

— Est-ce que vous vous rendez compte, petites, que vous faites de graves erreurs politiques (un dirigeant).

— J'en ai marre de me faire marcher sur les couilles (le même)

— Prenez vos responsabilités (votre barre de fer) et allez-y (un autre dirigeant)

— Nous sommes coincés, si on envoyait les nanas ? (un gauchiste éperdu)

— « Intéressant, intéressant » dit-il en caressant sa cravate (Krivine)

— Tout ça, c'est des histoires de cul (révolutionnaire, un vrai)

— toutes des mal-baisées (c'est Enfin, nombreuses remarques vrai, mon pote).

à propos du numéro spécial de PARTISAN : « VOUS AVEZ ECRIT TOUT ÇA ? »

Bref, dans le Mouvement, il y a une lutte de classes comme partout, et si les femmes en France ne font pas la Révolution, ça va être dur de la faire entre hommes.

A propos, on oubliait, on veut faire la Révolution, rien d'autre.

V et C.

P.S. « Insuffisant » me dit-on à l'instant. On n'en fait qu'à notre tête. On fait ce que peut. Salut.

PREMIER TABLEAU

Avant, Il me parle, s'intéresse à Moi : « Où veux-tu aller maintenant ? Parle-moi de toi... ».

C'est tendre, attentif, le dialogue amoureux traditionnel ou pas. Je suis tout pour lui, je suis le centre. C'est le départ guerrier vers la conquête. Les minutes se remplissent une à une.

DEUXIEME TABLEAU

Acte sexuel, réussi ou pas. Ce tableau nécessite une thèse de doctorat que nous n'effleurerons pas ici. A suivre...

TROISIEME TABLEAU

... Après les questions d'intérêt personalo-viril (« Tu es contente, tu as aimé ? ») moi, il m'arrive toujours la même chose (1) : Il parle de Lui, de ses envies, de ses angoisses, de politique (« moi je pense que... ») et le « dialogue » (?) c'est fini. A l'étape pré-conquête, j'existais comme individu à convaincre, à posséder. Après l'hallali je ne l'intéresse plus en tant qu'interlocuteur. On pourrait croire que c'est important d'être là, d'écouter, mais il s'en fiche. C'est Lui qui compte, mon vécu, mes idées, mes sentiments, je peux me les garder.

— Tiens, tu as l'air triste, osera-t-il dire !

Oui, je suis triste, j'ai envie de m'en aller, j'ai envie de le foutre dehors, j'ai envie de dormir toute seule, je le méprise, je le hais.

QUATRIEME TABLEAU

Petit déjeuner. Pâles et fatigués, mauvaise mine, nausée. On est pressés parce qu'on est en retard (« ça » a pris toute la nuit, faut ce qu'il faut). On ne se parle pas. On s'en va en s'embrassant froidement.

Est-ce que les mecs que je rencontre sont anormaux ?

RIDEAU.

---

(1) *Il arrive quand même qu'il s'endorme.*

(1) A PROPOS de « Avant tu étais normale » ! Homme, maintenant c'est fini l'opportunisme. Tu disais, avant, Mouvement de Libération des Femmes, formidable, enfin, ça y est on va avoir affaire à des femmes émancipées, quel exotisme. Maintenant, ça y est, tu peux avoir affaire à des femmes qui prennent en main leur émancipation, c'est-à-dire la critique de ce qu'elles sont dans tous les aspects de la vie — tu en fais partie. Tu te sens tellement remis en cause que tu nous accuses « Tu n'es plus normale » alors, homme, tu regrettes maintenant, tu vas être rétrograde ? Toi qui veux faire la Révolution, fais très gaffe à ce type de réflexe spontané de défense, tu deviens ennemi de classe, on te marche sur tes couilles d'oppresseur.

—« Oppresseur, je le suis, veux le rester, je veux que ce soit comme avant ».

Tu refuses la lutte qui te libérera de la nécessité de tels rapports. Un conseil, si tu planques tes bonbons, tu seras vite notre ennemi !

Nous faisons ici un « digest » de l'article de camarades américaines « Bread and Roses » (Du pain et des roses) (1) pour préciser un peu ce que veut dire « **oppression spécifique** » des femmes dans une société de classes :

— parce que si on ne voit **que** la surexploitation économique des femmes (salaires, crèches, travail ménager) on s'engouffre joyeusement dans le réformisme avec ELLE et la C.G.T. : les femmes veulent l'égalité avec les hommes. NON. On veut autre chose : la femme de l'ouvrier aurait pour ambition de statut d'exploité de son mari ?

— parce que si les révolutionnaires, le mouvement révolutionnaire étaient capables de libérer les femmes, ça vaudrait dire que le colonisateur — l'homme et ses privilèges — émancipe les colonisées — les femmes — comme ça, spontanément. Ça ne s'est jamais vu. Qu'on relise les réactions de quelques mecs qui veulent changer le monde qu'on a publiées à la fin de l'article à côté. Les Noirs aux U.S.A. ont bien refusé d'attendre des blancs progressistes qu'ils luttent pour leur égalité à eux, les Noirs, qu'ils deviennent simplement ce que sont les blancs.

Nous, nous organisons dans un **mouvement autonome.** Autonome et non indépendant dans la lutte contre l'impérialisme, le capitalisme et autres sociétés d'injustice et d'exploitation.

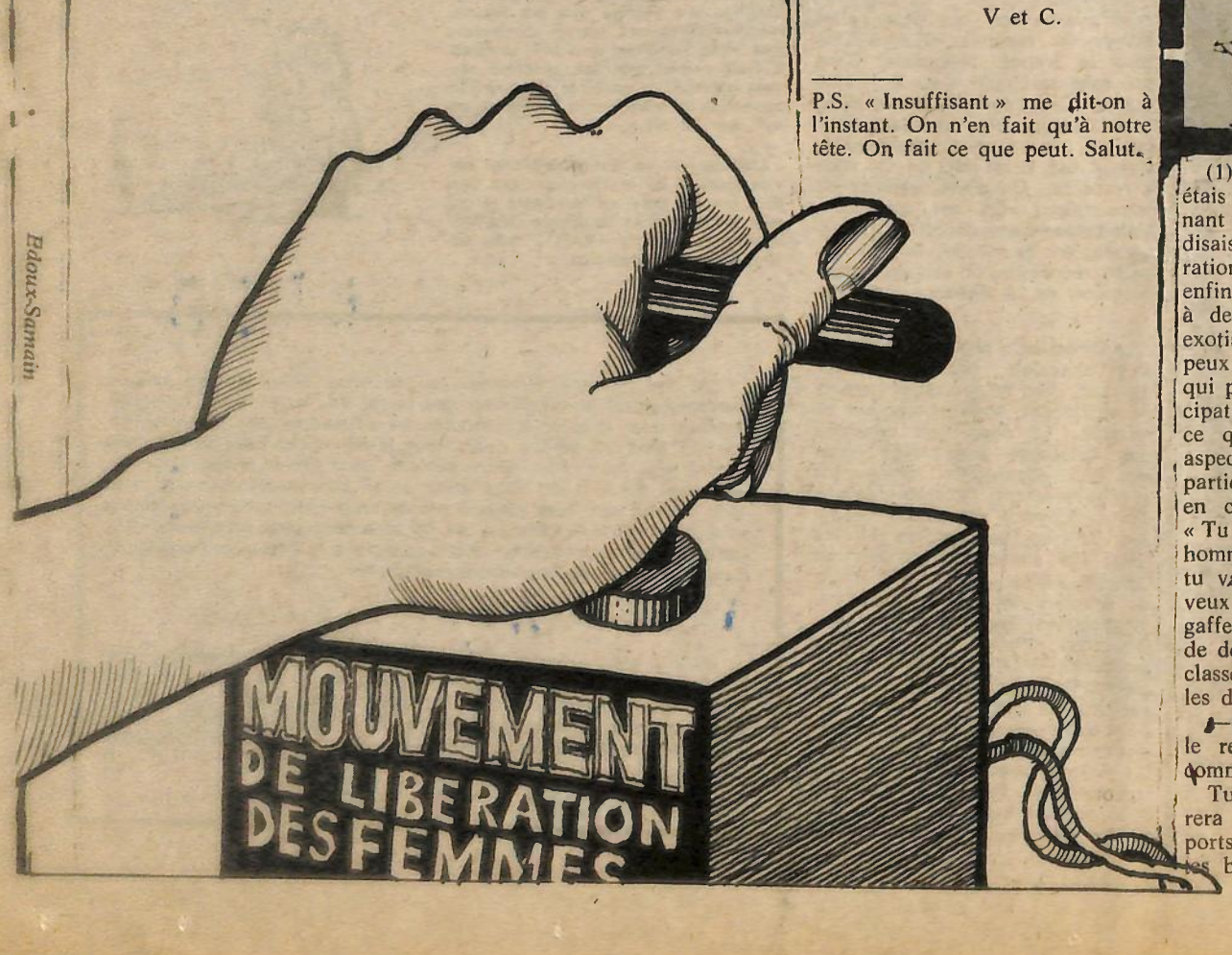
1. - Division entre femmes et hommes dans le travail.

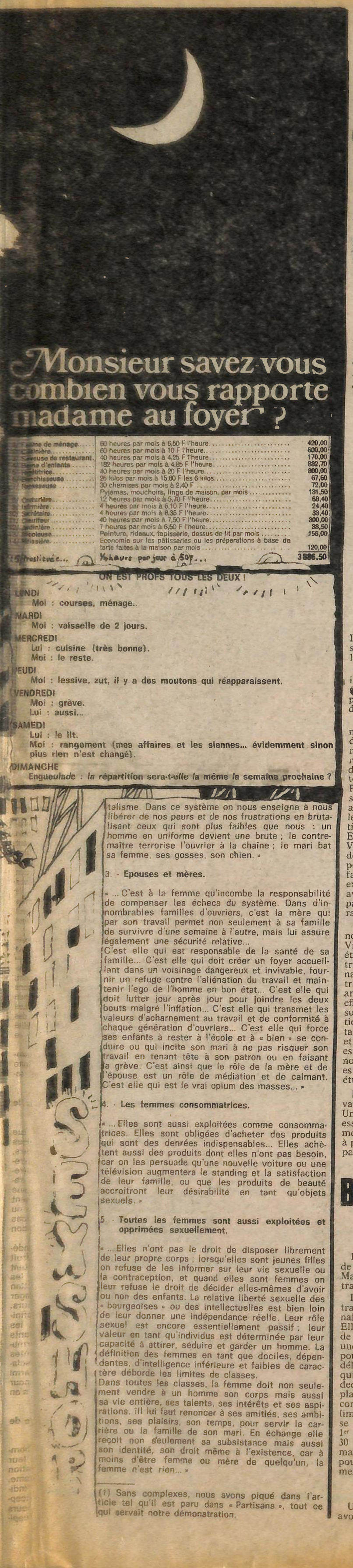
« ... Même lorsqu'elles font le même travail que les hommes, les femmes ne sont pas considérées comme ouvrières au même titre que les ouvriers avec l'obligation et le droit de travailler pour entretenir leur famille ou être indépendante financièrement. On s'attend à ce qu'elles acceptent de travailler pour des salaires inférieurs et sans aucune sécurité de l'emploi. C'est ainsi qu'elles peuvent être utilisées comme main-d'œuvre marginale ou suppléante lorsque pour augmenter les bénéfices les patrons ont besoin d'une main-d'œuvre très bon marché ou quand les hommes font la guerre...

... Les femmes ne sont pas supposées être indépendantes, on ne leur reconnaît donc pas le « droit au travail »... Le rôle joué par les femmes en tant que main-d'œuvre sape les luttes menées par les hommes : le patron peut très bien briser une action menée par les syndicats en menaçant d'engager des femmes ou des Noirs à des salaires inférieurs. En général, on impose aux femmes, qui, par définition sont dociles, sans défense et inférieures, les emplois les plus dégradants et les plus abêtissants — du lavage de parquet au remplissage de formulaires — dans les conditions les plus opprimantes où on les traite comme des enfants ou des esclaves. Cette situation renforce l'idée (même parmi les femmes elles-mêmes) qu'elles sont faites pour ce genre de travail et qu'elles devraient s'en contenter. »

2. - La prolétaire du prolétaire, c'est la soupape de sécurité.

« ... La dictature mesquine que la plupart des hommes exercent sur leur femme et leur famille leur permet de libérer leur colère et leur frustration d'une façon qui ne menace aucunement le système. La place de l'homme dans la famille favorise l'individualisme agressif, l'autoritarisme et une conception hiérarchique des rapports sociaux — valeurs qui sont indispensables à la perpétuation du capi-





VIETNAM

TRAITE DE PEUPLE A PEUPLE

People to people treaty

ENTRE LE PEUPLE REVOLUTIONNAIRE DU VIETNAM ET LE PEUPLE REVOLUTIONNAIRE ET PROGRESSISTE DES U.S.A., UNE NOUVELLE ETAPE DE « MONDIALISATION » DANS LA LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME.

Pour la première fois, les forces vietnamiennes du F.N.L. sur le terrain, les organisations et groupes du peuple révolutionnaire et progressiste des U.S.A., les groupes clandestins de G.I.'s dans l'armée américaine vont coordonner leurs efforts pour faire du 1er mai 71, jour de la signature du traité de paix de peuple à peuple, un jour de mise hors-la-loi du gouvernement assassin de Nixon. Tout ce que la France et les autres pays comptent d'anti-impérialistes se branchera sur ce mouvement. Les procès de Burgos et de Léningrad ont montré la force d'une nouvelle opinion publique internationale, à nous tous de la transformer en action !

1 mai

Nixon, fin de la guerre au Vietnam sinon début de la guerre aux U.S.A. !

Le peuple viêtnamien et le peuple américain signent un traité de paix : le 1er mai 1971 : fin de la guerre.

Une délégation de quinze étudiants américains invités à HANOI par l'Union Nationale des étudiants vietnamiens, vient de s'arrêter à Paris pour rencontrer Madame Binh. Un des membres de la délégation nous a donné cet article.

Les jeunes, les étudiants américains en ont marre des vieilles tactiques de meetings et de défilés, et aussi, ils sont impressionnés par la répression croissante qui s'abat sur les groupes révolutionnaires. Mais ils ont tout sauf abandonné le *mouvement contre la guerre*. En attendant, Nixon met en avant la question des POW (prisonniers de guerre), pour camoufler ses intentions d'escalade. La presse parle sans arrêt de l'infiltration nord-vietnamienne dans le Sud et ne fait aucune publicité sur l'opposition de plus en plus massive à la présence des Etats-Unis, opposition qui existe dans tout le Viêt-nam, même parmi les groupes bourgeois de Saigon et d'autres villes du Sud. Presque personne n'est au courant de la proposition faite en huit points par Madame Binh qui exige le retrait total des forces américaines avant le 30 juin 1971. La presse l'a camouflée parce que c'est manifestement la seule solution raisonnable pour mettre fin à la guerre.

C'est dans cette atmosphèrfe politique que notre délégation a été organisée pour aller au Viêt-nam. Notre but principal en allant à Hanoï était d'exprimer publiquement la solidarité entre les étudiants américains et le peuple vietnamien, et de revenir aux Etats-Unis avec un traité de peuple à peuple entre les étudiants américains et les étudiants vietnamiens. Nos efforts ont été jusqu'à présent couronnés de succès : nous sommes rentrés avec une déclaration commune de paix. Elle exige le retrait total et immédiat de toutes les forces américaines et du soutien des fantoches Thieu/Ky. Elle est signée par l'Union Nationale des étudiants nord-vietnamiens et par notre délégation qui est organisée par l'Association Nationale des étudiants des Etats-Unis.

Mais notre mission ne s'arrête pas là. Le travail le plus important reste à faire aux Etats-Unis où dans les mois qui viennent nous allons essayer de renforcer et de réunifier le mouvement en utilisant le concept de paix de peuple à peuple tel qu'il est incarné dans notre traité de paix avec les vietnamiens.

HANOI, DECEMBRE 70

Bring war home !

RAMENEZ LA GUERRE ICI

Pour l'instant le traité n'est qu'un morceau de papier sans autre valeur que symbolique. Mais arrivés au 1er mai, nous espérons que le traité deviendra une réalité.

Le premier pas vers la mise en pratique du traité sera fait en tenant une conférence nationale des jeunes et des étudiants début février. Elle ratifiera le traité démocratiquement avant de le renvoyer au Viêt-nam où il sera ratifié une dernière fois. D'autres plans y seront faits pour la mise en pratique du traité. D'autres délégations iront au Viêt-nam dans les mois qui suivent : des ouvriers, des femmes, des médecins, des avocats, etc. Jusqu'à présent les plans de mise enp ratique du traité se sont concentrés autour de la date du 1er mai, date limite donnée par le peuple pour que la guerre se termine. Si Nixon n'annonce pas d'ici le 1er mai qu'il va retirer les forces U.S. avant le 30 juin 71, nous organisons des manifestations massives à Washington et dans d'autres villes pour arrêter le fonctionnement du gouvernement (1). Nous avons pour slogan :

« Si Nixon n'arrête pas la guerre,
nous arrêtons le gouvernement. »

Une des choses les plus importantes que nous avons apprises au Viêt-nam, c'est que tout mouvement pour l'indépendance, la liberté, l'autodétermination, même s'il est technologiquement et matériellement faible, peut remporter la victoire s'il est fait d'unité, de détermination, de patience et surtout de courage. Le mouvement américain à l'heure actuelle ne possède aucune de ces qualités, alors nous avons un long chemin à parcourir. Mais le voyage au Viêt-nam nous a convaincus que nous pouvons gagner et que nous allons gagner si nous pouvons seulement nous unifier, devenir forts et courageux.

Durant notre dernière journée au Viêt-nam, nous avons eu le privilège de rencontrer le premier ministre Pham Van Dong. A la fin de notre discussion, il nous a donné quelques conseils paternels sur notre mouvement aux Etats-Unis. Je n'oublierai jamais ses dernières paroles : « Il vous faudra beaucoup de courage, du courage, du courage... et le reste viendra tout seul ».

Partout où nous sommes allés au Viêt-nam, nous avons pu constater la réalité de ces paroles. Nous avons rencontré une jeune paysanne de dix-huit ans qui avait descendu un avion américain toute seule ; nous avons rencontré une jeune femme du Viêt-nam du Sud qui avait passé quatre ans dans les cages à tigres pour avoir essayé d'organiser les étudiants de Saigon contre la présence des Etats-Unis ; nous avons rencontré des chanteurs et des musiciens qui allaient régulièrement sur le front armés de poèmes et de chansons à donner aux combattants ; nous avons rencontré de vieilles femmes qui avaient reconstruit leurs maisons trois ou quatre fois après que leurs villages aient été bombardés et rebombardés ; nous avons rencontré de jeunes ouvriers qui portaient leurs fusils sur l'épaule pendant les dix heures de travail quotidien sur la chaîne... Et tous ceux que nous avons rencontrés avaient le même esprit de sacrifice et de détermination. Mais à tout moment, cet esprit se joignait de manière très émouvante à une joie de vivre débordante. Les vietnamiens chantent partout, au travail, sur le front, dans les abris et dans les prisons. Ce qui leur permet de continuer, c'est l'amour qui les lie et leur amour de la vie.

Nous commençons lentement seulement à comprendre toutes ces choses-là aux Etats-Unis. Si les manifestations du 1er mai doivent avoir la moindre efficacité, il va falloir que les participants se vietnamisent de cett manière. Le 1er mai ne sera pas un autre défilé, un autre meeting ou une autre manifestation pour la paix*. Ceci n'est qu'une des nombreuses tactiques pour ramener la guerre chez nous, ouvrir un nouveau front au sein du monstre. Le 1er mai va ouvrir une véritable offensive. Au lieu des tactiques défensives, polies et retenues des précédentes actions contre la guerre, celle-ci sera un engagement réel dans la création d'un deuxième front de guerre contre Nixon.

Tiens, Marcellin enfin un vrai complot international !

Pour nous, en France, ce ne sont pas les traditions qui manquent, mais depuis mai où le mouvement de masse a « redécouvert » la révolution en France même, la lutte anti-impérialiste a surtout pris la forme du soutien à la Palestine en pratique et au Tchad en paroles en « oubiant » le Vietnam, le Laos et même le Cambodge.

Mais le projet de 1er mai international anti U.S. relancera le mouvement anti-impérialiste avec les formes d'un nouvel internationalisme capable de lier plus étroitement les luttes des pays de la « zone des tempêtes » et celle des métropoles impérialistes contre le colonialisme extérieur et intérieur avec l'enthousiasme que donne une manif mondiale !

Rappelons-nous C.V.B. (comités Viet-nam) et C.V.N. et il va se passer des choses...

Nous espérons que notre lutte sera internationalisée. Après tout, Nixon n'espère pas seulement éliminer le Viêt-nam et toute l'Indochine, mais les tentacules des Etats-Unis s'étendent dans le monde entier, même en France. C'est pourquoi nous demandons aux étudiants français et aux groupes révolutionnaires de nous aider en organisant le 1er mai des manifestations contre la guerre, contre l'impérialisme, en solidarité avec nos actions.

---

* Les GI's au Viêt-nam seront contactés.

1) Un film se fait avec des plans aériens de Washington et des indications tactiques pour le 1er mai.

* Les gens pourront participer en masse à une action efficace : bloquer toutes les artères de circulation arrivant à Washington. Organisés à l'avance en petits groupes, ils feront des embouteillages, paumant quelques vieilles voitures au milieu des autoroutes. Plus personne n'assistera à son travail à la C.I.A., au Pentagone, au ministère des Affaires étrangères, etc.

---

talisme. Dans ce système on nous enseigne à nous libérer de nos peurs et de nos frustrations en brutalisant ceux qui sont plus faibles que nous : un homme en uniforme devient une brute ; le contremaître terrorise l'ouvrier à la chaîne ; le mari bat sa femme, ses gosses, son chien. »

3. - **Epouses et mères.**

« ... C'est à la femme qu'incombe la responsabilité de compenser les échecs du système. Dans d'innombrables familles d'ouvriers, c'est la mère qui par son travail permet non seulement à sa famille de survivre d'une semaine à l'autre, mais lui assure également une sécurité relative...
C'est elle qui est responsable de la santé de sa famille... C'est elle qui doit créer un foyer accueillant dans un voisinage dangereux et invivable, fournir un refuge contre l'aliénation du travail et maintenir l'ego de l'homme en bon état... C'est elle qui doit lutter jour après jour pour joindre les deux bouts malgré l'inflation... C'est elle qui transmet les valeurs d'acharnement au travail et de conformité à chaque génération d'ouvriers... C'est elle qui force ses enfants à rester à l'école et à « bien » se conduire ou qui incite son mari à ne pas risquer son travail en tenant tête à son patron ou en faisant la grève. C'est ainsi que le rôle de la mère et de l'épouse est un rôle de médiation et de calmant. C'est elle qui est le vrai opium des masses... »

4. - **Les femmes consommatrices.**

« ... Elles sont aussi exploitées comme consommatrices. Elles sont obligées d'acheter des produits qui sont des denrées indispensables... Elles achètent aussi des produits dont elles n'ont pas besoin, car on les persuade qu'une nouvelle voiture ou une télévision augmentera le standing et la satisfaction de leur famille, ou que les produits de beauté accroîtront leur désirabilité en tant qu'objets sexuels. »

5. - **Toutes les femmes sont aussi exploitées et opprimées sexuellement.**

« ... Elles n'ont pas le droit de disposer librement de leur propre corps ; lorsqu'elles sont jeunes filles on refuse de les informer sur leur vie sexuelle ou la contraception, et quand elles sont femmes on leur refuse le droit de décider elles-mêmes d'avoir ou non des enfants. La relative liberté sexuelle des « bourgeoises » ou des intellectuelles est bien loin de leur donner une indépendance réelle. Leur rôle sexuel est encore essentiellement passif ; leur valeur en tant qu'individus est déterminée par leur capacité à attirer, séduire et garder un homme. La définition des femmes en tant que dociles, dépendantes, d'intelligence inférieure et faibles de caractère déborde les limites de classes.
Dans toutes les classes, la femme doit non seulement vendre à un homme son corps mais aussi sa vie entière, ses talents, ses intérêts et ses aspirations. Il lui faut renoncer à ses amitiés, ses ambitions, ses plaisirs, son temps, pour servir la carrière ou la famille de son mari. En échange elle reçoit non seulement sa subsistance mais aussi son identité, son droit même à l'existence, car à moins d'être femme ou mère de quelqu'un, la femme n'est rien... »

---

(1) Sans complexes, nous avons piqué dans l'article tel qu'il est paru dans « Partisans », tout ce qui servait notre démonstration.

EN CETTE FIN D'ANNÉE LE DOCTEUR MULDWORF A :

Noté

avec intérêt que, selon les déclarations de l'« Humanité », il valait mieux pour un condamné à mort être juif à Léningrad que basque en Espagne. En effet, ça coûte 15 ans chez les révisos et 30 ans chez Franco. On attend avec inquiétude le prochain épisode de la lutte que livrent les deux grands de la répression sur le front de la clémence.

Défailli

en apprenant que M. Edmond Michelet, ancien ministre de la Justice puis des Affaires culturelles, allait être canonisé par le Pape.
« J'avais donc rencontré un saint et je ne le savais pas ! Oh joie ! Oh douleur ! J'aurais pourtant dû m'en douter. A l'odeur très douce qui se dégageait de lui. A ce sourire si bon, à cette poignée de main onctueuse comme une crème caramel. Trop tard, j'ai raté ma chance. Mais quelle idée aussi pour un saint de se mettre en civil !

Retrouvé

avec plaisir une vieille coutume française. On sait qu'une nouvelle loi antidrogue va permettre à la police de rentrer chez vous à toute heure du jour et de la nuit pour voir avec quoi vous vous droguez. J'ai donc demandé aux enfants de mettre un couvert de plus. On ne sait jamais, si le commissaire est bon enfant, il apportera peut-être des gâteaux.

Prié

pour le parti communiste italien. Celui-ci s'est félicité que le Saint Père soit allé dire la messe du 1er janvier dans un quartier pauvre de Rome. En retour, le P.C.I. irait faire des séances de remises de cartes dans le beau quartier, présenté par le Pape.

Lu

le petit livre de Marcel Dassault : « Le talisman ». On sait que ce monsieur est l'home le plus puissant de France parce qu'il ne voulait pas que le périphérique passe sous ses fenêtres du boulevard Suchet. Il a obtenu à lui tout seul que le trajet soit dévié dans le Bois de Boulogne. On a donc abattu 90 000 arbres, perturbé à jamais l'équilibre écologique de la forêt, et empêché les promenades en barque pendant un an sur les lacs. A ce prix, Marcel et Madame (vous savez, celle qui fut kidnappée et séduite par un gangster au nom prédestiné : Casanova. Quand les gendarmes vinrent la délivrer, elle leur cria, en petite tenue : « Vous arrivez trop tôt ! ») peuvent faire pousser des radis sur leur balcon sans risquer de les voir dépérir à cause des gazs d'échappement.
Le petit Marcel a réussi, c'est incontestable. Pas avare de son truc, il nous le donne : « De l'imagination, de la persévérance ». Il pourrait ajouter : « Du cynisme et du fric ».
Ce qu'il a dit à propos de Jour de France, son petit journal :
« Pour qu'un journal politique ait une influence, il faut qu'il soit beaucoup lu, et pour être beaucoup lu, il ne faut pas y parler de politique. Jour de France, c'est en quelque sorte l'hebdomadaire de la vie en rose. Lorsque par hasard (mon œil !) nous publions un article politique, il est lu par des millions de lecteurs et de lectrices. »
Pour le fric, il est plus discret. Pourtant, nous on a pas oublié qu'en 1938 il toucha 500 millions de l'époque pour mettre au point un prototype. Les Allemands arrivent. Pas de prototype. En 1945, Dassault touche à nouveau les 500 millions naturellement indexés. Ce qu lui permit, en 1951, de se faire élire député dans les rangs du R.P.F. Il faut dire que chaque électeur en puissance reçut un très joli cadeau. De quoi émouvoir les âmes simples.

Payé

quarante-cinq francs nouveaux la visite à domicile d'un médecin spécialiste pour un enfant malade. Pour dix minutes de conversation mondaine et 180 marches aller et retour, c'est un métier qui nourrit son homme. Fût-ce une femme ; c'était le cas.

Apprécié

à sa juste valeur l'autocritique publique de M. Albin Chalandon, ministre de l'Equipement, à propos de la carence des Pouvoirs publics. « Ceux-ci ont fait preuve de lenteur pour dégager les automobilistes bloqués par la neige, mais les chutes de neige étaient imprévisibles. »
Outre qu'on a déjà fait le coup aux Pakistanais, cette phrase méchante et basse visait particulièrement le directeur de la météo qui s'est borné à répondre : « La phrase de M. Chalendon, sans être imprévisible, ne m'étonne pas. »

Entrée des troupes russes à Varsovie.

pologne

Pour comprendre ce qui se passe en Pologne, on peut faire un petit roman de science fiction, bien qu'il n'ait pas de valeur scientifique.

Imaginons une autre fin de la deuxième Guerre mondiale — Le débarquement de Normandie n'a pas eu lieu, les troupes russes foncent sur Paris. Le gouvernement de Londres du général de Gaulle, alors que les troupes russes sont à Reims et qu'aucune défense ne les sépare de Paris, lance le mot d'ordre d'insurrection générale dans la capitale. Toutes les forces de la Résistance s'engagent dans le combat. L'objectif du général de Gaulle, c'est que les Russes ne libèrent pas Paris.

En effet, le Gouvernement Provisoire d'Alger a éclaté et les ministres communistes ont rejoint un Comité national populaire présidé par le socialiste Daniel Mayer, mais dont Maurice Thorez est le responsable exécutif. Le soulèvement populaire de Paris réussit mais les troupes russes s'arrêtent à Reims. Le quartier général nazi regroupe alors des forces nombreuses et aidés des miliciens collaborateurs, écrase l'insurrection et rase Paris dont il déporte la population vers le Midi — 500 000 morts —. Deux mois après, les troupes russes reprennent leur offensive, libèrent Paris en ruines et installent un gouvernement socialiste-communiste.

Le P.C.F. et la S.F.I.O. fusionnent, Maurice Thorez est chef du gouvernement. Pourtant à Londres, de Gaulle n'est pas d'accord, il fomente des troubles qui sont réprimés par les troupes russes. Maurice Thorez, ayant protesté contre la sévérité de la répression, est emprisonné alors que Marty, Tillon, Duclos, Frachon et tous les dirigeants socialistes de la Résistance sont fusillés — Plusieurs dirigeants communistes, ayant passé la guerre à Moscou, sont placés à la tête du pays.

Cependant en 1956, les ouvriers des Mines du Nord se révoltent et un grand mouvement national impose aux Russes de sortir Thorez de sa prison, car malgré son absence de France pendant la guerre, sa captivité a accru sa popularité. Il restera pourtant un homme d'Etat qui ne mettra pas en avant les intérêts du peuple *et l'initiative des masses — En 1970, des manifestations ouvrières* marqueront le mécontentement de la classe ouvrière française.

CETTE FICTION N'EST QUE GEOGRAPHIQUE, CETTE HISTOIRE EST CELLE DE LA POLOGNE. THOREZ S'Y APPELLE GOMULKA ET PARIS — VARSOVIE.

Le pouvoir des communistes n'a pas été arraché par les ouvriers aux capitalistes, mais imposé aux masses populaires par les Russes.

La révolte de Berlin en 53, celle des ouvriers de Pologne aujourd'hui, en passant par la crise tchécoslovaque, nous montrent qu'on ne peut faire l'économie du mouvement autonome des masses, comme facteur principal, déterminant du processus révolutionnaire. Sans l'adhésion libre et consciente au projet révolutionnaire, rien de possible, durablement. Faire le « bonheur » du peuple malgré le peuple revient à l'opprimer.

Et pourtant, on entend : il n'y a pas la propriété privée, il y a eu des réalisations, c'est déjà ça de pris.

D'abord, la propriété privée, il y en a dans tous les coins, à la campagne, à la ville ; on peut acheter de la force de travail (pas trop, pas plus de 50 ouvriers) et puis il y a ceux qui font bosser les autres au noir et toute une économie parasitaire de l'économie officielle et régie par la libre concurrence. Mais ça n'est pas le plus important. La propriété des grands moyens de production et d'échange, est collective, oui. Dans les mains du peuple, non ! Elle est dans les mains d'une puissante bureaucratie politique centrale, tout un corps de fonctionnaires du Parti, de l'appareil d'Etat, de l'Université, de l'appareil de direction des entreprises qui se répartit la plus-value produite par le travail de la classe ouvrière, qui bénéficie d'avantages considérables sur le plan matériel et du pouvoir politique et idéologique sans partage.

Depuis 45, la collectivisation des moyens de production et d'échange, n'a rien changé des rapports hiérarchiques dans le travail. Les sentiments nationaux ont été tellement méprisés, que l'Eglise réactionnaire qui exaltait le patriotisme, est restée politiquement très puissante et que l'unité populaire n'a jamais pu se réaliser.

En 1956 déjà, les travailleurs n'arrivant à croire que le régime dit socialiste, leur était favorable, se révoltèrent à Poznan et imposèrent la démocratie des conseils ouvriers — les dirigeants russes durent accepter la liberté et l'initiative ouvrière, ils acceptèrent de sortir Gromulka de prison pour qu'il prenne la tête du gouvernement.

Pendant quelques courts mois, les ouvriers participèrent directement à la direction des entreprises et l'Etat fut l'émanation de leurs décisions économiques, politiques et sociales.

Mais bien vite, la démocratie ouvrière devait être étouffée par les impératifs d'ensemble de la politique soviétique. Moscou forçait Gromulka à supprimer les conseils ouvriers et à en revenir à un régime autoritaire sans aucune participation ouvrière et populaire.

Le régime du drapeau rouge devenait égal au régime des patrons. Pour les travailleurs la situation devenait tragique, quand le 12 décembre, le gouvernement, ignorant la colère du peuple, a décidé la hausse exorbitante de 46 denrées alimentaires et articles d'usage courant.

Aujourd'hui, après une semaine de révoltes et de luttes dans la rue, des ouvriers auxquels se sont joints les étudiants, le gouvernement polonais a fait un beau cadeau à son peuple : les prix n'augmenteront plus pendant deux ans. Voilà, en matière d'autocritique ; si on ajoute qu'il a quand même dit qu'il était coupé des masses, non pardon, qu'il a commis des erreurs dans la liaison avec les masses, on voit sa lucidité. Il était à peu près autant coupé des masses que Thiers des barricadiers de Belleville en 1871. Et ses méthodes de règlement des contradictions, valent bien celles des Versaillais : 300 morts en deux jours — La troupe tirait en l'air mais les flics, non, la « milice » tirait dedans, question de conscience politique —.

Si ça ne s'appelle une répression fasciste ! D'ailleurs, le mouvement de masse en Pologne ne s'y est pas trompé : il a chanté l'Internationale en se faisant tirer dessus. Il a attaqué partout le siège du Parti, et à Gdansk le siège du secrétaire général.

Son ennemi : la bourgeoisie rouge, et son parti.

Son objectif diffus, ou avoué comme en 56 à Poznan : le pouvoir des conseils ouvriers.

AUJOURD'HUI, CE QUI FRAPPE, CE SONT LES SIMILITUDES : ESPAGNE, POLOGNE, FRANCE, ETATS-UNIS. PARTOUT DES MOUVEMENTS POPULAIRES POUR LA LIBERTE, PARTOUT LA REPRESSION BOURGEOIS BLANCS OU ROUGES. VOS POUVOIRS CRAQUENT ! QUICONQUE, VEUT FAIRE LA REVOLUTION AUJOURD'HUI DOIT UNIR LA GUERRE CONTRE LA BOURGEOISIE ROUGE, A LA GUERRE CONTRE LA BOURGEOISIE BLANCHE.

QUI A FAIT LA REVOLUTION ?

ET L'ANTISEMITISME

Le plus beau drapeau du prolétariat, c'est l'internationalisme, c'est la lutte contre toutes les oppressions, les barrières de religion, de nationalité. Dans son drapeau, il y a la lutte contre l'antisémitisme. Dreyfus avait beau être un con de militariste, une ligne de classe passait entre dreyfusards et antidreyfusards. Ce n'était pas la seule évidemment, mais il y en avait une.

Pauvre Russie de Brejnev, pauvre Pologne de Moczar, redevenues l'éternelle Russie progromiste, l'éternelle Pologne progromiste.

En Pologne, depuis plusieurs années, ils en sont revenus à la bonne vieille tactique de l'antisémitisme pour détourner la colère du peuple d'eux-mêmes.

La chasse aux sorcières s'est développée. Combien de militants fondateurs du Parti, de résistants limogés parce qu'ils étaient juifs, combien d'étudiants fils de familles pauvres rayés des universités après l'explosion étudiante de mars 68 et incorporés pour plusieurs années dans les services du travail obligatoire. Combien de jeunes acculés à l'émigration, tout avenir étant bouché en Pologne, et ceci parce que leurs grands-parents étaient juifs... Les Juifs responsables de tout le désastre économique polonais, vieille ficelle !

Et tout ça sous le couvert de la lutte contre le sionisme ; vous ne l'avez jamais autant renforcé qu'aujourd'hui : c'est le parlement d'Israël et Beghin, l'assassin qui se paye le luxe de vous donner des leçons de morale.

Et savez-vous que tous les immigrants juifs polonais qui quittent leur pays, ont un laisser-passer des autorités de Varsovie valable pour Israël uniquement, via Vienne, et pour aller ailleurs, il faut se débrouiller seul, et c'est très difficile. Demandez aux Palestiniens s'ils n'appellent pas ça collusion avec le sionisme...

En Russie, il y a 3 ans, c'était l'Académie des Sciences de Kiev qui sortait une brochure digne de « Je suis partout », journal collabo.

Aujourd'hui, c'est un tribunal à huis clos à la sauvette, qui condamne sans preuves, à mort, 2 Juifs d'U.R.S.S. et qui attend pour accorder la grâce, de savoir ce que Franco décide du sort des Basques.

Après octobre 17, les Juifs en U.R.S.S. avaient liquidé toute absurde prétention nationaliste, la révolution leur donnait le droit à l'identité culturelle et religieuse, engageant un processus de destruction des causes même de l'antisémitisme. Des tas de gens d'origine juiv ont participé à cette révolution. Aujourd'hui, pour 3 millions et demi de gens en Russie, vous avez le visage d'Hitler.

SUR LA COMMUNE DE PARIS,
SUR LA REVOLUTION D'OCTOBRE,
SUR LA REVOLTE DU GHETTO DE VARSOVIE,
ON VOUS LE JURE : VOUS PAIEREZ CE NOUVEAU CRIME !

Libertés culturelle et religieuse pour les Juifs d'U.R.S.S. !
A bas l'antisémitisme !
A bas l'antisémitisme, aliment indispensable du sionisme !
A bas le sionisme qui manipule la révolte des Juifs !

bur gos

Franco condamné à la clémence ?

(FRANCE-SOIR)

pouvoir franquiste tente de dissimuler son usure, en arrêtant des centaines de militants, en durcissant encore le régime pénitenciaire.

Il reste que Franco a pris la décision seul, qu'il s'est payé le luxe d'apparaître, pour certaines couches de gens comme le sauveur, alors il nous faut poursuivre la lutte pour que cette opinion publique dont l'importance s'est avérée si décisive, ait les moyens d'imposer concrètement sa volonté. D'ailleurs les accusés basques ont fixé la poursuite du combat : « Nous et beaucoup d'autres patriotes basques, sommes toujours dans les prisons. La lutte du peuple basque continue. Nous demandons de nouveau la solidarité de tous les autres peuples jusqu'à la victoire finale. »

NOTE - MANIFS

A Paris, dans quatre initiatives centrales, le Secours Rouge a montré *et* de nouvelles capacités d'initiative *et* qu'il était un lieu d'unité entre beaucoup de gens. Le premier, il a lancé l'appel à la manifestation de soutien aux six camarades basques.

Il a riposté seul aux menaces de verdict de mort, entraînant des sections syndicales de la C.F.D.T. et même des sympathisants du P.« C. »F. De la première, de 6 à 7 000 à la dernière (plus de 15 000) compte tenu que le P.« C. »F. se trouvait alors dans une situation peu confortable du côté de Leningrad. (En appelant, il se serait trouvé submergé de « Burgos Leningrad ».) Enfin (mais on ne sait si la réalité aurait été aussi unifiante) il y avait accord de principe entre P.S.U., C.D.P., Ligue, U.L.R. pour « aller plus loin » en cas d'assassinat, toujours dans le cadre du Secours Rouge.

Pour un début dans la rue, c'est donc positif.

Mais il faudra « consolider » ça. Car beaucoup auraient souhaité que l'itinéraire Clichy-Bastille, par exemple, fût l'occasion de toucher les banquiers espagnols et ont critiqué le côté traîne-savate de l'opération.

Il faudra surtout que les comités de base S.R. se fassent plus entendre et que les décisions ne soient plus que le fait des états-major.

Il doit pouvoir y avoir des discussions larges sur l'opportunité de tel ou tel type d'intervention violente ou non, etc...

Et c'est surtout sur l'autonomie politique du S.R. qu'il faudra se battre contre ceux qui ne rêvent que de l'accrocher à la remorque du P.C.

Directeur de publication : J.-P. SARTRE.
DIFFUSION N.M.P.P.
IMPRIMERIE AGROFILM, 11, rue Ferdinand-Gambon, Paris-20e.

ABONNEZ-VOUS A TOUT ! OU QUE VOUS SOYEZ !

BULLETIN D'ABONNEMENT

TOUT 27, rue du Faubourg-Montmartre

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....

Ci-joint un versement de 25 F pour vingt-six parutions.
☐ C.C.P. à l'ordre de « Tout ».
☐ Mandat-lettre.
☐ Chèque bancaire.
☐ Soutien : 50 F ou plus.